

Prijs van een jaarabonnement :

België : € 114,15; buitenland : € 507,60.

Prijs per nummer : € 4,24.

Voor abonnementen en voor verkoop per nummer kan U terecht bij het Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel. Telefoon 02-552 22 11.



Prix de l'abonnement annuel :

Belgique : € 114,15; étranger : € 507,60.

Prix par numéro : € 4,24.

Pour les abonnements et la vente au numéro, prière de s'adresser à la Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles. Téléphone 02-552 22 11.

172e JAARGANG

N. 226

172e ANNEE

DINSDAG 9 JULI 2002

EERSTE UITGAVE

MARDI 9 JUILLET 2002

PREMIERE EDITION

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2002 — 2361

[C - 2002/31287]

18 OCTOBRE 2001. — Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle

Le Collège,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée tel que modifié par le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil tel que modifié par le décret du 12 juillet 2001;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes;

Vu l'arrêté royal du 14 mars 1978 déterminant pour la Région bruxelloise les règles d'agrément des centres de service social et d'octroi de subventions à ces centres, modifié par le décret du 7 novembre 1997;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 mars 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997 et du 31 mai 2001;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 novembre 1997 et du 24 juin 1999;

Vu l'arrêté d'application du Collège de la Commission communautaire française du 2 août 1996 relatif à la fixation des conditions et des modalités d'agrément et de subventionnement des organismes exerçant des activités de formation professionnelle dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 septembre 1998 relatif à l'application du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 février 2000 relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 avril 2000 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé - Sections "Services ambulatoires", "Hébergement", "Aide et soins à domicile" et "Personnes handicapées" donné le 10 juillet 2001;

Vu l'avis des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs du secteur francophone de l'insertion socio-professionnelle, réunis en concertation paritaire, donné le 9 juillet 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 juillet 2001;

Vu l'accord du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions, donné le 18 juillet 2001;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis 32.042/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Président du Collège et après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

- décret "non marchand" : le décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la Santé et de l'Aide aux personnes;

- décret "maisons médicales" : le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "planning" : le décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

- décret "santé mentale" : le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "toxicomanies" : le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "ISP" : le décret de la Commission communautaire française du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socio-professionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle;

- décret "CASG" : le décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "coordination et soins palliatifs" : le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "personnes handicapées" : le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

- décret "maisons d'accueil" : le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil tel que modifié par le décret "non marchand";

- décret "aide à domicile" : le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

- arrêté "service social" : l'arrêté royal du 14 mars 1978 déterminant pour la Région bruxelloise les règles d'agrément des centres de service social et d'octroi de subventions à ces centres tel que modifié;

- arrêté "planning" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 mars 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial tel que modifié;

- arrêté "toxicomanies" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies tel que modifié;

- arrêté "santé mentale" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale tel que modifié;

- arrêté "ISP" : l'arrêté d'application du Collège de la Commission communautaire française du 2 août 1996 relatif à la fixation des conditions et des modalités d'agrément et de subventionnement des organismes exerçant des activités de formation professionnelle dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socio-professionnelle;

- arrêté "C.A.S.G. » : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 septembre 1998 relatif à l'application du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale;

- arrêté "coordination et soins palliatifs" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

- arrêté "centres de jour et d'hébergement" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1999 déterminant le mode de subventionnement applicable aux centres de jour et aux centres d'hébergement pour personnes handicapées;

- arrêté "services d'accompagnement et SIS" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 avril 2000 relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds;

- arrêté "aide à domicile" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

- arrêté "maisons d'accueil" : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

Art. 3. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

- Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- Administration : les services du Collège;
- ETP : équivalent temps plein;
- Maison médicale : association de santé intégrée;
- Organisme : Organisme d'insertion socioprofessionnelle;
- Annexe I NM, II NM, III NM, IV NM, V NM, VI NM : les annexes ainsi numérotées du présent arrêté;
- ESNU : Diplômé de l'Enseignement supérieur non universitaire;
- CESS : Diplômé de l'Enseignement secondaire supérieur;
- CESI : Diplômé de l'Enseignement secondaire inférieur;
- 6P : Travailleur ayant terminé avec fruit une 6^e année de l'enseignement secondaire professionnel.

TITRE II. — Normes d'agrément et de subventionnement

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux services actifs en matière de toxicomanies

Art. 4. L'article 12 de l'arrêté "toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante :

« Tout changement apporté à l'objet social, aux missions et aux sièges d'activités entraîne une modification de l'agrément. »

Art. 5. L'intitulé de la Section 3 du chapitre 5 de l'arrêté "toxicomanies" est modifié comme suit : les mots "partie variable" sont remplacés par les mots "moyens complémentaires".

Art. 6. L'article 52 de l'arrêté "toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante : "Les moyens complémentaires visés à l'article 31 du décret "Toxicomanies" en termes d'ETP et de frais de fonctionnement sont calculés de la manière suivante en fonction de :

1. le nombre de personnes accueillies

de 201 à 500 + 0,5 ETP

de 501 à 1 000 + 1 ETP

+ de 1 000 + 1,5 ETP

2. le nombre de lieux d'activités

deux lieux d'activités + 0,5 ETP

trois lieux d'activités et plus + 1 ETP

Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 100 003 F (2.479 euros) de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 200 005 F (4.958 euros) de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 200 005 F (4.958 euros) de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 400 010 F (9.916 euros) de frais de fonctionnement.

3. l'importance des participations financières émanant d'autres institutions

L'absence de participations financières émanant d'autres institutions ouvre le droit à 0,5 ETP supplémentaire et à 100 003 F (2.479 euros) de frais de fonctionnement.

4. la spécificité du projet et du public visé telle que :

- la permanence 24 h/24, la mobilité de l'équipe, l'exercice des missions dans les hôpitaux et les prisons ouvrent le droit à un maximum de 2 ETP supplémentaires et un maximum 1 199 991 F (29.747 euros) de frais de fonctionnement.

- L'exercice cumulé simultanément de plusieurs missions et le nombre total d'ETP des services agréés ouvrent le droit, pour 4 missions à 0,5 ETP, pour 5 missions à 1 ETP et pour 6 missions à 1,5 ETP. Lorsque l'équipe comprend de deux à trois ETP, elle promérite 100 003 F (2.479 euros) de frais de fonctionnement supplémentaires. Lorsque l'équipe comprend plus de trois ETP, elle promérite un supplément de 200 005 F (4.958 euros) de frais de fonctionnement.

Art. 7. L'article 53 de l'arrêté "toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante : « les frais de fonctionnement complémentaires décrits à l'article 52 sont plafonnés à 1 499 999 F (37.184 euros) par service. »

Art. 8. Les 2^e et 3^e alinéas de l'article 54 de l'arrêté "toxicomanies" sont remplacés par la disposition suivante :

« Il y a lieu de joindre au décompte final la justification de la perception et de l'affectation de l'ensemble des recettes du service. »

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux services de santé mentale

Art. 9. L'article 12 de l'arrêté "santé mentale" est remplacé par la disposition suivante :

« Tout changement apporté à l'objet social, aux missions et aux sièges d'activités entraîne une modification de l'agrément. »

Art. 10. L'article 39 de l'arrêté "santé mentale" est remplacé par la disposition suivante :

« Des avances sur subventions sont accordées au service en fonction de l'estimation de l'occupation des postes agréés l'année précédente et de l'estimation de l'index déterminé par le bureau du plan, des frais de formation et des frais de fonctionnement. Le solde de la subvention d'une année est versé pour le 1^{er} octobre de l'année suivante. »

Art. 11. L'article 42 de l'arrêté "santé mentale" est remplacé par la disposition suivante :

« Le décompte final de la subvention est établi annuellement sur la base de justificatifs remis par le service. Il y a lieu de joindre à ce décompte final la justification de la perception et de l'affectation de l'ensemble des recettes du service. »

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux centres de coordination de soins et service à domicile

Art. 12. A l'article 30 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs", un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le 2^e et le 3^e alinéa : "Il y a lieu de joindre au décompte final la justification de la perception et de l'affectation de l'ensemble des recettes du centre".

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux services de soins palliatifs et continués

Art. 13. L'article 32 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" est remplacé par la disposition suivante : « L'expérience en matière de soins palliatifs et continués doit être de deux ans minimum ou palliée par une participation à une formation spécifique en soins palliatifs et continués. »

Art. 14. L'article 35 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" est remplacé par la disposition suivante : "L'équipe agréée et subventionnée est composée comme suit :

- pour la catégorie 1 : 0,25 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- pour la catégorie 2 : 0,75 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- pour la catégorie 3 : 0,5 ETP universitaire et 1 ETP ESNU;
- pour la catégorie 4 : 1,5 ETP ESNU et 0,5 ETP secrétaire;
- pour la catégorie 5 : 0,75 ETP universitaire et 2,5 ETP ESNU et 1 ETP secrétaire.

Les qualifications prises en considération pour le personnel de l'équipe agréée sont celles visées à l'annexe III NM. Les frais de fonctionnement sont de 403 399 F (10.000 euros) minimum auxquels s'ajoutent 302 549 F (7.500 euros) par mission supplémentaire. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde."

Art. 15. A l'article 36 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le 2^e et le 3^e alinéa : "Il y a lieu de joindre au décompte final la justification de la perception et de l'affectation de l'ensemble des recettes du service."

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux maisons médicales**Section 1^{re}. — Normes d'agrément*

Art. 16. Conformément à l'article 2, 2°, du décret "Maisons médicales", la fonction d'accueil doit être assurée au moins 38 heures par semaine par du personnel salarié de la maison médicale. La fonction de santé communautaire doit être assurée à mi-temps, soit par du personnel salarié de la maison médicale, soit par du personnel vacataire ou indépendant. Les qualifications prises en considération pour le personnel de l'équipe agréée sont celles visées à l'annexe III NM.

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 17. La demande d'agrément d'une maison médicale est introduite à l'administration, par lettre recommandée à la poste ou déposée contre accusé de réception. Pour être recevable, elle doit comporter les renseignements et les documents visés à l'annexe VI NM.

Art. 18. Dans les deux mois de la réception de la demande d'agrément, l'administration notifie à la maison médicale la décision concernant sa demande, ou si cette dernière est incomplète, l'invite à la compléter.

Art. 19. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément et procède à une visite pour vérifier si la maison médicale répond aux conditions d'agrément. Le Ministre soumet la demande d'agrément au Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé tel que créé par le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 5 juin 1997, ci-après dénommé le "Conseil consultatif", qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine. Passé ce délai, il est passé outre à l'absence d'avis. Le Ministre peut fixer un délai plus court en cas d'urgence.

Art. 20. Le Collège statue sur la demande d'agrément et communique sa décision à la maison médicale au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

Toute décision de refus est notifiée par lettre recommandée, au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

Section 3. — Procédure de renouvellement d'agrément

Art. 21. La demande de renouvellement doit être introduite à l'administration au plus tard neuf mois avant l'expiration de l'agrément en cours, par courrier recommandé à la poste ou contre accusé de réception. Elle est accompagnée des renseignements et documents visés à l'annexe VI NM qui ont subi des modifications. La maison médicale reste agréée jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement d'agrément selon la procédure prévue aux articles ci-dessus.

Section 4. — Procédure de modification, de suspension et de retrait d'agrément

Art. 22. Tout changement apporté à l'objet social, aux missions et aux sièges d'activités entraîne une modification de l'agrément. Toute demande de modification d'agrément précise et motive l'objet de la modification. L'administration informe la maison médicale des éléments nécessaires à l'instruction de la demande de modification d'agrément, instruite selon les règles applicables à la demande de renouvellement d'agrément visées à la Section trois du présent chapitre.

Art. 23. Lorsqu'une disposition du décret "Maisons médicales" ou du présent arrêté n'est plus respectée, l'administration adresse une lettre recommandée motivée à la maison médicale et l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois. Passé ce délai et faute de mise en ordre, l'administration propose au Ministre une suspension, une modification ou un retrait d'agrément.

Art. 24. Le Ministre notifie à la maison médicale, sous pli recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de modification, de suspension ou de retrait d'agrément est en cours. A partir du jour de cette notification, la maison médicale dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre. Celui-ci le transmet au Conseil consultatif.

Après réception du mémoire justificatif par le Conseil consultatif, le représentant de la maison médicale, s'il en fait la demande, est entendu par celui-ci. Le Conseil consultatif fixe les jour et heure d'audition et en informe la maison médicale concernée, par lettre recommandée à la poste. La personne désignée par la maison médicale pour la représenter peut se faire accompagner par une autre personne. Le Conseil consultatif transmet son avis au Ministre dans les trois mois de sa saisine.

Art. 25. La décision du Collège portant modification, suspension ou retrait d'agrément est notifiée à la maison médicale par lettre recommandée avec accusé de réception. La décision de suspension, de modification ou de retrait d'agrément entraîne une suspension, une modification ou un retrait des subventions de la maison médicale au plus tard trois mois après la date de la notification de la décision. La maison médicale est tenue de communiquer, par tout moyen utile, dès sa notification, la décision de suspension, de modification ou de retrait d'agrément aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux, aux membres du personnel et à toute personne intéressée.

Section 5. — Normes de subventionnement

Art. 26. Le cadre subventionné est établi comme suit :

- 1 ETP pour la fonction d'accueil;
- 0,2 ETP ou 300 heures par an pour la fonction de santé communautaire.

Le personnel en fonction au 1^{er} janvier 2002 ne disposant pas des qualifications requises à l'annexe III NM reste subsidiaire dans la fonction qu'il occupait à cette date.

Art. 27. La subvention relative aux frais de fonctionnement est plafonnée à 326 753 F. (8100 €).

Art. 28. Des avances sur subventions sont accordées à la maison médicale en fonction de l'estimation de l'occupation des postes agréés l'année précédente et de l'estimation de l'index déterminé par le bureau du plan, des frais de formation et des frais de fonctionnement. L'heure "vacataire ou indépendant" ne peut dépasser 1 008 F (25 euros).

Les avances sont liquidées trimestriellement. Le premier quart de la subvention est liquidé au plus tard le 15 février, le deuxième quart pour le 15 mai au plus tard, le troisième quart pour le 15 août au plus tard et un cinquième de la subvention le 15 novembre au plus tard. Le solde de la subvention d'une année est versé pour le 1^{er} octobre de l'année suivante pour autant que les pièces justificatives, les comptes et bilan et le rapport d'activités aient été remis au plus tard le 31 mars. La maison médicale agréée est soumise aux contrôles de l'administration.

*Section 6. — Conditions et modalités d'agrément
et de subvention des organismes de coordination des maisons médicales*

Art. 29. Le Collège agréé des organismes de coordination des maisons médicales et leur alloue une subvention qui varie en fonction du nombre de maisons médicales agréées, membres de l'organisme de coordination.

Cette subvention annuelle indexée s'élève à :

- 1 551 069 F (38.450 €) lorsque le nombre de maisons membres, agréées par la Commission communautaire française, est d'au moins 12;

- 3 100 121 F (76.850 €) lorsque le nombre de maisons membres, agréées par la Commission communautaire française, est d'au moins 18.

Art. 30. La subvention couvre une partie des frais généraux de fonctionnement, en ce compris les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative, et une partie des frais de rémunération du personnel, en ce compris les charges sociales.

Au moins soixante pour cent de la subvention doivent être affectés à des frais de rémunération du personnel.

Art. 31. L'organisme de coordination des maisons médicales bénéficie d'avances trimestrielles telles que décrites à l'article 28, alinéa 2.

Art. 32. L'organisme de coordination des maisons médicales fournit la liste de ses membres ainsi qu'un exposé de ses objectifs et des modalités de leurs réalisations lors de sa demande d'agrément. La maison médicale membre ne peut relever que d'un seul organisme de coordination dont l'agrément est accordé pour un terme de cinq ans renouvelable.

Art. 33. La procédure d'agrément des organismes de coordination des maisons médicales est identique à celle prévue aux articles 17 à 25.

CHAPITRE VI. — Dispositions relatives aux centres d'accueil téléphonique

Section 1^{re}. — Normes d'agrément

Art. 34. Le centre doit disposer d'au moins vingt écoutants bénévoles.

Art. 35. Le rapport annuel d'activités comprend au minimum une analyse statistique des appels reçus au centre pendant l'année, du recrutement des collaborateurs bénévoles et stagiaires, des formations, des réunions de l'équipe, des réunions avec les écoutants, de la description de la méthode utilisée pour promouvoir l'activité du centre et l'évaluation de l'application de la charte.

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 36. La demande d'agrément d'un centre est introduite à l'administration, par lettre recommandée à la poste ou déposée contre accusé de réception. Pour être recevable, elle doit comporter les renseignements et les documents fixés à l'annexe VI NM.

Art. 37. Dans les deux mois de la réception de la demande d'agrément, l'administration notifie au centre la décision concernant sa demande, ou si cette dernière est incomplète, l'invite à la compléter.

Art. 38. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément et procède à une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément. Le Ministre soumet la demande d'agrément au Conseil consultatif qui donne son avis dans les deux mois de sa saisine. Passé ce délai, il est passé outre à l'absence d'avis. Le Ministre peut fixer un délai plus court en cas d'urgence.

Art. 39. Le Collège statue sur la demande d'agrément et communique sa décision au centre au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif. Toute décision de refus est notifiée par lettre recommandée, au plus tard deux mois après l'avis du Conseil consultatif.

Section 3. — Procédure de renouvellement d'agrément

Art. 40. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite à l'administration au plus tard neuf mois avant l'expiration de l'agrément en cours, par courrier recommandé à la poste ou contre accusé de réception. Elle est accompagnée des renseignements et documents fixés à l'annexe VI NM qui ont subi des modifications. Le centre reste agréé jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement d'agrément selon la procédure prévue aux articles ci-dessus.

Section 4. — Procédure de suspension, de modification et de retrait d'agrément

Art. 41. Tout changement apporté à l'objet social, aux missions et aux sièges d'activités entraîne une modification de l'agrément. Toute demande de modification d'agrément précise et motive l'objet de la modification. L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande de modification d'agrément, instruite selon les règles applicables à la demande de renouvellement d'agrément visées à la Section trois du présent chapitre.

Art. 42. Lorsqu'une disposition du chapitre VII du décret "non marchand" ou du présent arrêté n'est plus respectée, l'administration adresse une lettre recommandée motivée au centre et l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois. Passé ce délai et faute de mise en ordre, l'administration propose au Ministre une suspension, une modification ou un retrait d'agrément.

Art. 43. Le Ministre notifie au centre, sous pli recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de modification, de suspension ou de retrait d'agrément est en cours. A partir du jour de cette notification, le centre dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre. Celui-ci le transmet au Conseil consultatif.

Après réception du mémoire justificatif par le Conseil consultatif, le représentant du centre, s'il en fait la demande, est entendu par celui-ci. Le Conseil consultatif fixe les jours et heure d'audition et en informe le centre concerné par lettre recommandée à la poste. La personne désignée par le centre pour le représenter peut se faire accompagner par une autre personne. Le Conseil consultatif transmet son avis au Ministre dans les trois mois de sa saisine.

Art. 44. La décision du Collège portant modification, suspension ou retrait d'agrément est notifiée au centre par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de modification, de suspension ou de retrait d'agrément entraîne une modification ou une suspension ou un retrait des subventions du centre au plus tard trois mois après la date de la notification de la décision. Le centre est tenu de communiquer, par tout moyen utile, dès sa notification, la décision de modification, de suspension ou de retrait d'agrément aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux, aux membres du personnel et à toute personne intéressée.

Section 5. — Normes de subventionnement

Art. 45. § 1^{er}. La subvention pour frais de personnel couvre les frais de rémunération de :

- 3 ETP dont un directeur, un responsable de la formation et un secrétaire lorsque le centre occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles;
- 1,5 ETP dont un responsable de la formation et un secrétaire si le centre en occupe de 40 à 60;
- 0,5 ETP responsable de la formation si le centre en occupe moins de 40.

§ 2. Les qualifications requises pour ce personnel sont celles visées à l'annexe III NM.

§ 3. La subvention pour frais de fonctionnement, d'équipement, de formation et de recrutement des bénévoles et de promotion du service s'élèvent à :

- 999 986 F (24.789 euros) pour le centre qui occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles;
- 449 992 F (11.155 euros) pour le centre qui en occupe entre 40 et 60;
- 249 986 F (6.197 euros) pour le centre qui en occupe moins de 40.

Art. 46. Les montants visés à l'article 45, § 3, peuvent être augmentés sur base :

1° du nombre d'appels téléphoniques :

- de 15 000 à 25 000 appels téléphoniques : 500 013 F (12.395 euros);
- de 25 000 à 40 000 appels téléphoniques : 1 499 999 F (37.184 euros);
- plus de 40 000 appels téléphoniques : 2 999 998 F (74.368 euros).

2° du nombre de collaborateurs bénévoles :

- de 60 à 80 collaborateurs bénévoles : 999 986 F (24.789 euros);
- plus de 80 collaborateurs bénévoles : 1 499 999 F (37.184 euros).

Ces montants peuvent être affectés à des frais de fonctionnement ou des frais de personnel complémentaires.

Art. 47. Le centre qui organise une écoute par ses bénévoles 24 h/24 reçoit une enveloppe indexée de 2 000 000 F (49.578,70 euros) destinée à couvrir les frais supplémentaires de personnel et de fonctionnement, non visés aux articles 45 et 46, que cet horaire implique.

Art. 48. Le centre bénéficie d'avances trimestrielles. Ces avances sur subventions sont accordées au centre en fonction de l'estimation de l'occupation des postes agréés l'année précédente et de l'estimation de l'index déterminé par le bureau du plan, des frais de formation et des frais de fonctionnement.

Les avances sont liquidées trimestriellement. Le premier quart de la subvention est liquidé au plus tard le 15 février, le deuxième quart pour le 15 mai au plus tard, le troisième quart pour le 15 août au plus tard et un cinquième de la subvention le 15 novembre au tard. Le solde de la subvention d'une année est versé pour le 1^{er} octobre de l'année suivante pour autant que les pièces justificatives, les comptes et bilan et le rapport d'activités aient été remis au plus tard le 31 mars. Le centre agréé est soumis aux contrôles de l'administration.

CHAPITRE VII. — Dispositions relatives aux organismes d'insertion socioprofessionnelle

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 49. Pour être agréé et sous réserve de l'application des dispositions prévues à l'article 6 du décret "ISP", l'organisme doit avoir organisé, sur base d'un conventionnement avec l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelle, ci-après dénommé "Bruxelles Formation" :

- des opérations de formation professionnelle qualifiante, de formation professionnelle qualifiante en alternance emploi/formation, de formation de base pré-qualifiante et d'alphabetisation telles que décrites aux §§ 3 à 5 de l'article 5 du décret "ISP", pour un volume minimal de 9.600 heures, depuis un an au moins;
- des opérations de formation par le travail telles que décrites au § 6 de l'article 5 du décret "ISP", pour un nombre minimal de 12 stagiaires, depuis un an au moins. L'organisation de ces opérations ouvre le subventionnement en tant qu'atelier de formation par le travail.

L'évaluation de ces actions doit être jugée favorable par Bruxelles Formation.

Art. 50. Pour être agréées et sous réserve des dispositions prévues à l'article 6 du décret "ISP", les missions locales doivent avoir organisé, sur la base du cahier des charges des Missions locales et dans le cadre de conventions de partenariat avec Bruxelles Formation, des opérations de coordination et de concertation locales (concertation des opérateurs locaux, coordination des filières de formation, initiation et détermination professionnelle du public local) telles que décrites aux §§ 7 à 9 de l'article 5 du décret "ISP".

Section 2. — Procédure d'agrément

Art. 51. La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée à la poste ou déposée à l'administration contre accusé de réception. La description des moyens matériels et humains visés à l'article 7 du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et au subventionnement de leurs activités de formation en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle comprend :

- un rapport d'activités;
- un bilan et un compte de recettes et de dépenses relatifs à l'exercice de l'année précédente;
- un budget prévisionnel pour les activités concernées de l'année en cours;
- un relevé du personnel occupé par l'organisme, spécifiant les traitements et les qualifications;
- un relevé des conventions de partenariat avec Bruxelles Formation qui justifient la demande.

Dans les deux mois de la réception de la demande d'agrément, l'administration notifie à l'organisme la décision concernant sa demande ou, si cette dernière est incomplète, l'invite à la compléter.

Art. 52. § 1^{er}. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande et formule au Ministre une proposition d'agrément, éventuellement qualifiée pour un ou plusieurs des labels définis à l'article 9 du décret ISP. Le Ministre sollicite successivement l'avis de la Commission consultative Formation Emploi Enseignement et du Comité de gestion de Bruxelles Formation. A défaut d'avis motivé rendu dans un délai d'un mois à dater de la demande d'avis, la proposition est réputée avoir reçu un avis favorable. Aucune demande d'avis ne pourra être introduite pendant les mois de juillet et août.

§ 2. Le Collège statue sur la proposition d'agrément et spécifie éventuellement le ou les labels attribués à l'organisme. La décision est motivée. Elle est notifiée par envoi recommandé à l'organisme, au plus tard deux mois après que les avis de la Commission consultative Formation Emploi Enseignement et du comité de gestion de Bruxelles Formation aient été reçus.

Section 3. — Procédure de renouvellement d'agrément

Art. 53. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite à l'administration au plus tôt douze mois et au plus tard six mois avant le terme de l'agrément en cours, par courrier recommandé à la poste ou contre accusé de réception, selon les mêmes modalités que celles de l'agrément. L'organisme reste agréé jusqu'à ce qu'il soit statué sur la demande de renouvellement d'agrément selon la procédure prévue aux articles 51 et 52.

Section 4. — Normes de subventionnement

Art. 54. § 1^{er}. Le Collège finance le personnel pédagogique et de coordination pédagogique dont les qualifications sont visées à l'annexe 3NM. L'équipe de base subventionnée par le Collège pour les organismes agréés est définie en fonction du volume d'activité de l'organisme calculé sur la moyenne des trois dernières années et comprend les postes suivants :

organisme de catégorie 1	jusque 15 000 heures/an	1 ETP formateur cl. 2 ou 0.75 ETP formateur cl. 1
organisme de catégorie 2	de 15 à 25 000 heures/an	1.5 ETP formateur cl. 2 ou 1.25 ETP formateur cl. 1
organisme de catégorie 3	de 25 à 35 000 heures/an	1.75 ETP formateurs cl. 2 ou 1.50 ETP formateur cl. 1
organisme de catégorie 4	de 35 à 45 000 heures/an	2 ETP formateurs cl. 2 ou 1.75 ETP formateurs cl. 1
organisme de catégorie 5	de 45 à 55 000 heures/an	2.5 ETP formateurs cl. 2 ou 2.25 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique
organisme de catégorie 6	Plus de 55 000 heures/an	3 ETP formateurs cl. 2 ou 2.75 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique
Atelier de Formation par le Travail	+ 0.5 ETP formateur cl. 2 en plus de l'équipe à laquelle leur donne droit leur catégorie de subventionnement	
Missions locales	1 ETP coordinateur pédagogique	

Sauf modification de la décision d'agrément le concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision. Toute modification d'affectation d'un poste subventionné doit être immédiatement notifiée à l'administration.

§ 2. Des frais de fonctionnement forfaitaires sont octroyés aux organismes agréés. Ils sont modulés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

Ces montants sont indexés chaque année et sont fixés comme suit :

organisme de catégorie 1	150 000 F - 3.718,40 €
organisme de catégorie 2	190 000 F - 4.710 €
organisme de catégorie 3	240 000 F - 5.949,44 €
organisme de catégorie 4	290 000 F - 7.188,91 €
organisme de catégorie 5	340 000 F - 8.428,38 €
organisme de catégorie 6	390 000 F - 9.667,85 €

§ 3. Les subventions définies aux paragraphes précédents sont liquidées par avances trimestrielles. Le premier quart de la subvention est liquidé au plus tard le 15 février, le deuxième quart pour le 15 mai au plus tard, le troisième quart pour le 15 août au plus tard et un cinquième de la subvention le 15 novembre au plus tard. Le solde de la subvention d'une année est versé pour le 31 octobre de l'année suivante pour autant que les pièces justificatives, les comptes et bilan et le rapport d'activités aient été remis au plus tard le 31 mars.

Section 5. — Contrôle administratif, budgétaire et pédagogique

Art. 55. Le contrôle administratif, budgétaire et pédagogique visé à l'article 6, 5° du décret "ISP" est assuré en concertation, et par chacun pour ce qui les concerne, par l'administration et par les services de Bruxelles Formation.

TITRE III. — Harmonisation des barèmes, du mode de calcul des charges patronales et autres avantages ainsi que du calcul de l'ancienneté

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives aux centres d'action sociale globale

Art. 56. L'article 7 de l'arrêté "CASG" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM et les fonctions subventionnées sont déterminées à l'annexe III NM.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux maisons d'accueil

Art. 57. A l'article 39, 1°, de l'arrêté "maisons d'accueil", après les mots "éducateurs" et "éducateur" les mots "A1 ou A2" sont remplacés par les mots "de classe 1".

Au point 3° du même article, après les mots "éducateur", les mots "A1 ou A2" sont supprimés.

Un point 4°, rédigé comme suit, est ajouté in fine au même article : "la maison ne peut avoir plus d'un tiers d'éducateurs de classe 4 parmi ses éducateurs. »

Art. 58. L'article 47 de l'arrêté "maisons d'accueil" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe subventionnée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM. Elle comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

Art. 59. L'annexe 6 de l'arrêté "maisons d'accueil" est remplacée par l'annexe III NM.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux centres de planning familial

Art. 60. L'article 26, 1°, 1^{er} alinéa de l'arrêté "planning" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM. »

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives aux services d'aide à domicile

Art. 61. L'article 27 de l'arrêté "Aide à domicile" est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. La subvention relative aux activités des aides familiaux et seniors comporte :

1° a) Un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales et de fonctionnement des aides familiaux et seniors. La contribution horaire du bénéficiaire est déduite de ce montant.

b) Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant forfaitaire de 50 F (1,23 euros) par heure prestée est déduit du montant forfaitaire prévu au point a). La durée de la prestation prévue pour la distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;

2° Un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;

3° Un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement pour les prestations à domicile;

4° Un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service et des responsables d'équipe;

5° Un montant forfaitaire pour un ETP à titre d'intervention dans les charges salariales pour le personnel de direction lorsque le service compte plus de cent aides ETP.

2. Un montant forfaitaire supplémentaire pour les heures prestées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures.

3. Un montant forfaitaire supplémentaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service et des responsables d'équipe pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures pour autant que ces prestations représentent au moins 4 % du volume total d'heures prestées à domicile.

Les montants forfaitaires susmentionnés sont ceux fixés à l'annexe I NM. »

Art. 62. Les § 2 et 3 de l'article 28 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. La subvention relative aux activités des aides ménagers comporte :

1° a) Un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales et de fonctionnement des aides ménagers. La contribution horaire du bénéficiaire est déduite de ce montant.

b) Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant forfaitaire de 50 F (1,23 euros) par heure prestée est déduit du montant forfaitaire prévu au point a). La durée de la prestation prévue pour la distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;

2° Un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;

3° Un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service et des responsables d'équipe;

§ 3. Un montant forfaitaire supplémentaire pour les heures prestées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux. Celui-ci n'est octroyé que pour la distribution des repas.

Les montants forfaitaires susmentionnés sont ceux fixés à l'annexe I NM. »

Art. 63. L'article 33 de l'arrêté "aide à domicile" est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les montants forfaitaires fixés à l'annexe I NM sont rattachés à l'indice des prix à la consommation du Royaume conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public. Ils sont considérés comme étant en corrélation avec l'indice pivot 102,02.

Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices pivots ou est ramené à l'un deux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant du coefficient 1,02ⁿ représentant le rang de l'indice pivot atteint. Les montants seront toujours adaptés au début d'un trimestre. »

CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux services actifs en matière de toxicomanies

Art. 64. L'article 50 de l'arrêté "toxicomanies" est remplacé par la disposition suivante : "La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe NM II. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM."

CHAPITRE VI. — Dispositions relatives aux services de santé mentale

Art. 65. A la Section première du chapitre IV de l'arrêté "santé mentale", les termes "Enveloppe prévisionnelle" sont remplacés par les termes "De la subvention".

Art. 66. A la Section 2 du chapitre IV de l'arrêté "santé mentale", les termes "De la subvention" sont remplacés par les termes "Du calcul de la subvention".

Art. 67. L'article 40 de l'arrêté "santé mentale" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe NM II. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM. »

Art. 68. A l'article 41 de l'arrêté "santé mentale", les termes "de l'enveloppe prévisionnelle et" sont supprimés.

Art. 69. A l'article 47 de l'arrêté "santé mentale", les termes "aux articles 36 et 42" sont remplacés par les termes "à l'article 39".

CHAPITRE VII. — Dispositions relatives aux centres de coordination de soins et service à domicile

Art. 70. L'article 27 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" est remplacé par la disposition suivante : "La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM."

CHAPITRE VIII. — Dispositions relatives aux services de soins palliatifs et continués

Art. 71. Un article 35bis, inséré dans l'arrêté "coordination et soins palliatifs", est rédigé comme suit : "La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM."

CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives aux maisons médicales*

Art. 72. La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée visée à l'article 26 est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM.

CHAPITRE X. — *Dispositions relatives aux centres d'accueil téléphonique*

Art. 73. La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée visée à l'article 45, § 1^{er}, est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM.

CHAPITRE XI. — *Dispositions relatives aux organismes d'insertion socioprofessionnelle*

Art. 74. La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée visée à l'article 54, § 1^{er}, est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.

CHAPITRE XII. — *Dispositions relatives aux centres de jour et aux centres d'hébergement*

Art. 75. L'article 1^{er}, § 5, 1^o, de l'arrêté "centres de jour et d'hébergement" est remplacé par la disposition suivante : "La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM."

Art. 76. L'article 4, alinéa 2 de l'arrêté "centres de jour et d'hébergement" est abrogé.

Art. 77. Les annexes 1 et 5 de l'arrêté "centres de jour et d'hébergement" sont abrogées.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions relatives aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds*

Art. 78. L'article 26, § 2, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est complété par la disposition suivante :

« A partir de la catégorie 2, dans les limites des normes ci-dessus, la prise en charge d'un mi-temps directeur peut être prise en considération. »

Art. 79. L'article 26, § 3, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM. »

Art. 80. A l'article 29, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS", sont supprimés les mots : "sur base des barèmes repris à l'annexe 1"; "sur base du barème 23 repris à l'annexe 1" et la dernière phrase.

Art. 81. L'article 50, alinéas 2 à 4, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM. »

Art. 82. L'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est abrogé.

Art. 83. Les annexes 1 et 2 de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" sont abrogées.

TITRE IV. — **Réduction du temps de travail et embauche compensatoire**CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 84. § 1^{er}. La durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunération et de l'embauche compensatoire est fixée à 38 heures par semaine pour 1 ETP, sauf dispositions sectorielles spécifiques.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2001, le temps de travail visé au § 1^{er} pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus est réduit à 32 heures par semaine pour 1 temps plein.

A partir du 1^{er} janvier 2002, le temps de travail visé au § 1^{er} pour les travailleurs âgés de 50 à 54 ans est réduit à 34 heures par semaine pour 1 temps plein.

A partir du 1^{er} janvier 2003, le temps de travail visé au § 1^{er} pour les travailleurs âgés de 45 à 49 ans est réduit à 36 heures par semaine pour 1 temps plein.

§ 3. Les travailleurs visés au § 2 qui travaillent à temps partiel bénéficient des mesures visées au § 2 au prorata de leurs prestations.

Art. 85. § 1^{er}. L'administration établit avant le 31 janvier de chaque année le nombre d'heures annuelles de réduction du temps de travail accordées dans l'ensemble des secteurs, à l'exception du secteur de l'aide à domicile, en fonction de l'âge atteint par les travailleurs au 31 décembre de l'année précédente.

§ 2. Une subvention, calculée en multipliant le nombre d'heures visées au § 1^{er} par un forfait horaire de 800 F (19,83 euros) indexé est octroyée pour permettre une embauche compensatoire consécutive à la réduction du temps de travail.

§ 3. Cette subvention est liquidée au plus tard le 31 mars de chaque année aux fonds sociaux désignés à cet effet par les partenaires sociaux de chaque secteur concerné. Ceux-ci gèrent la répartition des emplois et des moyens financiers visés au § 2 entre les centres, services, organismes et maisons agréés selon les conditions fixées dans une convention conclue avec le Collège.

§ 4. Les travailleurs bénéficiant d'une réduction du temps de travail en vertu de l'article précédent ne sont éligibles aux heures attribuées en tant qu'embauche compensatoire qu'à concurrence du nombre d'heures nécessaires pour arriver au temps plein de leur catégorie d'âge.

§ 5. Les pièces justificatives de l'utilisation de la subvention ainsi qu'un rapport d'activité montrant le respect de la convention conclue avec le Collège sont à fournir pour le 30 avril de l'année suivante.

CHAPITRE II. — *Dispositions sectorielles spécifiques*

Art. 86. L'article 40 de l'arrêté "maisons d'accueil" est remplacé par la disposition suivante : "La durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunération et de l'embauche compensatoire est fixée à 37 heures par semaine pour 1 ETP".

Art. 87. Pour les services d'accompagnement et les services d'interprétariat pour sourds, la durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunération et de l'embauche compensatoire est fixée à 37 heures par semaine pour 1 ETP.

Art. 88. L'article 23 de l'arrêté "aide à domicile" dont le texte actuel constitue le paragraphe premier est complété comme suit :

« § 2. A partir du 1^{er} janvier 2001, la durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunération des travailleurs âgés de 55 ans et plus est réduite à 32 heures par semaine pour un temps plein en ce compris le crédit congé visé au paragraphe premier.

A partir du 1^{er} janvier 2002, cette durée du temps de travail des travailleurs âgés de 50 à 54 ans est réduite à 34 heures par semaine pour un temps plein en ce compris le crédit congé visé au paragraphe premier.

A partir du 1^{er} janvier 2003, cette durée du temps de travail des travailleurs âgés de 45 à 49 ans autres que les aides est réduite à 36 heures par semaine pour un temps plein.

§ 3. Les travailleurs visés au § 2 qui travaillent à temps partiel bénéficient des mesures visées au § 2 au prorata de leurs prestations. »

TITRE V. — **Formation**

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 89. Sauf dispositions sectorielles contraires, la subvention pour frais de formation continuée de l'équipe, en ce compris sa supervision, s'élève à 1 % de la masse salariale subventionnée. A partir du 1^{er} janvier 2002, cette subvention est conditionnée par un plan annuel de formation tenant compte de tous les travailleurs subventionnés qui a reçu un avis favorable des représentants des travailleurs. Ce plan annuel est transmis à l'administration pour avis au plus tard le 15 janvier.

CHAPITRE II. — *Dispositions sectorielles spécifiques*

Art. 90. A l'article 8, alinéa premier, de l'arrêté "CASG", les mots "aux frais de formation du personnel admis aux subventions à concurrence de 10 000 F par ETP par an et" sont supprimés.

Art. 91. A l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté "service social" les mots ", frais de formation de personnel" sont insérés entre les mots "du personnel administratif admis à la subvention" et les mots " et les frais de fonctionnement des centres".

Art. 92. L'article 25 de l'arrêté "planning" est complété par la dispositions suivante :

« 4° des frais de formation continuée du personnel. »

Art. 93. A l'article 27, alinéa 2, de l'arrêté "planning", le point 1° est abrogé.

Art. 94. L'article 25 de l'arrêté "aide à domicile" est complété par l'alinéa suivant : "Le service assure également la formation continuée du personnel administratif et de direction".

Art. 95. § 1^{er}. L'article 32 de l'arrêté "aide à domicile" est remplacé par la disposition suivante :

« La subvention pour frais de formation continuée du responsable de service, des responsables d'équipe et du personnel administratif et de direction s'élève à 1 % de la masse salariale de ce personnel. Cette subvention est conditionnée par un plan annuel de formation tenant compte de tous les travailleurs subventionnés qui a reçu un avis favorable des représentants des travailleurs. Ce plan annuel est transmis à l'administration pour avis au plus tard le 15 janvier. »

§ 2. Par dérogation à l'article 89, le 1 % affecté à la formation continuée des aides est intégré dans les forfaits horaires fixés à l'annexe I NM.

Art. 96. Le § 3 de l'article 28 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" est abrogé.

Art. 97. Par dérogation à l'article 89, la subvention pour frais de formation continuée s'élève à 1 % de la masse salariale du personnel des organismes agréés affecté à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales. Cette masse salariale est fixée, chaque année, par l'administration, sur base du cadastre du personnel fourni à l'agence "Fonds social européen". Elle est liquidée à un Fonds désigné à cet effet par les partenaires sociaux du secteur.

TITRE VI. — Dispositions abrogatoires

Art. 98. L'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, 4^o et alinéas 6 à 8 de l'arrêté "centres de jour et d'hébergement" est abrogé.

Art. 99. L'article 26, § 4, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est abrogé.

Art. 100. L'article 50, alinéa 5, de l'arrêté "services d'accompagnement et SIS" est abrogé.

Art. 101. L'arrêté d'application du Collège de la Commission communautaire française du 2 août 1996 relatif à la fixation des conditions et des modalités d'agrément et de subventionnement des organismes exerçant des activités de formation professionnelle dans le cadre du dispositif coordonné d'insertion socioprofessionnelle est abrogé.

TITRE VII. — Dispositions transitoires et finales et entrée en vigueur

Art. 102. A titre transitoire, l'utilisation des montants prévus à l'article 85 pour l'année 2001 peut être reportée à l'exercice 2002.

Art. 103. Dans les secteurs maisons d'accueil, services d'interprétation pour sourds et services d'accompagnement, centres de jour et centres d'hébergement, les travailleurs engagés entre le 1^{er} janvier 2001 et le 31 décembre 2004 sont subventionnés sur bases des échelles fixées à l'annexe I NM, Section b :

- pour les fonctions nécessitant un diplôme universitaire à l'échelle "21 à 1" à l'exclusion des médecins dans le secteur "personnes handicapées";
- pour les fonctions nécessitant un ESNU :
 - à l'échelle "19 à 2" pour les directeurs et sous-directeurs ESNU
 - à l'échelle "16 à 4" pour les autres fonctions;
- pour la fonction d'éducateur-chef de groupe :
 - à l'échelle "18 à 2";
- pour la fonction de chef-éducateur :
 - à l'échelle "17 à 3";
- pour les fonctions nécessitant un CESS :
 - à l'échelle "13 à 5" pour les fonctions pédagogiques, paramédicales, sociales et techniques
 - à l'échelle "9 à 6" pour le personnel administratif;
- pour les fonctions nécessitant le niveau classe 3, tel que défini à l'annexe II NM :
 - à l'échelle "11 à 7";
- pour la fonction d'ouvrier chef d'équipe :
 - à l'échelle "11 à 8";
- pour les fonctions nécessitant le niveau classe 4, tel que défini à l'annexe II NM :
 - à l'échelle "4 à 9" pour la fonction d'auxiliaire administratif;
 - à l'échelle "8 à 9" pour les autres fonctions;
- pour la fonction d'ouvrier qualifié :
 - à l'échelle "8 à 9";
- pour la fonction d'ouvrier :
 - à l'échelle "3 à 10".

Art. 104. A titre transitoire, les centres de coordination et de soins à domicile et les services de soins palliatifs et continués restent agréés provisoirement jusqu'au 31 décembre 2002.

Art. 105. A titre transitoire, les maisons médicales subventionnées par la Commission communautaire française au 31 décembre 2000 sont subventionnées jusqu'au 31 décembre 2002 sur base des dispositions du présent arrêté. Pendant cette période, le mode de calcul des subventions ne peut en aucun cas entraîner une diminution des subventions octroyées pour l'année 2001.

Art. 106. La composition de l'équipe agréée et subventionnée des services de soins palliatifs et continués visée à l'article 35 de l'arrêté "coordination et soins palliatifs" ne sera prise en considération qu'à partir du 1^{er} janvier 2002.

Art. 107. En 2001, la subvention de 1 856 000 F octroyée à chaque maison médicale en vertu des arrêtés individuels adoptés par le Collège est augmentée de 8 000 F par maison médicale.

Art. 108. A titre transitoire, les centres d'accueil téléphonique subventionnés par la Commission communautaire française au 31 décembre 2000 sont subventionnés jusqu'au 31 décembre 2002 sur base des dispositions du présent arrêté.

Art. 109. § 1^{er}. Les organismes agréés s'engagent à confirmer à l'administration, au plus tard pour le 30 juin 2003, la composition de l'équipe de base qui sera subventionnée par la Commission communautaire française à partir du 1^{er} janvier 2004, et à lui communiquer les fiches salariales les plus récentes de ces travailleurs. Pour cette date, ils auront prévu les modifications nécessaires de leur structure de financement pour la rendre conforme aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. A titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 2003, les organismes agréés et subventionnés restent sous le régime de la subvention forfaitaire.

§ 3. Les organismes agréés communiqueront, à l'administration, une estimation des besoins de financement liés à l'application de l'accord avec le non-marchand, au plus tard le 15 novembre, pour l'année 2001, et au plus tard le 31 mars pour les années 2002 et 2003.

L'administration établit le financement forfaitaire de chaque organisme proportionnellement aux besoins communiqués et au financement disponible compte tenu des modalités de mise en œuvre de l'accord avec le non-marchand soit :

+ 16 000 000 BEF (396.629,63 €) en 2001;

+ 32 000 000 BEF (793.259,26 €) en 2002;

+ 48 000 000 BEF (1.189.888,89 €) en 2003.

Pour ces années la subvention est liquidée en deux tranches : une première tranche de 80 % sur base d'une déclaration de créance et une deuxième tranche de 20 % sur base de la présentation des pièces justificatives de l'ensemble de la subvention et d'une déclaration de créance.

Art. 110. Dans le secteur de l'ISP, il est créé un comité de suivi chargé de suivre la mise en œuvre de l'accord du non-marchand. Ce comité est composé paritairement de représentants des travailleurs et de représentants des employeurs du secteur. Un représentant du Ministre compétent y assiste avec voix consultative. Le comité se réunit au minimum une fois par an, ou à la demande de l'un des partenaires sociaux. L'administration est chargée du secrétariat du Comité de suivi. Le Comité de suivi établira son règlement d'ordre intérieur.

Art. 111. Si la subvention pour rémunération d'un travailleur en fonction au 31 décembre 2001, calculée sur la base des nouvelles échelles barémiques est inférieure à celle octroyée sur la base de l'échelle barémique antérieure, la subvention la plus élevée reste octroyée pour ce travailleur.

Si la subvention de l'heure prestée les samedis, dimanches et jours fériés pour un travailleur en fonction au 31 décembre 2001 est inférieure à la subvention pour une même heure octroyée sur la base des normes antérieures, la subvention la plus élevée reste octroyée pour ce travailleur.

Art. 112. Les subventions pour frais de rémunérations, dont l'indexation est prévue par le présent arrêté, sont indexées suivant les règles appliquées aux rémunérations de la fonction publique.

Art. 113. Les autres subventions, dont l'indexation est prévue par le présent arrêté sont adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, si après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2000}}$$

Art. 114. Le présent arrêté sort ses effets le 1^{er} janvier 2001 à l'exception des articles 86, 98, 99 et 100 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002 et à l'exception des articles 54 et 101 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Bruxelles, le 18 octobre 2001.

Par le Collège :

Le Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

E. TOMAS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique,

F.-X. de DONNEA

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés,

W. DRAPS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

A. HUTCHINSON

Annexe I NM - BAREMES DE REFERENCE (à l'indexe 1.2190 de juillet 2000) en francs belges
Section a. en vigueur au 1^{er} janvier 2001 à l'exception des secteurs repris à la section b

Barèmes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
0	1.090.230	1.043.819	868.474	809.546	746.998	720.811	703.171	720.810	660.627	647.588	1.241.879	1.654.351
1	1.143.647	1.085.150	894.659	868.474	803.734	777.547	755.394	775.365	712.849	699.810	1.272.273	1.654.351
2	1.143.647	1.085.150	894.659	868.474	803.734	777.547	762.258	775.365	719.713	706.327	1.302.666	1.719.480
3	1.191.494	1.115.355	920.844	894.659	816.828	790.642	769.121	788.460	726.577	712.846	1.333.059	1.719.480
4	1.191.494	1.115.355	920.844	894.659	816.828	790.642	775.986	788.460	733.440	719.363	1.333.059	1.784.610
5	1.239.341	1.145.560	1.049.434	920.844	834.284	808.099	782.850	801.555	740.304	725.881	1.386.246	1.784.610
6	1.239.341	1.145.560	1.049.434	920.844	834.284	808.099	789.714	801.555	747.168	732.400	1.386.246	1.849.739
7	1.287.188	1.175.765	1.076.138	1.049.434	947.066	843.014	796.578	814.649	754.033	738.917	1.439.433	1.849.739
8	1.287.188	1.175.765	1.093.939	1.049.434	947.066	843.014	803.442	814.649	760.897	745.435	1.439.433	1.914.869
9	1.335.035	1.205.970	1.120.643	1.076.138	973.771	877.929	810.307	827.744	767.761	751.953	1.492.619	1.914.869
10	1.352.837	1.223.772	1.120.643	1.093.939	991.572	895.385	837.240	845.200	794.689	778.675	1.492.619	1.979.999
11	1.400.684	1.253.977	1.147.347	1.120.643	1.018.275	925.936	845.472	862.658	802.921	786.568	1.545.807	1.979.999
12	1.400.684	1.253.977	1.147.347	1.120.643	1.018.275	925.936	853.707	862.658	811.155	794.460	1.545.807	2.045.127
13	1.448.531	1.284.183	1.174.050	1.147.347	1.044.980	956.708	861.940	880.115	819.389	802.351	1.598.993	2.045.127
14	1.448.531	1.284.183	1.266.035	1.147.347	1.044.980	956.708	870.174	880.115	827.622	810.244	1.598.993	2.110.257
15	1.496.378	1.314.389	1.292.738	1.174.050	1.071.683	987.864	878.408	897.571	835.857	818.137	1.652.180	2.110.257
16	1.496.378	1.314.389	1.292.738	1.266.035	1.071.683	987.864	886.640	897.571	844.090	826.029	1.652.180	2.175.387
17	1.544.225	1.344.593	1.319.441	1.292.738	1.098.387	1.019.020	894.875	915.028	852.323	833.922	1.705.366	2.175.387
18	1.544.225	1.344.593	1.319.441	1.292.738	1.098.387	1.019.020	903.108	915.028	860.557	841.814	1.705.366	2.240.516
19	1.592.072	1.374.797	1.346.146	1.319.441	1.125.091	1.050.178	911.342	932.485	868.791	849.706	1.758.554	2.240.516
20	1.592.072	1.374.797	1.346.146	1.319.441	1.125.091	1.050.178	919.575	932.485	877.024	857.600	1.758.554	2.305.646
21	1.639.920	1.405.004	1.372.849	1.346.146	1.151.795	1.081.333	927.808	950.030	885.258	865.492	1.811.740	2.305.646
22	1.639.920	1.405.004	1.372.849	1.346.146	1.151.795	1.081.333	936.043	950.030	893.491	873.384	1.811.740	2.370.775
23	1.687.767	1.435.209	1.399.554	1.372.849	1.178.499	1.112.489	944.276	967.832	901.725	881.277	1.864.927	
24	1.687.767	1.435.209	1.399.554	1.372.849	1.178.499	1.112.489	952.658	967.832	909.959	889.169		
25	1.687.767	1.465.414	1.426.258	1.399.554	1.205.203	1.143.646	961.054	985.633	918.192	897.062		
26	1.687.767	1.465.414	1.426.258	1.399.554	1.205.203	1.143.646	969.452	985.633	926.426	904.953		
27	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.174.801	977.848	1.003.435	934.659	912.846		
28	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.174.801	986.274	1.003.435	942.894	920.738		
29	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.021.236	951.244	928.631		
30	1.687.767	1.495.620		1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.021.236	951.244	928.631		
31	1.687.767	1.495.620		1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.039.039	951.244	928.631		

Annexe I NM - BAREMES DE REFERENCE (à l'indexe 1.2190 de juillet 2000) en euro
Section a. en vigueur au 1^{er} janvier 2001 à l'exception des secteurs repris à la section b

Barèmes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
0	27.026,10	25875,60	21528,91	20068,12	18517,57	17886,44	17431,15	17868,41	16376,52	16053,29	30785,38	41010,29
1	28.350,27	26900,17	22178,02	21538,91	19924,05	19274,89	18725,73	19220,80	17671,07	17347,84	31538,82	41010,29
2	28.350,27	26900,17	22178,02	21528,91	19924,05	19274,89	18895,88	19220,80	17841,22	17509,39	32292,25	42624,80
3	29.536,36	27648,93	22827,13	22178,02	20248,64	19599,50	19066,01	19545,41	18011,37	17670,99	33045,67	42624,80
4	29.536,36	27648,93	22827,13	22178,02	20248,64	19599,50	19236,19	19545,41	18181,50	17832,54	33045,67	44239,33
5	30.722,46	28397,69	26014,79	22827,13	20681,36	20032,25	19406,34	19870,03	18351,66	17994,12	34364,14	44239,33
6	30.722,46	28397,69	26014,79	22827,13	20681,36	20032,25	19576,50	19870,03	18521,81	18155,72	34364,14	45853,83
7	31.908,56	29146,45	26676,76	26014,79	23477,15	20897,77	19746,65	20194,62	18691,99	18317,27	35682,61	45853,83
8	31.908,56	29146,45	27118,04	26014,79	23477,15	20897,77	19916,81	20194,62	18862,14	18478,85	35682,61	47468,36
9	33.094,65	29895,22	27780,01	26676,76	24139,15	21763,29	20086,99	20519,24	19032,30	18640,43	37001,06	47468,36
10	33.535,95	30336,52	27780,01	27118,04	24580,43	22196,01	20754,64	20591,96	19699,83	19302,85	37001,06	49082,89
11	34.722,05	31085,28	28441,99	27780,01	25242,38	22953,35	20958,70	21384,73	19903,89	19498,51	38319,55	49082,89
12	34.722,05	31085,28	28441,99	27780,01	25242,38	22953,35	21162,84	21384,73	20108,01	19694,15	38319,55	50697,37
13	35.908,15	31834,07	29103,94	28441,99	25904,38	23716,17	21366,93	21817,48	20312,12	19889,76	39638,00	50697,37
14	35.908,15	31834,07	31384,19	28441,99	25904,38	23716,17	21571,05	21817,48	20516,21	20085,42	39638,00	52311,90
15	37.094,24	32582,85	32046,14	29103,94	26566,33	24488,51	21775,17	22250,20	20720,35	20281,09	40956,47	52311,90
16	37.094,24	32582,85	32708,09	31384,19	26566,33	24488,51	21979,23	22250,20	20924,44	20476,72	40956,47	53926,44
17	38.280,34	33331,59	32708,09	32046,14	27228,30	25260,85	22183,37	22682,95	21128,54	20672,39	42274,92	53926,44
18	38.280,34	33331,59	33370,09	32046,14	27228,30	25260,85	22387,46	22682,95	21332,65	20868,02	42274,92	55540,94
19	39.466,43	34080,33	33070,09	32708,09	27890,28	26033,23	22591,58	23115,70	21536,77	21063,66	43593,41	55540,94
20	39.466,43	34080,33	34032,04	32708,09	27890,28	26033,23	22795,67	23115,70	21740,86	21259,35	43593,41	57155,47
21	40.652,55	34829,14	34032,04	33370,09	28552,25	26805,54	22999,76	23550,63	21944,97	21454,99	44911,86	57155,47
22	40.652,55	34829,14	34694,04	33370,09	28552,25	26805,54	23203,90	23550,63	22149,06	21650,62	44911,86	58769,98
23	41.838,65	35577,90	34694,04	34032,04	29214,23	27577,88	23407,99	23991,93	22353,18	21846,29	46230,33	
24	41.838,65	35577,90	35356,01	34032,04	29214,23	27577,88	23615,78	23991,93	22557,29	22041,92		
25	41.838,65	36326,66	35356,01	34694,04	29876,20	28350,24	23823,91	24433,20	22761,39	22237,59		
26	41.838,65	36326,66	35356,01	34694,04	29876,20	28350,24	24032,09	24433,20	22965,50	22433,20		
27	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30528,15	29122,56	24240,22	24874,50	23169,59	22628,86		
28	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30538,15	29122,56	24449,09	24874,50	23373,73	22824,50		
29	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25315,78	23580,72	23020,16		
30	41.838,65	37075,45		35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25315,78	23580,72	23020,16		
31	41.838,65	37075,45		35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25757,10	23580,72	23020,16		

ANNEXE I NM - section a.

Montants forfaitaires - Services d'Aide à Domicile

Montants en francs belges

2005				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		883,79	935,78	994,27
Aides ménagers		834,80	883,91	939,15
Personnel administratif	20,38	21,51	22,78	24,20
Responsables de service ou d'équipe	134,42	141,89	150,24	159,62
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		309,33	327,52	347,99
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		441,90	467,89	497,13
Sursalaire aides ménagers. samedi		292,18	309,37	328,70
Sursalaire aides ménagers. dim. & J.F.		417,40	441,95	469,57
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	67,21	70,94	75,12	79,81

Fonctionnement	12,43
Direction	2.026.221

Montants en €

2005				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		21,91	23,20	24,65
Aides ménagers		20,69	21,91	23,28
Personnel administratif	0,51	0,53	0,57	0,60
Responsables de service ou d'équipe	3,33	3,52	3,72	3,96
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		7,67	8,12	8,63
Sursalaire aides familiaux ou seniors dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		10,95	11,60	12,32
Sursalaire aides ménagers samedi		7,24	7,67	8,15
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		10,35	10,96	11,64
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	1,67	1,76	1,86	1,98

Fonctionnement	0,31
Direction	50.228,71

ANNEXE I NM - section b.

Montants forfaitaires intermédiaires - Services d'Aide à Domicile de 2001 à 2004

Montants en francs belges

2001				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		717,49		739,59
Aides ménagers		639,97		660,84
Personnel administratif	18,99			22,56
Responsables de service ou d'équipe	134,42			159,62
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		251,12		258,85
Sursalaire aides familiaux ou seniors dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		358,75		369,79
Sursalaire aides ménagers samedi		223,99		231,29
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		319,99		330,42
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	67,21			79,81

2002				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		759,07	779,86	803,26
Aides ménagers		688,68	708,32	730,42
Personnel administratif	19,34		21,62	22,97
Responsables de service ou d'équipe	134,42		150,24	159,62
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		265,67	272,95	281,14
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		379,53	389,93	401,63
Sursalaire aides ménagers samedi		241,04	247,91	255,65
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		344,34	354,16	365,21
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	67,21		75,12	79,81

2003				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		800,64	831,83	866,93
Aides ménagers		737,38	766,85	799,99
Personnel administratif	19,69	20,78	22,00	23,38
Responsables de service ou d'équipe	134,42	141,89	150,24	159,62
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		280,22	291,14	303,42
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		400,32	415,92	433,46
Sursalaire aides ménagers samedi		258,08	268,40	279,00
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		368,69	383,42	399,99
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	67,21	70,94	75,12	79,81

2004				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		842,22	883,81	930,60
Aides ménagers		786,09	825,38	869,57
Personnel administratif	20,03	21,14	22,39	23,79
Responsables de service ou d'équipe	134,42	141,89	150,24	159,62
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		294,78	309,33	325,71
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		421,11	441,90	465,30
Sursalaire aides ménagers samedi		275,13	288,88	304,35
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		393,04	412,69	434,78
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	67,21	70,94	75,12	79,81

2001 - 2004

Fonctionnement	12,43
Direction	2.026.221

Montants en €

2001				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		17,79		18,33
Aides ménagers		15,86		16,38
Personnel administratif	0,47			0,56
Responsables de service ou d'équipe	3,33			3,96
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		6,23		6,42

2001				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		8,89		9,17
Sursalaire aides ménagers samedi		5,55		5,73
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		7,93		8,19
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	1,67			1,98

2002				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		18,82	19,33	19,91
Aides ménagers		17,07	17,56	18,11
Personnel administratif	0,48		0,54	0,57
Responsables de service ou d'équipe	3,33		3,72	3,96
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		6,59	6,77	6,97
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		9,41	9,67	9,96
Sursalaire aides ménagers samedi		5,98	6,15	6,34
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		8,54	8,78	9,05
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	1,67		1,86	1,98

2003				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		19,85	20,62	21,49
Aides ménagers		18,28	19,01	19,83
Personnel administratif	0,49	0,52	0,55	0,58
Responsables de service ou d'équipe	3,33	3,52	3,72	3,96
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		6,95	7,22	7,52
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		9,92	10,31	10,75
Sursalaire aides ménagers samedi		6,40	6,65	6,92
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		9,14	9,50	9,92
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	1,67	1,76	1,86	1,98

2004				
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors		20,88	21,91	23,07
Aides ménagers		19,49	20,46	21,56
Personnel administratif	0,50	0,52	0,56	0,59
Responsables de service ou d'équipe	3,33	3,52	3,72	3,96
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi		7,31	7,67	8,07
Sursalaire aides familiaux. ou seniors. dim. J.F. & avant 7 h et après 18 h.		10,44	10,95	11,53
Sursalaire aides ménagers samedi		6,82	7,16	7,54
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F.		9,74	10,23	10,78
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	1,67	1,76	1,86	1,98

2001 - 2004

Fonctionnement	0,31
Direction	50.228,71

Annexe I NM - section b
Barèmes intermédiaires pour le personnel des centres d'accueil téléphonique
Universitaire-Directeur

	10A - 10B juillet 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 1 ^{er} juillet 2000
Année										Montant
0	1.008.090	1.024.518	25.397,1393	1.040.946	25.804,3842	1.057.374	26.211,6291	1.073.803	26.618,8740	1.090.231
1	1.038.483	1.059.516	26.264,7165	1.080.549	26.786,1077	1.101.582	27.307,4989	1.122.615	27.828,8901	1.143.648
2	1.068.876	1.083.831	26.867,4612	1.098.785	27.238,1662	1.113.739	27.608,8713	1.128.693	27.979,5763	1.143.648
3	1.099.270	1.117.715	27.707,4250	1.136.160	28.164,6629	1.154.605	28.621,9009	1.173.050	29.079,1388	1.191.494
4	1.099.270	1.117.715	27.707,4250	1.136.160	28.164,6629	1.154.605	28.621,9009	1.173.050	29.079,1388	1.191.494
5	1.233.220	1.234.444	30.601,0674	1.235.668	30.631,4186	1.236.893	30.661,7698	1.238.117	30.692,1209	1.239.341
6	1.233.220	1.234.444	30.601,0674	1.235.668	30.631,4186	1.236.893	30.661,7698	1.238.117	30.692,1209	1.239.341
7	1.279.896	1.281.355	31.763,9552	1.282.813	31.800,1083	1.284.272	31.836,2613	1.285.730	31.872,4144	1.287.188
8	1.279.896	1.281.355	31.763,9552	1.282.813	31.800,1083	1.284.272	31.836,2613	1.285.730	31.872,4144	1.287.188
9	1.326.573	1.328.266	32.926,8430	1.329.958	32.968,7979	1.331.650	33.010,7529	1.333.343	33.052,7079	1.335.035
10	1.326.573	1.331.826	33.015,1043	1.337.079	33.145,3207	1.342.332	33.275,5371	1.347.585	33.405,7534	1.352.838
11	1.373.250	1.378.737	34.177,9921	1.384.224	34.314,0104	1.389.711	34.450,0286	1.395.198	34.586,0469	1.400.685
12	1.373.250	1.378.737	34.177,9921	1.384.224	34.314,0104	1.389.711	34.450,0286	1.395.198	34.586,0469	1.400.685
13	1.419.927	1.425.648	35.340,8799	1.431.369	35.482,7001	1.437.090	35.624,5202	1.442.811	35.766,3404	1.448.532
14	1.419.927	1.425.648	35.340,8799	1.431.369	35.482,7001	1.437.090	35.624,5202	1.442.811	35.766,3404	1.448.532
15	1.466.603	1.472.558	36.503,7677	1.478.513	36.651,3898	1.484.468	36.799,0118	1.490.424	36.946,6339	1.496.379
16	1.466.603	1.472.558	36.503,7677	1.478.513	36.651,3898	1.484.468	36.799,0118	1.490.424	36.946,6339	1.496.379
17	1.513.280	1.519.469	37.666,6555	1.525.658	37.820,0794	1.531.847	37.973,5034	1.538.036	38.126,9273	1.544.226
18	1.513.280	1.519.469	37.666,6555	1.525.658	37.820,0794	1.531.847	37.973,5034	1.538.036	38.126,9273	1.544.226
19	1.559.957	1.566.380	38.829,5433	1.572.803	38.988,7691	1.579.226	39.147,9950	1.585.649	39.307,2208	1.592.073
20	1.559.957	1.566.380	38.829,5433	1.572.803	38.988,7691	1.579.226	39.147,9950	1.585.649	39.307,2208	1.592.073
21	1.606.633	1.613.291	39.992,4371	1.619.948	40.157,4709	1.626.606	40.322,5047	1.633.263	40.487,5385	1.639.921
22	1.606.633	1.613.291	39.992,4371	1.619.948	40.157,4709	1.626.606	40.322,5047	1.633.263	40.487,5385	1.639.921
23	1.653.310	1.660.202	41.155,3249	1.667.093	41.326,1606	1.673.985	41.496,9963	1.680.876	41.667,8320	1.687.768
24	1.653.310	1.660.202	41.155,3249	1.667.093	41.326,1606	1.673.985	41.496,9963	1.680.876	41.667,8320	1.687.768
25	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
26	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
27	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
28	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
29	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
30	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
31	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768

Annexe I NM - section b
Barèmes intermédiaires pour le personnel des centres d'accueil téléphonique
Assistant social-ESNU

	26A - 26I juillet 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 4 juillet 2000
Année										Montant
0	700.954	722.673	17.914,5881	744.391	18.452,9740	766.110	18.991,3600	787.828	19.529,7459	809.546
1	713.232	744.280	18.450,2302	775.329	19.219,9004	806.377	19.989,5705	837.426	20.759,2407	868.474
2	725.510	754.103	18.693,7165	782.696	19.402,5151	811.288	20.111,3137	839.881	20.820,1123	868.474
3	737.788	769.162	19.067,0264	800.536	19.844,7769	831.911	20.622,5274	863.285	21.400,2780	894.659
4	737.788	769.162	19.067,0264	800.536	19.844,7769	831.911	20.622,5274	863.285	21.400,2780	894.659
5	752.033	785.795	19.479,3540	819.558	20.316,3020	853.320	21.153,2500	887.082	21.990,1981	920.845
6	752.033	785.795	19.479,3540	819.558	20.316,3020	853.320	21.153,2500	887.082	21.990,1981	920.845
7	771.022	826.705	20.493,4775	882.387	21.873,8096	938.070	23.254,1416	993.752	24.634,4737	1.049.435
8	771.022	826.705	20.493,4775	882.387	21.873,8096	938.070	23.254,1416	993.752	24.634,4737	1.049.435
9	803.755	858.232	21.275,0053	912.708	22.625,4455	967.185	23.975,8857	1.021.661	25.326,3259	1.076.138
10	993.025	1.013.208	25.116,7746	1.033.391	25.617,0916	1.053.574	26.117,4087	1.073.756	26.617,7257	1.093.939
11	1.019.079	1.039.392	25.765,8559	1.059.705	26.269,4003	1.080.018	26.772,9446	1.100.331	27.276,4890	1.120.644
12	1.019.079	1.039.392	25.765,8559	1.059.705	26.269,4003	1.080.018	26.772,9446	1.100.331	27.276,4890	1.120.644
13	1.045.133	1.065.576	26.414,9312	1.086.019	26.921,6968	1.106.461	27.428,4625	1.126.904	27.935,2281	1.147.347
14	1.045.133	1.065.576	26.414,9312	1.086.019	26.921,6968	1.106.461	27.428,4625	1.126.904	27.935,2281	1.147.347
15	1.071.186	1.091.759	27.064,0065	1.112.332	27.573,9934	1.132.905	28.083,9803	1.153.478	28.593,9671	1.174.051
16	1.071.186	1.110.156	27.520,0539	1.149.126	28.486,0881	1.188.096	29.452,1223	1.227.065	30.418,1565	1.266.035
17	1.097.240	1.136.340	28.169,1292	1.175.440	29.138,3846	1.214.539	30.107,6401	1.253.639	31.076,8956	1.292.739
18	1.097.240	1.136.340	28.169,1292	1.175.440	29.138,3846	1.214.539	30.107,6401	1.253.639	31.076,8956	1.292.739
19	1.123.294	1.162.523	28.818,2045	1.201.753	29.790,6812	1.240.983	30.763,1579	1.280.212	31.735,6347	1.319.442
20	1.123.294	1.162.523	28.818,2045	1.201.753	29.790,6812	1.240.983	30.763,1579	1.280.212	31.735,6347	1.319.442
21	1.149.348	1.188.707	29.467,2858	1.228.067	30.442,9898	1.267.427	31.418,6939	1.306.787	32.394,3979	1.346.147
22	1.149.348	1.188.707	29.467,2858	1.228.067	30.442,9898	1.267.427	31.418,6939	1.306.787	32.394,3979	1.346.147
23	1.175.401	1.214.891	30.116,3611	1.254.381	31.095,2864	1.293.870	32.074,2117	1.333.360	33.053,1370	1.372.850
24	1.175.401	1.214.891	30.116,3611	1.254.381	31.095,2864	1.293.870	32.074,2117	1.333.360	33.053,1370	1.372.850
25	1.201.455	1.241.075	30.765,4424	1.280.695	31.747,5950	1.320.315	32.729,7476	1.359.935	33.711,9003	1.399.555
26	1.201.455	1.241.075	30.765,4424	1.280.695	31.747,5950	1.320.315	32.729,7476	1.359.935	33.711,9003	1.399.555
27	1.227.509	1.267.259	31.414,5177	1.307.008	32.399,8916	1.346.758	33.385,2655	1.386.508	34.370,6393	1.426.258
28	1.227.509	1.267.259	31.414,5177	1.307.008	32.399,8916	1.346.758	33.385,2655	1.386.508	34.370,6393	1.426.258
29	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258
30	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258
31	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258

Annexe I NM - section b
Barèmes intermédiaires pour le personnel des centres d'accueil téléphonique
Secrétaire-CES

	20A - 20B juillet 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 6 juillet 2000
Année										Montant
0	659.384	671.669	16.650,2517	683.955	16.954,8030	696.241	17.259,3543	708.526	17.563,9056	720.812
1	672.398	693.428	17.189,6288	714.458	17.710,9475	735.488	18.232,2662	756.518	18.753,5849	777.548
2	685.412	703.839	17.447,7166	722.266	17.904,5133	740.693	18.361,3101	759.121	18.818,1068	777.548
3	698.426	716.869	17.770,7252	735.313	18.227,9208	753.756	18.685,1164	772.199	19.142,3121	790.642
4	698.426	716.869	17.770,7252	735.313	18.227,9208	753.756	18.685,1164	772.199	19.142,3121	790.642
5	751.340	762.692	18.906,6462	774.044	19.188,0504	785.396	19.469,4545	796.748	19.750,8587	808.099
6	751.340	762.692	18.906,6462	774.044	19.188,0504	785.396	19.469,4545	796.748	19.750,8587	808.099
7	768.689	783.554	19.423,8008	798.419	19.792,2939	813.284	20.160,7870	828.149	20.529,2801	843.014
8	768.689	783.554	19.423,8008	798.419	19.792,2939	813.284	20.160,7870	828.149	20.529,2801	843.014
9	799.051	814.827	20.199,0251	830.602	20.590,0972	846.378	20.981,1694	862.154	21.372,2415	877.930
10	799.051	818.318	20.285,5701	837.585	20.763,1872	856.852	21.240,8043	876.119	21.718,4214	895.386
11	829.412	848.717	21.039,1521	868.022	21.517,7060	887.327	21.996,2598	906.632	22.474,8137	925.937
12	829.412	848.717	21.039,1521	868.022	21.517,7060	887.327	21.996,2598	906.632	22.474,8137	925.937
13	859.774	879.161	21.793,8340	898.548	22.274,4246	917.935	22.755,0152	937.322	23.235,6058	956.709
14	859.774	879.161	21.793,8340	898.548	22.274,4246	917.935	22.755,0152	937.322	23.235,6058	956.709
15	890.136	909.681	22.550,4137	929.227	23.034,9386	948.773	23.519,4636	968.319	24.003,9886	987.864
16	890.136	909.681	22.550,4137	929.227	23.034,9386	948.773	23.519,4636	968.319	24.003,9886	987.864
17	920.497	940.202	23.306,9993	959.907	23.795,4648	979.611	24.283,9302	999.316	24.772,3957	1.019.021
18	920.497	940.202	23.306,9993	959.907	23.795,4648	979.611	24.283,9302	999.316	24.772,3957	1.019.021
19	950.859	970.723	24.063,5911	990.587	24.556,0030	1.010.451	25.048,4150	1.030.314	25.540,8269	1.050.178
20	950.859	970.723	24.063,5911	990.587	24.556,0030	1.010.451	25.048,4150	1.030.314	25.540,8269	1.050.178
21	981.221	1.001.243	24.820,1707	1.021.266	25.316,5171	1.041.288	25.812,8634	1.061.311	26.309,2098	1.081.333
22	981.221	1.001.243	24.820,1707	1.021.266	25.316,5171	1.041.288	25.812,8634	1.061.311	26.309,2098	1.081.333
23	1.011.582	1.031.764	25.576,7564	1.051.945	26.077,0432	1.072.127	26.577,3300	1.092.308	27.077,6168	1.112.490
24	1.011.582	1.031.764	25.576,7564	1.051.945	26.077,0432	1.072.127	26.577,3300	1.092.308	27.077,6168	1.112.490
25	1.041.944	1.062.284	26.333,3420	1.082.625	26.837,5693	1.102.965	27.341,7966	1.123.306	27.846,0239	1.143.646
26	1.041.944	1.062.284	26.333,3420	1.082.625	26.837,5693	1.102.965	27.341,7966	1.123.306	27.846,0239	1.143.646
27	1.072.306	1.092.805	27.089,9217	1.113.304	27.598,0834	1.133.803	28.106,2451	1.154.302	28.614,4067	1.174.801
28	1.072.306	1.092.805	27.089,9217	1.113.304	27.598,0834	1.133.803	28.106,2451	1.154.302	28.614,4067	1.174.801
29	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958
30	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958
31	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 3 (C.P. 319) au barème 10

(Maisons d'accueil : ouvrier)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	629.591	15.607,15	15.718,71	15.830,23	15.941,76	16.053,29
1	646.354	16.022,70	16.353,98	16.685,27	17.016,55	17.347,84
2	653.976	16.211,64	16.536,08	16.860,50	17.184,95	17.509,39
3	661.598	16.400,59	16.718,19	17.035,79	17.353,39	17.670,99
4	662.901	16.432,89	16.782,81	17.132,71	17.482,64	17.832,54
5	668.668	16.575,85	16.930,43	17.285,00	17.639,56	17.994,12
6	669.972	16.608,17	16.995,06	17.381,95	17.768,83	18.155,72
7	675.739	16.751,13	17.142,68	17.534,20	17.925,75	18.317,27
8	677.043	16.783,46	17.207,31	17.631,15	18.055,00	18.478,85
9	684.355	16.964,72	17.383,63	17.802,57	18.221,49	18.640,43
10	689.699	17.097,19	17.648,61	18.200,02	18.751,43	19.302,85
11	697.286	17.285,27	17.838,57	18.391,89	18.945,19	19.498,51
12	698.864	17.324,39	17.916,83	18.509,27	19.101,71	19.694,15
13	706.451	17.512,46	18.106,79	18.701,11	19.295,44	19.889,76
14	708.029	17.551,58	18.185,05	18.818,51	19.451,96	20.085,42
15	715.616	17.739,66	18.375,01	19.010,36	19.645,74	20.281,09
16	717.194	17.778,77	18.453,27	19.127,76	19.802,23	20.476,72
17	724.781	17.966,85	18.643,23	19.319,63	19.996,01	20.672,39
18	726.360	18.005,99	18.721,49	19.437,01	20.152,50	20.868,02
19	733.946	18.194,05	18.911,45	19.628,85	20.346,26	21.063,66
20	735.525	18.233,19	18.989,73	19.746,26	20.502,80	21.259,35
21	743.112	18.421,27	19.179,70	19.938,13	20.696,56	21.454,99
22	744.690	18.460,38	19.257,93	20.055,50	20.853,05	21.650,62
23	752.277	18.648,46	19.447,92	20.247,37	21.046,83	21.846,29
24	753.855	18.687,58	19.526,18	20.364,75	21.203,35	22.041,92
25	761.442	18.875,65	19.716,14	20.556,62	21.397,10	22.237,59
26	763.020	18.914,77	19.794,37	20.674,00	21.553,60	22.433,20
27	770.607	19.102,85	19.984,36	20.865,84	21.747,35	22.628,86
28	772.185	19.141,97	20.062,62	20.983,24	21.903,87	22.824,50
29	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16
30	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16
31	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Maisons d'accueil

Passage du barème 3 (C.P. 319) au barème 9

(Maisons d'accueil : ouvrier qualifié)

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
1	648.962	16.087,35	16.483,28	16.879,19	17.275,13	17.671,07
2	656.653	16.278,00	16.668,81	17.059,61	17.450,42	17.841,22
3	664.344	16.468,66	16.854,33	17.240,03	17.625,70	18.011,37
4	665.717	16.502,69	16.922,40	17.342,09	17.761,79	18.181,50
5	671.553	16.647,36	17.073,44	17.499,52	17.925,58	18.351,66
6	672.926	16.681,40	17.141,49	17.601,61	18.061,70	18.521,81
7	678.762	16.826,07	17.292,56	17.759,04	18.225,50	18.691,99
8	680.135	16.860,11	17.360,63	17.861,13	18.361,65	18.862,14
9	687.516	17.043,08	17.540,38	18.037,70	18.535,00	19.032,30
10	692.902	17.176,59	17.807,41	18.438,20	19.069,01	19.699,83
11	700.556	17.366,33	18.000,74	18.635,12	19.269,51	19.903,89
12	702.203	17.407,16	18.082,37	18.757,58	19.432,79	20.108,01
13	709.858	17.596,92	18.275,73	18.954,53	19.633,32	20.312,12
14	711.505	17.637,75	18.357,36	19.076,97	19.796,60	20.516,21
15	719.160	17.827,51	18.550,72	19.273,92	19.997,15	20.720,35
16	720.807	17.868,34	18.632,35	19.396,38	20.160,41	20.924,44
17	728.461	18.058,08	18.825,70	19.593,31	20.360,93	21.128,54
18	730.108	18.098,90	18.907,33	19.715,79	20.524,22	21.332,65
19	737.563	18.283,71	19.090,78	19.897,84	20.704,91	21.511,98
20	739.410	18.329,50	19.182,32	20.035,18	20.888,00	21.740,86
21	747.065	18.519,26	19.375,68	20.232,10	21.088,55	21.944,97
22	748.711	18.560,06	19.457,31	20.354,56	21.251,81	22.149,06
23	756.366	18.749,82	19.650,67	20.551,51	21.452,33	22.353,18
24	758.013	18.790,65	19.732,32	20.673,97	21.615,65	22.557,29
25	765.668	18.980,41	19.925,66	20.870,90	21.816,14	22.761,39
26	767.315	19.021,24	20.007,31	20.993,36	21.979,43	22.965,50
27	774.970	19.211,00	20.200,65	21.190,29	22.179,95	23.169,59
28	776.617	19.251,83	20.282,30	21.312,77	22.343,26	23.373,73
29	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72
30	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72
31	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Maisons d'accueil

Passage du barème 3 (C.P. 319) au barème 8

(Maisons d'accueil : chef d'équipe)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	644.236	15.970,19	16.444,74	16.919,30	17.393,85	17.868,41
1	661.465	16.397,29	17.103,17	17.809,04	18.514,92	19.220,80
2	667.783	16.553,91	17.220,64	17.887,35	18.554,09	19.220,80
3	676.721	16.775,48	17.467,97	18.160,43	18.852,92	19.545,41
4	676.721	16.775,48	17.467,97	18.160,43	18.852,92	19.545,41
5	683.803	16.951,03	17.680,78	18.410,53	19.140,28	19.870,03
6	683.803	16.951,03	17.680,78	18.410,53	19.140,28	19.870,03
7	690.886	17.126,62	17.893,60	18.660,61	19.427,61	20.194,62
8	690.886	17.126,62	17.893,60	18.660,61	19.427,61	20.194,62
9	699.513	17.340,47	18.135,17	18.929,84	19.724,54	20.519,24
10	703.004	17.427,01	18.308,25	19.189,49	20.070,72	20.951,96
11	712.504	17.662,51	18.593,06	19.523,62	20.454,17	21.384,73
12	712.504	17.662,51	18.593,06	19.523,62	20.454,17	21.384,73
13	722.003	17.897,99	18.877,86	19.857,73	20.837,61	21.817,48
14	722.003	17.897,99	18.877,86	19.857,73	20.837,61	21.817,48
15	731.503	18.133,49	19.162,67	20.191,84	21.221,02	22.250,20
16	731.503	18.133,49	19.162,67	20.191,84	21.221,02	22.250,20
17	741.002	18.368,96	19.447,47	20.525,96	21.604,47	22.682,95
18	741.002	18.368,96	19.447,47	20.525,96	21.604,47	22.682,95
19	750.502	18.604,46	19.732,27	20.860,07	21.987,88	23.115,70
20	750.502	18.604,46	19.732,27	20.860,07	21.987,88	23.115,70
21	760.019	18.840,38	20.017,95	21.195,52	22.373,06	23.550,63
22	760.019	18.840,38	20.017,95	21.195,52	22.373,06	23.550,63
23	769.588	19.077,59	20.306,17	21.534,76	22.763,34	23.991,93
24	769.588	19.077,59	20.306,17	21.534,76	22.763,34	23.991,93
25	779.156	19.314,77	20.594,37	21.874,00	23.153,60	24.433,20
26	779.156	19.314,77	20.594,37	21.874,00	23.153,60	24.433,20
27	788.725	19.551,98	20.882,60	22.213,24	23.543,86	24.874,50
28	788.725	19.551,98	20.882,60	22.213,24	23.543,86	24.874,50
29	792.285	19.640,23	21.059,13	22.477,99	23.896,89	25.315,78
30	792.285	19.640,23	21.059,13	22.477,99	23.896,89	25.315,78
31	795.846	19.728,51	21.235,65	22.742,79	24.249,96	25.757,10

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 4 (C.P. 319) au barème 9						
Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	704.638	17.467,52	17.858,72	18.249,90	18.641,10	19.032,30
10	710.023	17.601,01	18.125,73	18.650,42	19.175,13	19.699,83
11	719.252	17.829,79	18.348,31	18.866,83	19.385,37	19.903,89
12	720.899	17.870,62	18.429,97	18.989,31	19.548,66	20.108,01
13	730.128	18.099,40	18.652,57	19.205,75	19.758,95	20.312,12
14	731.774	18.140,20	18.734,21	19.328,21	19.922,21	20.516,21
15	743.812	18.438,62	19.009,05	19.579,50	20.149,93	20.720,35
16	745.459	18.479,45	19.090,68	19.701,93	20.313,19	20.924,44
17	757.496	18.777,84	19.365,52	19.953,17	20.540,85	21.128,54
18	759.143	18.818,66	19.447,15	20.075,66	20.704,14	21.332,65
19	770.980	19.112,09	19.712,07	20.312,05	20.912,00	21.511,98
20	772.827	19.157,88	19.803,62	20.449,36	21.095,12	21.740,86
21	784.865	19.456,30	20.078,46	20.700,62	21.322,81	21.944,97
22	786.511	19.497,10	20.160,09	20.823,08	21.486,07	22.149,06
23	798.549	19.795,51	20.434,93	21.074,35	21.713,76	22.353,18
24	800.195	19.836,32	20.516,56	21.196,81	21.877,05	22.557,29
25	812.233	20.134,73	20.791,40	21.448,05	22.104,72	22.761,39
26	813.880	20.175,56	20.873,03	21.570,53	22.268,00	22.965,50
27	831.860	20.621,27	21.258,36	21.895,42	22.532,51	23.169,59
28	833.507	20.662,10	21.340,01	22.017,90	22.695,82	23.373,73
29	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
30	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
31	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 5 (C.P. 319) au barème 9						
Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	704.638	17.467,52	17.858,72	18.249,90	18.641,10	19.032,30
10	710.023	17.601,01	18.125,73	18.650,42	19.175,13	19.699,83
11	719.252	17.829,79	18.348,31	18.866,83	19.385,37	19.903,89
12	720.899	17.870,62	18.429,97	18.989,31	19.548,66	20.108,01
13	730.128	18.099,40	18.652,57	19.205,75	19.758,95	20.312,12
14	731.774	18.140,20	18.734,21	19.328,21	19.922,21	20.516,21
15	743.812	18.438,62	19.009,05	19.579,50	20.149,93	20.720,35
16	745.459	18.479,45	19.090,68	19.701,93	20.313,19	20.924,44
17	757.496	18.777,84	19.365,52	19.953,17	20.540,85	21.128,54
18	759.143	18.818,66	19.447,15	20.075,66	20.704,14	21.332,65
19	770.980	19.112,09	19.712,07	20.312,05	20.912,00	21.511,98
20	772.827	19.157,88	19.803,62	20.449,36	21.095,12	21.740,86
21	784.865	19.456,30	20.078,46	20.700,62	21.322,81	21.944,97
22	786.511	19.497,10	20.160,09	20.823,08	21.486,07	22.149,06
23	798.549	19.795,51	20.434,93	21.074,35	21.713,76	22.353,18
24	800.195	19.836,32	20.516,56	21.196,81	21.877,05	22.557,29
25	812.233	20.134,73	20.791,40	21.448,05	22.104,72	22.761,39
26	813.880	20.175,56	20.873,03	21.570,53	22.268,00	22.965,50
27	831.860	20.621,27	21.258,36	21.895,42	22.532,51	23.169,59
28	833.507	20.662,10	21.340,01	22.017,90	22.695,82	23.373,73
29	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
30	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
31	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 5 (C.P. 319) au barème 7

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	652.604	16.177,63	16.491,02	16.804,40	17.117,77	17.431,15
1	668.505	16.571,81	17.110,28	17.648,78	18.187,25	18.725,73
2	675.334	16.741,09	17.279,79	17.818,49	18.357,18	18.895,88
3	682.163	16.910,38	17.449,30	17.988,20	18.527,12	19.066,01
4	683.536	16.944,41	17.517,37	18.090,30	18.663,26	19.236,19
5	692.491	17.166,40	17.726,39	18.286,39	18.846,35	19.406,34
6	693.864	17.200,44	17.794,44	18.388,47	18.982,47	19.576,50
7	702.819	17.422,43	18.003,49	18.584,53	19.165,59	19.746,65
8	704.192	17.456,46	18.071,54	18.686,64	19.301,71	19.916,81
9	713.147	17.678,45	18.280,59	18.882,72	19.484,85	20.086,99
10	718.534	17.811,99	18.547,64	19.283,32	20.018,96	20.754,64
11	727.762	18.040,75	18.770,25	19.499,73	20.229,23	20.958,70
12	729.409	18.081,58	18.851,91	19.622,21	20.392,54	21.162,84
13	738.638	18.310,36	19.074,49	19.838,65	20.602,78	21.366,93
14	740.285	18.351,19	19.156,15	19.961,11	20.766,09	21.571,05
15	752.322	18.649,58	19.430,99	20.212,37	20.993,78	21.775,17
16	753.969	18.690,40	19.512,59	20.334,80	21.157,02	21.979,23
17	766.006	18.988,79	19.787,46	20.586,09	21.384,73	22.183,37
18	767.653	19.029,62	19.869,09	20.708,53	21.548,00	22.387,46
19	779.691	19.328,04	20.143,90	20.959,79	21.775,69	22.591,58
20	781.337	19.368,84	20.225,56	21.082,25	21.938,97	22.795,67
21	793.375	19.667,25	20.500,37	21.333,49	22.166,64	22.999,76
22	795.022	19.708,08	20.582,03	21.455,98	22.329,95	23.203,90
23	807.059	20.006,47	20.856,84	21.707,22	22.557,62	23.407,99
24	808.735	20.048,02	20.939,96	21.831,91	22.723,83	23.615,77
25	820.805	20.347,22	21.216,39	22.085,58	22.954,74	23.823,91
26	822.485	20.388,87	21.299,68	22.210,47	23.121,28	24.032,09
27	840.498	20.835,40	21.686,59	22.537,81	23.389,00	24.240,22
28	842.177	20.877,02	21.769,89	22.662,72	23.555,59	24.448,42
29	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58
30	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58
31	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 5 (C.P. 319) au barème 5

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	661.370	16.394,93	16.925,60	17.456,27	17.986,93	18.517,60
1	678.173	16.811,47	17.589,61	18.367,77	19.145,91	19.924,05
2	683.630	16.946,75	17.691,07	18.435,40	19.179,72	19.924,05
3	691.705	17.146,92	17.922,33	18.697,77	19.473,20	20.248,64
4	691.705	17.146,92	17.922,33	18.697,77	19.473,20	20.248,64
5	702.778	17.421,41	18.236,39	19.051,39	19.866,36	20.681,36
6	702.778	17.421,41	18.236,39	19.051,39	19.866,36	20.681,36
7	732.917	18.168,54	19.495,69	20.822,83	22.150,01	23.477,15
8	732.917	18.168,54	19.495,69	20.822,83	22.150,01	23.477,15
9	745.840	18.488,89	19.901,46	21.314,01	22.726,58	24.139,15
10	749.400	18.577,14	20.077,96	21.578,78	23.079,61	24.580,43
11	762.323	18.897,49	20.483,71	22.069,94	23.656,16	25.242,38
12	762.323	18.897,49	20.483,71	22.069,94	23.656,16	25.242,38
13	775.246	19.217,85	20.889,47	22.561,11	24.232,73	25.904,38
14	775.246	19.217,85	20.889,47	22.561,11	24.232,73	25.904,38
15	790.977	19.607,81	21.347,45	23.087,07	24.826,71	26.566,33
16	790.977	19.607,81	21.347,45	23.087,07	24.826,71	26.566,33
17	806.709	19.997,79	21.805,41	23.613,05	25.420,66	27.228,30
18	806.709	19.997,79	21.805,41	23.613,05	25.420,66	27.228,30
19	822.440	20.387,76	22.263,39	24.139,03	26.014,64	27.890,28
20	822.440	20.387,76	22.263,39	24.139,03	26.014,64	27.890,28
21	838.172	20.777,74	22.721,38	24.664,98	26.608,62	28.552,25
22	838.172	20.777,74	22.721,38	24.664,98	26.608,62	28.552,25
23	853.903	21.167,70	23.179,33	25.190,96	27.202,60	29.214,23
24	853.903	21.167,70	23.179,33	25.190,96	27.202,60	29.214,23
25	869.635	21.557,69	23.637,32	25.716,95	27.796,57	29.876,20
26	869.635	21.557,69	23.637,32	25.716,95	27.796,57	29.876,20
27	891.309	22.094,97	24.205,76	26.316,57	28.427,36	30.538,15
28	891.309	22.094,97	24.205,76	26.316,57	28.427,36	30.538,15
29	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15
30	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15
31	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Maisons d'accueil

Passage du barème 6 (C.P. 319) au barème 9

(Maisons d'accueil : éducateur classe 4)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	706.860	17.522,60	17.900,02	18.277,46	18.654,88	19.032,30
10	712.246	17.656,12	18.167,05	18.677,96	19.188,89	19.699,83
11	725.033	17.973,10	18.455,80	18.938,50	19.421,19	19.903,89
12	726.680	18.013,93	18.537,45	19.060,95	19.584,48	20.108,01
13	739.467	18.330,91	18.826,22	19.321,52	19.816,83	20.312,12
14	741.114	18.371,74	18.907,86	19.443,97	19.980,09	20.516,21
15	756.625	18.756,24	19.247,27	19.738,30	20.229,33	20.720,35
16	758.272	18.797,07	19.328,90	19.860,76	20.392,59	20.924,44
17	773.783	19.181,58	19.668,32	20.155,06	20.641,80	21.128,54
18	775.430	19.222,41	19.749,95	20.277,52	20.805,08	21.332,65
19	790.741	19.601,96	20.079,45	20.556,97	21.034,46	21.511,98
20	792.587	19.647,72	20.171,02	20.694,30	21.217,58	21.740,86
21	808.099	20.032,25	20.510,41	20.988,60	21.466,79	21.944,97
22	809.745	20.073,05	20.592,07	21.111,06	21.630,07	22.149,06
23	825.256	20.457,56	20.931,48	21.405,38	21.879,28	22.353,18
24	826.903	20.498,39	21.013,12	21.527,84	22.042,57	22.557,29
25	842.414	20.882,90	21.352,53	21.822,14	22.291,78	22.761,39
26	844.061	20.923,73	21.434,16	21.944,63	22.455,06	22.965,50
27	859.572	21.308,23	21.773,58	22.238,92	22.704,25	23.169,59
28	861.219	21.349,06	21.855,24	22.361,41	22.867,56	23.373,73
29	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72
30	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72
31	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 8 (C.P. 319) au barème 9

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	647.590	16.053,34	16.134,13	16.214,91	16.295,73	16.376,52
1	664.353	16.468,88	16.769,43	17.069,97	17.370,52	17.671,07
2	672.044	16.659,54	16.954,95	17.250,37	17.545,80	17.841,22
3	679.735	16.850,19	17.140,47	17.430,78	17.721,07	18.011,37
4	681.107	16.884,20	17.208,55	17.532,86	17.857,18	18.181,50
5	688.488	17.067,17	17.388,29	17.709,41	18.030,54	18.351,66
6	689.861	17.101,21	17.456,36	17.811,52	18.166,65	18.521,81
7	697.242	17.284,18	17.636,14	17.988,10	18.340,03	18.691,99
8	698.615	17.318,21	17.704,21	18.090,18	18.476,17	18.862,14
9	749.747	18.585,74	18.697,37	18.809,02	18.920,65	19.032,30
10	760.343	18.848,41	19.061,25	19.274,12	19.486,96	19.699,83
11	767.200	19.018,39	19.239,76	19.461,13	19.682,52	19.903,89
12	775.794	19.231,43	19.450,57	19.669,71	19.888,87	20.108,01
13	784.388	19.444,47	19.661,38	19.878,28	20.095,22	20.312,12
14	792.982	19.657,51	19.872,19	20.086,86	20.301,54	20.516,21
15	801.576	19.870,55	20.082,99	20.295,46	20.507,91	20.720,35
16	810.170	20.083,59	20.293,80	20.504,02	20.714,23	20.924,44
17	818.764	20.296,63	20.504,61	20.712,57	20.920,55	21.128,54
18	827.358	20.509,67	20.715,42	20.921,17	21.126,90	21.332,65
19	835.752	20.717,75	20.916,31	21.114,88	21.313,41	21.511,98
20	844.546	20.935,75	21.137,04	21.338,30	21.539,59	21.740,86
21	853.140	21.148,79	21.347,85	21.546,88	21.745,94	21.944,97
22	861.734	21.361,83	21.558,63	21.755,46	21.952,26	22.149,06
23	870.328	21.574,87	21.769,44	21.964,04	22.158,61	22.353,18
24	878.922	21.787,91	21.980,27	22.172,61	22.364,95	22.557,29
25	887.516	22.000,95	22.191,06	22.381,17	22.571,28	22.761,39
26	896.110	22.213,99	22.401,87	22.589,74	22.777,62	22.965,50
27	904.704	22.427,03	22.612,67	22.798,32	22.983,94	23.169,59
28	913.299	22.640,09	22.823,51	23.006,90	23.190,32	23.373,73
29	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72
30	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72
31	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 8 (C.P. 319) au barème 7

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	656.099	16.264,27	16.555,99	16.847,71	17.139,43	17.431,15
1	672.862	16.679,81	17.191,29	17.702,77	18.214,25	18.725,73
2	680.553	16.870,47	17.376,82	17.883,16	18.389,53	18.895,88
3	688.244	17.061,12	17.562,34	18.063,55	18.564,80	19.066,01
4	689.617	17.095,16	17.630,41	18.165,66	18.700,94	19.236,19
5	696.998	17.278,13	17.810,18	18.342,24	18.874,29	19.406,34
6	698.370	17.312,14	17.878,23	18.444,32	19.010,41	19.576,50
7	705.751	17.495,11	18.058,00	18.620,89	19.183,76	19.746,65
8	707.124	17.529,15	18.126,07	18.722,98	19.319,90	19.916,81
9	758.256	18.796,68	19.119,26	19.441,82	19.764,40	20.086,99
10	768.853	19.059,37	19.483,19	19.906,99	20.330,81	20.754,64
11	775.710	19.229,35	19.661,67	20.094,03	20.526,35	20.958,70
12	784.304	19.442,39	19.872,51	20.302,63	20.732,72	21.162,84
13	792.898	19.655,43	20.083,32	20.511,18	20.939,07	21.366,93
14	801.492	19.868,47	20.294,13	20.719,76	21.145,42	21.571,05
15	810.086	20.081,51	20.504,93	20.928,34	21.351,76	21.775,17
16	818.680	20.294,55	20.715,72	21.136,89	21.558,06	21.979,23
17	827.274	20.507,59	20.926,53	21.345,49	21.764,43	22.183,37
18	835.868	20.720,63	21.137,34	21.554,04	21.970,75	22.387,46
19	844.462	20.933,67	21.348,14	21.762,62	22.177,10	22.591,58
20	853.056	21.146,71	21.558,95	21.971,20	22.383,42	22.795,67
21	861.650	21.359,75	21.769,76	22.179,75	22.589,77	22.999,76
22	870.245	21.572,81	21.980,57	22.388,35	22.796,12	23.203,90
23	878.838	21.785,82	22.191,38	22.596,91	23.002,46	23.407,99
24	887.462	21.999,61	22.403,65	22.807,69	23.211,73	23.615,77
25	896.089	22.213,47	22.616,07	23.018,67	23.421,30	23.823,91
26	904.716	22.427,32	22.828,51	23.229,71	23.630,90	24.032,09
27	913.342	22.641,16	23.040,93	23.440,69	23.840,47	24.240,22
28	921.969	22.855,01	23.253,38	23.651,72	24.050,08	24.448,42
29	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58
30	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58
31	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 8 (C.P. 319) au barème 5						
Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	664.864	16.481,55	16.990,55	17.499,57	18.008,57	18.517,60
1	682.530	16.919,48	17.670,62	18.421,76	19.172,90	19.924,05
2	688.848	17.076,10	17.788,07	18.500,07	19.212,05	19.924,05
3	697.785	17.297,64	18.035,39	18.773,13	19.510,88	20.248,64
4	697.785	17.297,64	18.035,39	18.773,13	19.510,88	20.248,64
5	707.284	17.533,11	18.320,17	19.107,24	19.894,30	20.681,36
6	707.284	17.533,11	18.320,17	19.107,24	19.894,30	20.681,36
7	735.849	18.241,22	19.550,20	20.859,17	22.168,18	23.477,15
8	735.849	18.241,22	19.550,20	20.859,17	22.168,18	23.477,15
9	790.949	19.607,11	20.740,11	21.873,13	23.006,13	24.139,15
10	799.719	19.824,52	21.013,49	22.202,48	23.391,46	24.580,43
11	810.270	20.086,07	21.375,16	22.664,24	23.953,31	25.242,38
12	817.218	20.258,31	21.504,32	22.750,33	23.996,37	25.242,38
13	829.506	20.562,92	21.898,29	23.233,65	24.569,02	25.904,38
14	836.453	20.735,13	22.027,45	23.319,77	24.612,06	25.904,38
15	848.741	21.039,74	22.421,40	23.803,03	25.184,69	26.566,33
16	855.689	21.211,98	22.550,55	23.889,15	25.227,73	26.566,33
17	867.977	21.516,59	22.944,50	24.372,45	25.800,36	27.228,30
18	874.924	21.688,80	23.073,68	24.458,56	25.843,42	27.228,30
19	887.212	21.993,41	23.467,63	24.941,86	26.416,05	27.890,28
20	894.159	22.165,62	23.596,79	25.027,95	26.459,11	27.890,28
21	906.448	22.470,26	23.990,74	25.511,24	27.031,75	28.552,25
22	913.395	22.642,47	24.119,92	25.597,36	27.074,81	28.552,25
23	925.683	22.947,08	24.513,87	26.080,65	27.647,44	29.214,23
24	932.630	23.119,29	24.643,05	26.166,77	27.690,50	29.214,23
25	944.919	23.423,93	25.037,00	26.650,07	28.263,13	29.876,20
26	951.866	23.596,14	25.166,15	26.736,16	28.306,19	29.876,20
27	964.154	23.900,75	25.560,10	27.219,45	28.878,80	30.538,15
28	971.101	24.072,96	25.689,26	27.305,57	28.921,86	30.538,15
29	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15
30	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15
31	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 9 (C.P. 319) au barème 6

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	664.679	16.476,96	16.824,83	17.172,70	17.520,57	17.868,44
1	686.449	17.016,63	17.581,20	18.145,76	18.710,33	19.274,89
2	696.873	17.275,03	17.775,01	18.274,96	18.774,93	19.274,89
3	709.915	17.598,33	18.098,63	18.598,93	19.099,20	19.599,50
4	709.915	17.598,33	18.098,63	18.598,93	19.099,20	19.599,50
5	723.454	17.933,96	18.458,52	18.983,09	19.507,68	20.032,25
6	723.454	17.933,96	18.458,52	18.983,09	19.507,68	20.032,25
7	740.484	18.356,12	18.991,54	19.626,95	20.262,37	20.897,77
8	740.484	18.356,12	18.991,54	19.626,95	20.262,37	20.897,77
9	771.782	19.131,98	19.789,81	20.447,65	21.105,46	21.763,29
10	775.273	19.218,52	19.962,89	20.707,27	21.451,64	22.196,01
11	805.698	19.972,73	20.717,90	21.463,04	22.208,21	22.953,35
12	805.698	19.972,73	20.717,90	21.463,04	22.208,21	22.953,35
13	836.167	20.728,04	21.475,07	22.222,12	22.969,14	23.716,17
14	836.167	20.728,04	21.475,07	22.222,12	22.969,14	23.716,17
15	866.713	21.485,25	22.236,07	22.986,89	23.737,69	24.488,51
16	866.713	21.485,25	22.236,07	22.986,89	23.737,69	24.488,51
17	897.259	22.242,47	22.997,06	23.751,65	24.506,26	25.260,85
18	897.259	22.242,47	22.997,06	23.751,65	24.506,26	25.260,85
19	927.805	22.999,69	23.758,07	24.516,47	25.274,85	26.033,23
20	927.805	22.999,69	23.758,07	24.516,47	25.274,85	26.033,23
21	958.351	23.756,90	24.519,05	25.281,22	26.043,37	26.805,54
22	958.351	23.756,90	24.519,05	25.281,22	26.043,37	26.805,54
23	988.897	24.514,12	25.280,06	26.046,00	26.811,94	27.577,88
24	988.897	24.514,12	25.280,06	26.046,00	26.811,94	27.577,88
25	1.019.443	25.271,33	26.041,07	26.810,78	27.580,51	28.350,24
26	1.019.443	25.271,33	26.041,07	26.810,78	27.580,51	28.350,24
27	1.049.988	26.028,52	26.802,05	27.575,55	28.349,05	29.122,56
28	1.049.988	26.028,52	26.802,05	27.575,55	28.349,05	29.122,56
29	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89
30	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89
31	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 9 (C.P. 319) au barème 5

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	669.917	16.606,81	17.084,50	17.562,19	18.039,91	18.517,60
1	691.687	17.146,47	17.840,85	18.535,25	19.229,65	19.924,05
2	702.111	17.404,88	18.034,65	18.664,45	19.294,25	19.924,05
3	715.152	17.728,16	18.358,28	18.988,40	19.618,52	20.248,64
4	715.152	17.728,16	18.358,28	18.988,40	19.618,52	20.248,64
5	728.691	18.063,78	18.718,17	19.372,56	20.026,97	20.681,36
6	728.691	18.063,78	18.718,17	19.372,56	20.026,97	20.681,36
7	761.295	18.872,01	20.023,30	21.174,57	22.325,86	23.477,15
8	761.295	18.872,01	20.023,30	21.174,57	22.325,86	23.477,15
9	790.951	19.607,16	20.740,16	21.873,16	23.006,16	24.139,15
10	794.511	19.695,41	20.916,66	22.137,91	23.359,18	24.580,43
11	824.166	20.430,54	21.633,49	22.836,45	24.039,42	25.242,38
12	824.166	20.430,54	21.633,49	22.836,45	24.039,42	25.242,38
13	853.822	21.165,69	22.350,35	23.535,04	24.719,69	25.904,38
14	853.822	21.165,69	22.350,35	23.535,04	24.719,69	25.904,38
15	883.477	21.900,82	23.067,19	24.233,58	25.399,94	26.566,33
16	883.477	21.900,82	23.067,19	24.233,58	25.399,94	26.566,33
17	913.132	22.635,95	23.784,05	24.932,14	26.080,21	27.228,30
18	913.132	22.635,95	23.784,05	24.932,14	26.080,21	27.228,30
19	942.788	23.371,10	24.500,90	25.630,68	26.760,48	27.890,28
20	942.788	23.371,10	24.500,90	25.630,68	26.760,48	27.890,28
21	972.443	24.106,23	25.217,74	26.329,24	27.440,75	28.552,25
22	972.443	24.106,23	25.217,74	26.329,24	27.440,75	28.552,25
23	1.002.099	24.841,39	25.934,60	27.027,81	28.121,02	29.214,23
24	1.002.099	24.841,39	25.934,60	27.027,81	28.121,02	29.214,23
25	1.031.754	25.576,51	26.651,43	27.726,37	28.801,29	29.876,20
26	1.031.754	25.576,51	26.651,43	27.726,37	28.801,29	29.876,20
27	1.061.409	26.311,64	27.368,29	28.424,91	29.481,53	30.538,15
28	1.061.409	26.311,64	27.368,29	28.424,91	29.481,53	30.538,15
29	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15
30	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15
31	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 11 (C.P. 319) au barème 8

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	670.882	16.630,73	16.940,15	17.249,57	17.558,99	17.868,41
1	692.216	17.159,59	17.674,88	18.190,20	18.705,50	19.220,80
2	702.638	17.417,94	17.868,66	18.319,38	18.770,08	19.220,80
3	715.680	17.741,24	18.192,29	18.643,33	19.094,37	19.545,41
4	715.680	17.741,24	18.192,29	18.643,33	19.094,37	19.545,41
5	728.722	18.064,55	18.515,91	18.967,28	19.418,66	19.870,03
6	728.722	18.064,55	18.515,91	18.967,28	19.418,66	19.870,03
7	745.233	18.473,84	18.904,04	19.334,23	19.764,43	20.194,62
8	745.233	18.473,84	18.904,04	19.334,23	19.764,43	20.194,62
9	761.745	18.883,17	19.292,19	19.701,21	20.110,21	20.519,24
10	765.236	18.969,70	19.465,27	19.960,83	20.456,40	20.951,96
11	782.622	19.400,69	19.896,70	20.392,71	20.888,72	21.384,73
12	782.622	19.400,69	19.896,70	20.392,71	20.888,72	21.384,73
13	800.006	19.831,63	20.328,09	20.824,54	21.321,02	21.817,48
14	800.006	19.831,63	20.328,09	20.824,54	21.321,02	21.817,48
15	817.390	20.262,57	20.759,47	21.256,37	21.753,30	22.250,20
16	817.390	20.262,57	20.759,47	21.256,37	21.753,30	22.250,20
17	834.775	20.693,53	21.190,88	21.688,23	22.185,60	22.682,95
18	834.775	20.693,53	21.190,88	21.688,23	22.185,60	22.682,95
19	852.159	21.124,47	21.622,26	22.120,08	22.617,88	23.115,70
20	852.159	21.124,47	21.622,26	22.120,08	22.617,88	23.115,70
21	869.560	21.555,83	22.054,54	22.553,23	23.051,94	23.550,63
22	869.560	21.555,83	22.054,54	22.553,23	23.051,94	23.550,63
23	887.015	21.988,53	22.489,37	22.990,22	23.491,08	23.991,93
24	887.015	21.988,53	22.489,37	22.990,22	23.491,08	23.991,93
25	904.467	22.421,15	22.924,18	23.427,18	23.930,20	24.433,20
26	904.467	22.421,15	22.924,18	23.427,18	23.930,20	24.433,20
27	921.921	22.853,82	23.358,98	23.864,16	24.369,32	24.874,50
28	921.921	22.853,82	23.358,98	23.864,16	24.369,32	24.874,50
29	939.374	23.286,47	23.793,81	24.301,13	24.808,47	25.315,78
30	939.374	23.286,47	23.793,81	24.301,13	24.808,47	25.315,78
31	942.935	23.374,75	23.970,34	24.565,93	25.161,52	25.757,10

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 11 (C.P. 319) au barème 5

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	676.120	16.760,58	17.199,82	17.639,09	18.078,33	18.517,60
1	697.890	17.300,24	17.956,19	18.612,14	19.268,09	19.924,05
2	708.312	17.558,60	18.149,95	18.741,32	19.332,67	19.924,05
3	721.354	17.881,90	18.473,57	19.065,27	19.656,94	20.248,64
4	721.354	17.881,90	18.473,57	19.065,27	19.656,94	20.248,64
5	735.268	18.226,82	18.840,45	19.454,09	20.067,72	20.681,36
6	735.268	18.226,82	18.840,45	19.454,09	20.067,72	20.681,36
7	771.717	19.130,36	20.217,06	21.303,75	22.390,46	23.477,15
8	771.717	19.130,36	20.217,06	21.303,75	22.390,46	23.477,15
9	790.951	19.607,16	20.740,16	21.873,16	23.006,16	24.139,15
10	794.511	19.695,41	20.916,66	22.137,91	23.359,18	24.580,43
11	813.745	20.172,21	21.439,74	22.707,29	23.974,82	25.242,38
12	813.745	20.172,21	21.439,74	22.707,29	23.974,82	25.242,38
13	832.979	20.649,01	21.962,85	23.276,68	24.590,54	25.904,38
14	832.979	20.649,01	21.962,85	23.276,68	24.590,54	25.904,38
15	852.212	21.125,78	22.485,93	23.846,04	25.206,19	26.566,33
16	852.212	21.125,78	22.485,93	23.846,04	25.206,19	26.566,33
17	871.446	21.602,58	23.009,03	24.415,45	25.821,88	27.228,30
18	871.446	21.602,58	23.009,03	24.415,45	25.821,88	27.228,30
19	890.680	22.079,38	23.532,11	24.984,82	26.437,55	27.890,28
20	890.680	22.079,38	23.532,11	24.984,82	26.437,55	27.890,28
21	909.913	22.556,15	24.055,19	25.554,20	27.053,24	28.552,25
22	909.913	22.556,15	24.055,19	25.554,20	27.053,24	28.552,25
23	929.148	23.032,98	24.578,30	26.123,59	27.668,91	29.214,23
24	929.148	23.032,98	24.578,30	26.123,59	27.668,91	29.214,23
25	948.381	23.509,75	25.101,38	26.692,98	28.284,60	29.876,20
26	948.381	23.509,75	25.101,38	26.692,98	28.284,60	29.876,20
27	967.615	23.986,55	25.624,46	27.262,34	28.900,25	30.538,15
28	967.615	23.986,55	25.624,46	27.262,34	28.900,25	30.538,15
29	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15
30	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15
31	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 11 (C.P. 319) au barème 7

(Maisons d'accueil : éducateur classe 3)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	667.354	16.543,27	16.765,26	16.987,23	17.209,19	17.431,15
1	688.222	17.060,58	17.476,87	17.893,15	18.309,44	18.725,73
2	700.017	17.352,97	17.738,69	18.124,41	18.510,16	18.895,88
3	711.812	17.645,36	18.000,52	18.355,70	18.710,85	19.066,01
4	713.185	17.679,39	18.068,59	18.457,80	18.847,00	19.236,19
5	724.981	17.971,81	18.330,44	18.689,06	19.047,72	19.406,34
6	726.354	18.005,85	18.398,51	18.791,17	19.183,84	19.576,50
7	741.619	18.384,25	18.724,86	19.065,47	19.406,05	19.746,65
8	742.992	18.418,29	18.792,93	19.167,55	19.542,19	19.916,81
9	758.258	18.796,72	19.119,28	19.441,84	19.764,43	20.086,99
10	763.644	18.930,24	19.386,34	19.842,44	20.298,54	20.754,64
11	779.184	19.315,47	19.726,28	20.137,09	20.547,89	20.958,70
12	780.831	19.356,29	19.807,93	20.259,57	20.711,21	21.162,84
13	796.371	19.741,52	20.147,87	20.554,22	20.960,59	21.366,93
14	798.017	19.782,32	20.229,52	20.676,70	21.123,87	21.571,05
15	813.557	20.167,55	20.569,46	20.971,35	21.373,26	21.775,17
16	815.203	20.208,35	20.651,09	21.093,81	21.536,52	21.979,23
17	830.744	20.593,61	20.991,05	21.388,50	21.785,92	22.183,37
18	832.391	20.634,43	21.072,68	21.510,94	21.949,21	22.387,46
19	847.930	21.019,64	21.412,62	21.805,61	22.198,59	22.591,58
20	849.577	21.060,46	21.494,25	21.928,07	22.361,86	22.795,67
21	865.116	21.445,67	21.834,19	22.222,71	22.611,24	22.999,76
22	866.763	21.486,49	21.915,85	22.345,20	22.774,55	23.203,90
23	882.303	21.871,72	22.255,81	22.639,87	23.023,93	23.407,99
24	883.980	21.913,29	22.338,90	22.764,53	23.190,14	23.615,77
25	899.552	22.299,31	22.680,45	23.061,61	23.442,75	23.823,91
26	901.231	22.340,93	22.763,72	23.186,52	23.609,30	24.032,09
27	916.803	22.726,95	23.105,26	23.483,60	23.861,91	24.240,22
28	918.483	22.768,60	23.188,56	23.608,51	24.028,47	24.448,42
29	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58
30	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58
31	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Services d'interprétation pour sourds

Passage du barème 12 (C.P. 319) au barème 6

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	682.045	16.907,45	17.147,71	17.387,95	17.628,20	17.868,44
1	703.816	17.447,14	17.904,06	18.361,00	18.817,94	19.274,89
2	714.240	17.705,55	18.097,86	18.490,20	18.882,55	19.274,89
3	727.282	18.028,85	18.421,51	18.814,18	19.206,84	19.599,50
4	727.282	18.028,85	18.421,51	18.814,18	19.206,84	19.599,50
5	740.821	18.364,47	18.781,43	19.198,36	19.615,32	20.032,25
6	740.821	18.364,47	18.781,43	19.198,36	19.615,32	20.032,25
7	757.852	18.786,66	19.314,43	19.842,22	20.369,98	20.897,77
8	757.852	18.786,66	19.314,43	19.842,22	20.369,98	20.897,77
9	789.148	19.562,47	20.112,69	20.662,89	21.213,09	21.763,29
10	792.640	19.649,03	20.285,77	20.922,51	21.559,28	22.196,01
11	823.065	20.403,25	21.040,76	21.678,29	22.315,82	22.953,35
12	823.065	20.403,25	21.040,76	21.678,29	22.315,82	22.953,35
13	853.534	21.158,56	21.797,95	22.437,36	23.076,76	23.716,17
14	853.534	21.158,56	21.797,95	22.437,36	23.076,76	23.716,17
15	884.079	21.915,75	22.558,96	23.202,14	23.845,32	24.488,51
16	884.079	21.915,75	22.558,96	23.202,14	23.845,32	24.488,51
17	914.625	22.672,96	23.319,94	23.966,92	24.613,87	25.260,85
18	914.625	22.672,96	23.319,94	23.966,92	24.613,87	25.260,85
19	945.172	23.430,20	24.080,95	24.731,72	25.382,46	26.033,23
20	945.172	23.430,20	24.080,95	24.731,72	25.382,46	26.033,23
21	975.718	24.187,42	24.841,96	25.496,49	26.151,01	26.805,54
22	975.718	24.187,42	24.841,96	25.496,49	26.151,01	26.805,54
23	1.006.264	24.944,63	25.602,94	26.261,27	26.919,58	27.577,88
24	1.006.264	24.944,63	25.602,94	26.261,27	26.919,58	27.577,88
25	1.036.810	25.701,85	26.363,95	27.026,05	27.688,14	28.350,24
26	1.036.810	25.701,85	26.363,95	27.026,05	27.688,14	28.350,24
27	1.067.355	26.459,04	27.124,91	27.790,80	28.456,66	29.122,56
28	1.067.355	26.459,04	27.124,91	27.790,80	28.456,66	29.122,56
29	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89
30	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89
31	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 13 (C.P. 319) au barème 5

(Maisons d'accueil : éducateur classe 2)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	696.962	17.277,24	17.587,33	17.897,42	18.207,51	18.517,60
1	716.993	17.773,79	18.311,35	18.848,93	19.386,49	19.924,05
2	725.677	17.989,06	18.472,80	18.956,57	19.440,31	19.924,05
3	736.979	18.269,23	18.764,08	19.258,95	19.753,79	20.248,64
4	736.979	18.269,23	18.764,08	19.258,95	19.753,79	20.248,64
5	750.893	18.614,15	19.130,96	19.647,77	20.164,55	20.681,36
6	750.893	18.614,15	19.130,96	19.647,77	20.164,55	20.681,36
7	783.872	19.431,68	20.443,04	21.454,42	22.465,77	23.477,15
8	783.872	19.431,68	20.443,04	21.454,42	22.465,77	23.477,15
9	799.636	19.822,46	20.901,61	21.980,79	23.059,97	24.139,15
10	803.196	19.910,71	21.078,14	22.245,57	23.413,00	24.580,43
11	818.958	20.301,44	21.536,69	22.771,92	24.007,15	25.242,38
12	818.958	20.301,44	21.536,69	22.771,92	24.007,15	25.242,38
13	838.193	20.778,26	22.059,80	23.341,33	24.622,84	25.904,38
14	838.193	20.778,26	22.059,80	23.341,33	24.622,84	25.904,38
15	857.426	21.255,04	22.582,88	23.910,69	25.238,51	26.566,33
16	857.426	21.255,04	22.582,88	23.910,69	25.238,51	26.566,33
17	876.660	21.731,83	23.105,96	24.480,06	25.854,18	27.228,30
18	876.660	21.731,83	23.105,96	24.480,06	25.854,18	27.228,30
19	895.894	22.208,63	23.629,06	25.049,47	26.469,87	27.890,28
20	895.894	22.208,63	23.629,06	25.049,47	26.469,87	27.890,28
21	915.128	22.685,43	24.152,14	25.618,83	27.085,54	28.552,25
22	915.128	22.685,43	24.152,14	25.618,83	27.085,54	28.552,25
23	934.361	23.162,20	24.675,22	26.188,22	27.701,23	29.214,23
24	934.361	23.162,20	24.675,22	26.188,22	27.701,23	29.214,23
25	953.596	23.639,03	25.198,33	26.757,60	28.316,90	29.876,20
26	953.596	23.639,03	25.198,33	26.757,60	28.316,90	29.876,20
27	972.829	24.115,80	25.721,38	27.326,99	28.932,57	30.538,15
28	972.829	24.115,80	25.721,38	27.326,99	28.932,57	30.538,15
29	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15
30	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15
31	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 14 (C.P. 319) au barème 5

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	728.223	18.052,18	18.168,54	18.284,87	18.401,24	18.517,60
1	749.994	18.591,87	18.924,91	19.257,96	19.591,00	19.924,05
2	760.417	18.850,25	19.118,69	19.387,13	19.655,60	19.924,05
3	773.459	19.173,55	19.442,34	19.711,10	19.979,87	20.248,64
4	773.459	19.173,55	19.442,34	19.711,10	19.979,87	20.248,64
5	787.374	19.518,49	19.809,20	20.099,93	20.390,63	20.681,36
6	787.374	19.518,49	19.809,20	20.099,93	20.390,63	20.681,36
7	823.824	20.422,06	21.185,82	21.949,61	22.713,37	23.477,15
8	823.824	20.422,06	21.185,82	21.949,61	22.713,37	23.477,15
9	918.880	22.778,44	23.118,62	23.458,81	23.798,97	24.139,15
10	922.440	22.866,69	23.295,12	23.723,56	24.151,99	24.580,43
11	948.624	23.515,77	23.947,43	24.379,06	24.810,72	25.242,38
12	948.624	23.515,77	23.947,43	24.379,06	24.810,72	25.242,38
13	974.803	24.164,74	24.599,64	25.034,57	25.469,47	25.904,38
14	974.803	24.164,74	24.599,64	25.034,57	25.469,47	25.904,38
15	1.000.986	24.813,79	25.251,92	25.690,05	26.128,20	26.566,33
16	1.000.986	24.813,79	25.251,92	25.690,05	26.128,20	26.566,33
17	1.027.168	25.462,83	25.904,20	26.345,58	26.786,93	27.228,30
18	1.027.168	25.462,83	25.904,20	26.345,58	26.786,93	27.228,30
19	1.053.351	26.111,89	26.556,49	27.001,08	27.445,68	27.890,28
20	1.053.351	26.111,89	26.556,49	27.001,08	27.445,68	27.890,28
21	1.079.534	26.760,95	27.208,77	27.656,59	28.104,43	28.552,25
22	1.079.534	26.760,95	27.208,77	27.656,59	28.104,43	28.552,25
23	1.105.717	27.410,01	27.861,05	28.312,12	28.763,16	29.214,23
24	1.105.717	27.410,01	27.861,05	28.312,12	28.763,16	29.214,23
25	1.131.899	28.059,04	28.513,33	28.967,62	29.421,91	29.876,20
26	1.131.899	28.059,04	28.513,33	28.967,62	29.421,91	29.876,20
27	1.158.082	28.708,10	29.165,62	29.623,13	30.080,64	30.538,15
28	1.158.082	28.708,10	29.165,62	29.623,13	30.080,64	30.538,15
29	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15
30	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15
31	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 15 (C.P. 319) au barème 6

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	745.237	18.473,94	18.473,94	18.473,94	18.473,94	18.473,94
1	762.123	18.892,54	18.988,12	19.083,71	19.179,30	19.274,89
2	772.546	19.150,92	19.181,90	19.212,89	19.243,90	19.274,89
3	785.589	19.474,24	19.505,55	19.536,86	19.568,19	19.599,50
4	785.589	19.474,24	19.505,55	19.536,86	19.568,19	19.599,50
5	799.503	19.819,16	19.872,43	19.925,71	19.978,98	20.032,25
6	799.503	19.819,16	19.872,43	19.925,71	19.978,98	20.032,25
7	820.380	20.336,69	20.476,95	20.617,23	20.757,49	20.897,77
8	820.380	20.336,69	20.476,95	20.617,23	20.757,49	20.897,77
9	855.148	21.198,57	21.339,74	21.480,94	21.622,12	21.763,29
10	858.639	21.285,10	21.512,84	21.740,56	21.968,30	22.196,01
11	892.536	22.125,39	22.332,38	22.539,37	22.746,36	22.953,35
12	892.536	22.125,39	22.332,38	22.539,37	22.746,36	22.953,35
13	923.005	22.880,70	23.089,57	23.298,42	23.507,30	23.716,17
14	923.005	22.880,70	23.089,57	23.298,42	23.507,30	23.716,17
15	953.551	23.637,91	23.850,55	24.063,20	24.275,87	24.488,51
16	953.551	23.637,91	23.850,55	24.063,20	24.275,87	24.488,51
17	984.096	24.395,10	24.611,54	24.827,97	25.044,41	25.260,85
18	984.096	24.395,10	24.611,54	24.827,97	25.044,41	25.260,85
19	1.014.642	25.152,32	25.372,55	25.592,78	25.813,00	26.033,23
20	1.014.642	25.152,32	25.372,55	25.592,78	25.813,00	26.033,23
21	1.045.188	25.909,53	26.133,53	26.357,53	26.581,55	26.805,54
22	1.045.188	25.909,53	26.133,53	26.357,53	26.581,55	26.805,54
23	1.075.732	26.666,70	26.894,51	27.122,30	27.350,09	27.577,88
24	1.075.732	26.666,70	26.894,51	27.122,30	27.350,09	27.577,88
25	1.106.279	27.423,94	27.655,50	27.887,08	28.118,66	28.350,24
26	1.106.279	27.423,94	27.655,50	27.887,08	28.118,66	28.350,24
27	1.136.824	28.181,13	28.416,48	28.651,86	28.887,21	29.122,56
28	1.136.824	28.181,13	28.416,48	28.651,86	28.887,21	29.122,56
29	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89
30	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89
31	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 15 (C.P. 319) au barème 1

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	814.235	20.184,36	21.894,80	23.605,24	25.315,66	27.026,10
1	835.343	20.707,61	22.618,28	24.528,94	26.439,60	28.350,27
2	845.766	20.965,99	22.812,05	24.658,12	26.504,21	28.350,27
3	865.759	21.461,61	23.480,30	25.499,00	27.517,67	29.536,36
4	865.759	21.461,61	23.480,30	25.499,00	27.517,67	29.536,36
5	885.751	21.957,19	24.148,52	26.339,83	28.531,16	30.722,46
6	885.751	21.957,19	24.148,52	26.339,83	28.531,16	30.722,46
7	909.214	22.538,83	24.881,27	27.223,69	29.566,14	31.908,56
8	909.214	22.538,83	24.881,27	27.223,69	29.566,14	31.908,56
9	946.569	23.464,83	25.872,30	28.279,74	30.687,21	33.094,65
10	950.130	23.553,11	26.048,83	28.544,52	31.040,24	33.535,95
11	987.485	24.479,11	27.039,85	29.600,59	32.161,31	34.722,05
12	987.485	24.479,11	27.039,85	29.600,59	32.161,31	34.722,05
13	1.021.370	25.319,10	27.966,36	30.613,61	33.260,89	35.908,15
14	1.021.370	25.319,10	27.966,36	30.613,61	33.260,89	35.908,15
15	1.055.254	26.159,06	28.892,86	31.626,65	34.360,45	37.094,24
16	1.055.254	26.159,06	28.892,86	31.626,65	34.360,45	37.094,24
17	1.089.137	26.999,00	29.819,34	32.639,67	35.460,00	38.280,34
18	1.089.137	26.999,00	29.819,34	32.639,67	35.460,00	38.280,34
19	1.123.021	27.838,96	30.745,84	33.652,69	36.559,56	39.466,43
20	1.123.021	27.838,96	30.745,84	33.652,69	36.559,56	39.466,43
21	1.156.905	28.678,93	31.672,34	34.665,73	37.659,14	40.652,55
22	1.156.905	28.678,93	31.672,34	34.665,73	37.659,14	40.652,55
23	1.190.788	29.518,86	32.598,82	35.678,77	38.758,70	41.838,65
24	1.190.788	29.518,86	32.598,82	35.678,77	38.758,70	41.838,65
25	1.215.103	30.121,62	33.050,88	35.980,13	38.909,39	41.838,65
26	1.215.103	30.121,62	33.050,88	35.980,13	38.909,39	41.838,65
27	1.239.417	30.724,34	33.502,93	36.281,50	39.060,09	41.838,65
28	1.239.417	30.724,34	33.502,93	36.281,50	39.060,09	41.838,65
29	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65
30	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65
31	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 15 (C.P. 319) au barème 2

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	804.953	19.954,26	21.434,61	22.914,93	24.395,28	25.875,60
1	823.643	20.417,58	22.038,23	23.658,88	25.279,51	26.900,17
2	834.066	20.675,96	22.232,01	23.788,06	25.344,11	26.900,17
3	850.531	21.084,11	22.725,32	24.366,52	26.007,72	27.648,93
4	850.531	21.084,11	22.725,32	24.366,52	26.007,72	27.648,93
5	866.995	21.492,24	23.218,60	24.944,98	26.671,34	28.397,69
6	866.995	21.492,24	23.218,60	24.944,98	26.671,34	28.397,69
7	886.930	21.986,42	23.776,43	25.566,42	27.356,44	29.146,45
8	886.930	21.986,42	23.776,43	25.566,42	27.356,44	29.146,45
9	920.756	22.824,95	24.592,53	26.360,08	28.127,66	29.895,22
10	924.317	22.913,22	24.769,05	26.624,86	28.480,69	30.336,52
11	958.144	23.751,77	25.585,14	27.418,54	29.251,91	31.085,28
12	958.144	23.751,77	25.585,14	27.418,54	29.251,91	31.085,28
13	988.500	24.504,27	26.336,73	28.169,16	30.001,61	31.834,07
14	988.500	24.504,27	26.336,73	28.169,16	30.001,61	31.834,07
15	1.018.856	25.256,78	27.088,29	28.919,80	30.751,34	32.582,85
16	1.018.856	25.256,78	27.088,29	28.919,80	30.751,34	32.582,85
17	1.049.210	26.009,24	27.839,83	29.670,43	31.501,00	33.331,59
18	1.049.210	26.009,24	27.839,83	29.670,43	31.501,00	33.331,59
19	1.079.566	26.761,74	28.591,39	30.421,02	32.250,67	34.080,33
20	1.079.566	26.761,74	28.591,39	30.421,02	32.250,67	34.080,33
21	1.109.922	27.514,25	29.342,96	31.171,69	33.000,40	34.829,14
22	1.109.922	27.514,25	29.342,96	31.171,69	33.000,40	34.829,14
23	1.140.276	28.266,70	30.094,52	31.922,32	33.750,11	35.577,90
24	1.140.276	28.266,70	30.094,52	31.922,32	33.750,11	35.577,90
25	1.170.632	29.019,21	30.846,09	32.672,94	34.499,81	36.326,66
26	1.170.632	29.019,21	30.846,09	32.672,94	34.499,81	36.326,66
27	1.200.988	29.771,71	31.597,65	33.423,58	35.249,52	37.075,45
28	1.200.988	29.771,71	31.597,65	33.423,58	35.249,52	37.075,45
29	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45
30	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45
31	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 15 (C.P. 319) au barème 4

(Maisons d'accueil : éducateur classe 1)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	758.099	18.792,78	19.111,62	19.430,44	19.749,28	20.068,12
1	780.308	19.343,33	19.889,74	20.436,12	20.982,53	21.528,91
2	790.731	19.601,71	20.083,52	20.565,32	21.047,10	21.528,91
3	806.392	19.989,94	20.536,96	21.083,99	21.630,99	22.178,02
4	806.392	19.989,94	20.536,96	21.083,99	21.630,99	22.178,02
5	822.052	20.378,14	20.990,38	21.602,63	22.214,88	22.827,13
6	822.052	20.378,14	20.990,38	21.602,63	22.214,88	22.827,13
7	861.664	21.360,09	22.523,75	23.687,44	24.851,10	26.014,79
8	861.664	21.360,09	22.523,75	23.687,44	24.851,10	26.014,79
9	894.790	22.181,26	23.305,14	24.429,01	25.552,89	26.676,76
10	898.350	22.269,51	23.481,64	24.693,79	25.905,91	27.118,04
11	931.477	23.090,71	24.263,05	25.435,36	26.607,70	27.780,01
12	931.477	23.090,71	24.263,05	25.435,36	26.607,70	27.780,01
13	961.133	23.825,86	24.979,88	26.133,93	27.287,95	28.441,99
14	961.133	23.825,86	24.979,88	26.133,93	27.287,95	28.441,99
15	990.788	24.560,99	25.696,72	26.832,47	27.968,19	29.103,94
16	1.009.185	25.017,04	26.608,82	28.200,62	29.792,39	31.384,19
17	1.038.839	25.752,15	27.325,65	28.899,15	30.472,63	32.046,14
18	1.038.839	25.752,15	27.325,65	28.899,15	30.472,63	32.046,14
19	1.068.495	26.487,30	28.042,48	29.597,69	31.152,88	32.708,09
20	1.068.495	26.487,30	28.042,48	29.597,69	31.152,88	32.708,09
21	1.098.150	27.222,43	28.759,34	30.296,26	31.833,17	33.370,09
22	1.098.150	27.222,43	28.759,34	30.296,26	31.833,17	33.370,09
23	1.127.804	27.957,53	29.476,18	30.994,80	32.513,42	34.032,04
24	1.127.804	27.957,53	29.476,18	30.994,80	32.513,42	34.032,04
25	1.157.460	28.692,68	30.193,03	31.693,36	33.193,71	34.694,04
26	1.157.460	28.692,68	30.193,03	31.693,36	33.193,71	34.694,04
27	1.187.116	29.427,84	30.909,87	32.391,92	33.873,96	35.356,01
28	1.187.116	29.427,84	30.909,87	32.391,92	33.873,96	35.356,01
29	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01
30	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01
31	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 16 (C.P. 319) au barème 4

(Maisons d'accueil : assistant social)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	787.044	19.510,31	19.649,75	19.789,22	19.928,66	20.068,12
1	810.985	20.103,79	20.460,07	20.816,36	21.172,64	21.528,91
2	823.140	20.405,11	20.686,05	20.967,01	21.247,95	21.528,91
3	840.532	20.836,24	21.171,69	21.507,12	21.842,57	22.178,02
4	840.532	20.836,24	21.171,69	21.507,12	21.842,57	22.178,02
5	866.611	21.482,73	21.818,82	22.154,91	22.491,03	22.827,13
6	866.611	21.482,73	21.818,82	22.154,91	22.491,03	22.827,13
7	913.171	22.636,92	23.481,39	24.325,84	25.170,32	26.014,79
8	913.171	22.636,92	23.481,39	24.325,84	25.170,32	26.014,79
9	1.019.243	25.266,37	25.618,98	25.971,56	26.324,16	26.676,76
10	1.022.803	25.354,62	25.795,48	26.236,33	26.677,19	27.118,04
11	1.048.986	26.003,68	26.447,76	26.891,84	27.335,94	27.780,01
12	1.048.986	26.003,68	26.447,76	26.891,84	27.335,94	27.780,01
13	1.075.169	26.652,74	27.100,04	27.547,37	27.994,67	28.441,99
14	1.075.169	26.652,74	27.100,04	27.547,37	27.994,67	28.441,99
15	1.101.351	27.301,78	27.752,32	28.202,87	28.653,39	29.103,94
16	1.119.748	27.757,83	28.664,42	29.571,02	30.477,59	31.384,19
17	1.145.931	28.406,89	29.316,71	30.226,50	31.136,32	32.046,14
18	1.217.716	30.186,39	30.651,34	31.116,26	31.581,21	32.046,14
19	1.243.899	30.835,45	31.303,60	31.771,77	32.239,92	32.708,09
20	1.243.899	30.835,45	31.303,60	31.771,77	32.239,92	32.708,09
21	1.270.082	31.484,51	31.955,90	32.427,30	32.898,69	33.370,09
22	1.270.082	31.484,51	31.955,90	32.427,30	32.898,69	33.370,09
23	1.296.265	32.133,57	32.608,19	33.082,80	33.557,42	34.032,04
24	1.296.265	32.133,57	32.608,19	33.082,80	33.557,42	34.032,04
25	1.322.448	32.782,63	33.260,49	33.738,33	34.216,20	34.694,04
26	1.322.448	32.782,63	33.260,49	33.738,33	34.216,20	34.694,04
27	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
28	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
29	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
30	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
31	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 17 (C.P. 319) au barème 3

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	853.248	21.151,47	21.245,84	21.340,19	21.434,56	21.528,91
1	868.909	21.539,69	21.699,29	21.858,85	22.018,45	22.178,02
2	879.332	21.798,07	21.893,06	21.988,06	22.083,02	22.178,02
3	894.993	22.186,30	22.346,51	22.506,72	22.666,91	22.827,13
4	894.993	22.186,30	22.346,51	22.506,72	22.666,91	22.827,13
5	931.135	23.082,23	23.815,38	24.548,50	25.281,64	26.014,79
6	931.135	23.082,23	23.815,38	24.548,50	25.281,64	26.014,79
7	950.368	23.559,01	24.338,46	25.117,89	25.897,34	26.676,76
8	953.929	23.647,28	24.514,96	25.382,66	26.250,34	27.118,04
9	987.056	24.468,48	25.296,37	26.124,23	26.952,12	27.780,01
10	987.056	24.468,48	25.296,37	26.124,23	26.952,12	27.780,01
11	1.020.182	25.289,65	26.077,73	26.865,83	27.653,91	28.441,99
12	1.020.182	25.289,65	26.077,73	26.865,83	27.653,91	28.441,99
13	1.049.837	26.024,78	26.794,56	27.564,37	28.334,16	29.103,94
14	1.068.234	26.480,83	27.706,66	28.932,52	30.158,35	31.384,19
15	1.097.890	27.215,98	28.423,52	29.631,06	30.838,60	32.046,14
16	1.097.890	27.215,98	28.423,52	29.631,06	30.838,60	32.046,14
17	1.127.545	27.951,11	29.140,35	30.329,60	31.518,84	32.708,09
18	1.127.545	27.951,11	29.140,35	30.329,60	31.518,84	32.708,09
19	1.157.200	28.686,24	29.857,21	31.028,16	32.199,14	33.370,09
20	1.157.200	28.686,24	29.857,21	31.028,16	32.199,14	33.370,09
21	1.186.856	29.421,39	30.574,05	31.726,70	32.879,38	34.032,04
22	1.186.856	29.421,39	30.574,05	31.726,70	32.879,38	34.032,04
23	1.216.511	30.156,52	31.290,91	32.425,29	33.559,65	34.694,04
24	1.216.511	30.156,52	31.290,91	32.425,29	33.559,65	34.694,04
25	1.246.166	30.891,65	32.007,74	33.123,83	34.239,92	35.356,01
26	1.246.166	30.891,65	32.007,74	33.123,83	34.239,92	35.356,01
27	1.270.481	31.494,40	32.459,80	33.425,19	34.390,62	35.356,01
28	1.270.481	31.494,40	32.459,80	33.425,19	34.390,62	35.356,01
29	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01
30	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01
31	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 17 (C.P. 319) au barème 1

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	897.599	22.250,90	23.444,70	24.638,51	25.832,29	27.026,10
1	918.707	22.774,15	24.168,18	25.562,21	26.956,24	28.350,27
2	929.130	23.032,53	24.361,96	25.691,39	27.020,84	28.350,27
3	949.123	23.528,14	25.030,21	26.532,27	28.034,30	29.536,36
4	949.123	23.528,14	25.030,21	26.532,27	28.034,30	29.536,36
5	969.116	24.023,76	25.698,45	27.373,12	29.047,79	30.722,46
6	969.116	24.023,76	25.698,45	27.373,12	29.047,79	30.722,46
7	992.578	24.605,37	26.431,18	28.256,96	30.082,77	31.908,56
8	992.578	24.605,37	26.431,18	28.256,96	30.082,77	31.908,56
9	1.029.934	25.531,40	27.422,20	29.313,04	31.203,85	33.094,65
10	1.033.495	25.619,67	27.598,73	29.577,81	31.556,87	33.535,95
11	1.070.849	26.545,65	28.589,76	30.633,86	32.677,94	34.722,05
12	1.070.849	26.545,65	28.589,76	30.633,86	32.677,94	34.722,05
13	1.104.734	27.385,64	29.516,26	31.646,88	33.777,53	35.908,15
14	1.104.734	27.385,64	29.516,26	31.646,88	33.777,53	35.908,15
15	1.138.618	28.225,60	30.442,76	32.659,92	34.877,08	37.094,24
16	1.138.618	28.225,60	30.442,76	32.659,92	34.877,08	37.094,24
17	1.172.502	29.065,57	31.369,24	33.672,94	35.976,64	38.280,34
18	1.172.502	29.065,57	31.369,24	33.672,94	35.976,64	38.280,34
19	1.206.386	29.905,53	32.295,74	34.685,98	37.076,20	39.466,43
20	1.206.386	29.905,53	32.295,74	34.685,98	37.076,20	39.466,43
21	1.240.270	30.745,49	33.222,24	35.699,02	38.175,78	40.652,55
22	1.240.270	30.745,49	33.222,24	35.699,02	38.175,78	40.652,55
23	1.274.154	31.585,45	34.148,75	36.712,06	39.275,36	41.838,65
24	1.274.154	31.585,45	34.148,75	36.712,06	39.275,36	41.838,65
25	1.298.468	32.188,18	34.600,80	37.013,40	39.426,03	41.838,65
26	1.298.468	32.188,18	34.600,80	37.013,40	39.426,03	41.838,65
27	1.322.782	32.790,91	35.052,86	37.314,79	39.576,72	41.838,65
28	1.322.782	32.790,91	35.052,86	37.314,79	39.576,72	41.838,65
29	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65
30	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65
31	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 17 (C.P. 319) au barème 2

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	888.317	22.020,80	22.984,51	23.948,20	24.911,91	25.875,60
1	907.007	22.484,12	23.588,13	24.692,15	25.796,15	26.900,17
2	917.430	22.742,50	23.781,91	24.821,33	25.860,75	26.900,17
3	933.895	23.150,65	24.275,22	25.399,79	26.524,36	27.648,93
4	933.895	23.150,65	24.275,22	25.399,79	26.524,36	27.648,93
5	950.360	23.558,81	24.768,53	25.978,25	27.187,97	28.397,69
6	950.360	23.558,81	24.768,53	25.978,25	27.187,97	28.397,69
7	970.294	24.052,96	25.326,34	26.599,69	27.873,07	29.146,45
8	970.294	24.052,96	25.326,34	26.599,69	27.873,07	29.146,45
9	1.004.121	24.891,51	26.142,43	27.393,37	28.644,30	29.895,22
10	1.007.682	24.979,78	26.318,95	27.658,15	28.997,32	30.336,52
11	1.041.508	25.818,31	27.135,04	28.451,81	29.768,54	31.085,28
12	1.041.508	25.818,31	27.135,04	28.451,81	29.768,54	31.085,28
13	1.071.864	26.570,81	27.886,63	29.202,43	30.518,25	31.834,07
14	1.071.864	26.570,81	27.886,63	29.202,43	30.518,25	31.834,07
15	1.102.220	27.323,32	28.638,20	29.953,07	31.267,98	32.582,85
16	1.102.220	27.323,32	28.638,20	29.953,07	31.267,98	32.582,85
17	1.132.575	28.075,80	29.389,76	30.703,70	32.017,65	33.331,59
18	1.132.575	28.075,80	29.389,76	30.703,70	32.017,65	33.331,59
19	1.162.931	28.828,31	30.141,30	31.454,32	32.767,31	34.080,33
20	1.162.931	28.828,31	30.141,30	31.454,32	32.767,31	34.080,33
21	1.193.287	29.580,81	30.892,89	32.204,96	33.517,06	34.829,14
22	1.193.287	29.580,81	30.892,89	32.204,96	33.517,06	34.829,14
23	1.223.642	30.333,29	31.644,45	32.955,61	34.266,74	35.577,90
24	1.223.642	30.333,29	31.644,45	32.955,61	34.266,74	35.577,90
25	1.253.997	31.085,77	32.395,99	33.706,23	35.016,45	36.326,66
26	1.253.997	31.085,77	32.395,99	33.706,23	35.016,45	36.326,66
27	1.284.353	31.838,28	33.147,58	34.456,85	35.766,15	37.075,45
28	1.284.353	31.838,28	33.147,58	34.456,85	35.766,15	37.075,45
29	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45
30	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45
31	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 18 (C.P. 319) au barème 2

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	917.840	22.752,66	23.533,40	24.314,14	25.094,86	25.875,60
1	936.530	23.215,97	24.137,02	25.058,07	25.979,12	26.900,17
2	946.954	23.474,38	24.330,82	25.187,27	26.043,72	26.900,17
3	963.418	23.882,51	24.824,13	25.765,73	26.707,33	27.648,93
4	963.418	23.882,51	24.824,13	25.765,73	26.707,33	27.648,93
5	979.882	24.290,64	25.317,42	26.344,17	27.370,94	28.397,69
6	979.882	24.290,64	25.317,42	26.344,17	27.370,94	28.397,69
7	999.818	24.784,84	25.875,25	26.965,66	28.056,04	29.146,45
8	999.818	24.784,84	25.875,25	26.965,66	28.056,04	29.146,45
9	1.033.644	25.623,37	26.691,34	27.759,29	28.827,27	29.895,22
10	1.037.205	25.711,64	26.867,87	28.024,07	29.180,29	30.336,52
11	1.071.032	26.550,19	27.683,96	28.817,75	29.951,51	31.085,28
12	1.071.032	26.550,19	27.683,96	28.817,75	29.951,51	31.085,28
13	1.101.388	27.302,70	28.435,54	29.568,39	30.701,22	31.834,07
14	1.101.388	27.302,70	28.435,54	29.568,39	30.701,22	31.834,07
15	1.131.744	28.055,20	29.187,11	30.319,01	31.450,95	32.582,85
16	1.131.744	28.055,20	29.187,11	30.319,01	31.450,95	32.582,85
17	1.162.099	28.807,68	29.938,67	31.069,64	32.200,63	33.331,59
18	1.162.099	28.807,68	29.938,67	31.069,64	32.200,63	33.331,59
19	1.192.454	29.560,16	30.690,21	31.820,23	32.950,28	34.080,33
20	1.192.454	29.560,16	30.690,21	31.820,23	32.950,28	34.080,33
21	1.222.810	30.312,67	31.441,77	32.570,90	33.700,01	34.829,14
22	1.222.810	30.312,67	31.441,77	32.570,90	33.700,01	34.829,14
23	1.253.166	31.065,17	32.193,34	33.321,53	34.449,71	35.577,90
24	1.253.166	31.065,17	32.193,34	33.321,53	34.449,71	35.577,90
25	1.283.521	31.817,65	32.944,90	34.072,17	35.199,42	36.326,66
26	1.283.521	31.817,65	32.944,90	34.072,17	35.199,42	36.326,66
27	1.313.877	32.570,16	33.696,49	34.822,82	35.949,12	37.075,45
28	1.313.877	32.570,16	33.696,49	34.822,82	35.949,12	37.075,45
29	1.338.192	33.172,91	34.148,55	35.124,18	36.099,82	37.075,45
30	1.338.192	33.172,91	34.148,55	35.124,18	36.099,82	37.075,45
31	1.362.506	33.775,64	34.600,61	35.425,55	36.250,51	37.075,45

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour le secteur :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 18 (C.P. 319) au barème 1

Ancienneté	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	927.123	22.982,78	23.993,61	25.004,42	26.015,26	27.026,10
1	948.229	23.505,98	24.717,07	25.928,13	27.139,21	28.350,27
2	958.653	23.764,39	24.910,85	26.057,33	27.203,79	28.350,27
3	978.646	24.260,00	25.579,09	26.898,18	28.217,27	29.536,36
4	978.646	24.260,00	25.579,09	26.898,18	28.217,27	29.536,36
5	998.639	24.755,61	26.247,31	27.739,04	29.230,74	30.722,46
6	998.639	24.755,61	26.247,31	27.739,04	29.230,74	30.722,46
7	1.022.103	25.337,27	26.980,09	28.622,90	30.265,74	31.908,56
8	1.022.103	25.337,27	26.980,09	28.622,90	30.265,74	31.908,56
9	1.059.457	26.263,25	27.971,12	29.678,95	31.386,82	33.094,65
10	1.063.018	26.351,53	28.147,64	29.943,73	31.739,84	33.535,95
11	1.100.374	27.277,56	29.138,67	30.999,80	32.860,91	34.722,05
12	1.100.374	27.277,56	29.138,67	30.999,80	32.860,91	34.722,05
13	1.134.258	28.117,52	30.065,17	32.012,82	33.960,50	35.908,15
14	1.134.258	28.117,52	30.065,17	32.012,82	33.960,50	35.908,15
15	1.168.142	28.957,48	30.991,67	33.025,86	35.060,05	37.094,24
16	1.168.142	28.957,48	30.991,67	33.025,86	35.060,05	37.094,24
17	1.202.026	29.797,45	31.918,18	34.038,88	36.159,61	38.280,34
18	1.202.026	29.797,45	31.918,18	34.038,88	36.159,61	38.280,34
19	1.235.909	30.637,38	32.844,65	35.051,90	37.259,17	39.466,43
20	1.235.909	30.637,38	32.844,65	35.051,90	37.259,17	39.466,43
21	1.269.793	31.477,35	33.771,15	36.064,96	38.358,75	40.652,55
22	1.269.793	31.477,35	33.771,15	36.064,96	38.358,75	40.652,55
23	1.303.677	32.317,31	34.697,66	37.077,98	39.458,33	41.838,65
24	1.303.677	32.317,31	34.697,66	37.077,98	39.458,33	41.838,65
25	1.327.992	32.920,06	35.149,72	37.379,34	39.609,00	41.838,65
26	1.327.992	32.920,06	35.149,72	37.379,34	39.609,00	41.838,65
27	1.352.307	33.522,81	35.601,77	37.680,73	39.759,69	41.838,65
28	1.352.307	33.522,81	35.601,77	37.680,73	39.759,69	41.838,65
29	1.376.621	34.125,54	36.053,83	37.982,10	39.910,39	41.838,65
30	1.376.621	34.125,54	36.053,83	37.982,10	39.910,39	41.838,65
31	1.400.936	34.728,30	36.505,89	38.283,46	40.061,06	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Services d'interprétation pour sourds

Passage du barème 19 (C.P. 319) au barème 2

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	945.630	23.441,56	24.050,06	24.658,56	25.267,09	25.875,60
1	964.319	23.904,84	24.653,68	25.402,49	26.151,33	26.900,17
2	974.743	24.163,25	24.847,48	25.531,69	26.215,93	26.900,17
3	991.207	24.571,38	25.340,77	26.110,15	26.879,54	27.648,93
4	991.207	24.571,38	25.340,77	26.110,15	26.879,54	27.648,93
5	1.007.672	24.979,54	25.834,07	26.688,61	27.543,15	28.397,69
6	1.007.672	24.979,54	25.834,07	26.688,61	27.543,15	28.397,69
7	1.027.605	25.473,66	26.391,86	27.310,06	28.228,26	29.146,45
8	1.027.605	25.473,66	26.391,86	27.310,06	28.228,26	29.146,45
9	1.061.433	26.312,24	27.207,98	28.103,71	28.999,48	29.895,22
10	1.064.993	26.400,49	27.384,50	28.368,51	29.352,50	30.336,52
11	1.098.821	27.239,06	28.200,62	29.162,17	30.123,72	31.085,28
12	1.098.821	27.239,06	28.200,62	29.162,17	30.123,72	31.085,28
13	1.129.176	27.991,54	28.952,18	29.912,82	30.873,43	31.834,07
14	1.129.176	27.991,54	28.952,18	29.912,82	30.873,43	31.834,07
15	1.159.531	28.744,02	29.703,74	30.663,44	31.623,16	32.582,85
16	1.159.531	28.744,02	29.703,74	30.663,44	31.623,16	32.582,85
17	1.189.887	29.496,53	30.455,28	31.414,06	32.372,81	33.331,59
18	1.189.887	29.496,53	30.455,28	31.414,06	32.372,81	33.331,59
19	1.220.242	30.249,01	31.206,84	32.164,68	33.122,49	34.080,33
20	1.220.242	30.249,01	31.206,84	32.164,68	33.122,49	34.080,33
21	1.250.598	31.001,51	31.958,43	32.915,33	33.872,25	34.829,14
22	1.250.598	31.001,51	31.958,43	32.915,33	33.872,25	34.829,14
23	1.280.954	31.754,02	32.710,00	33.665,95	34.621,93	35.577,90
24	1.280.954	31.754,02	32.710,00	33.665,95	34.621,93	35.577,90
25	1.311.310	32.506,53	33.461,56	34.416,59	35.371,63	36.326,66
26	1.311.310	32.506,53	33.461,56	34.416,59	35.371,63	36.326,66
27	1.341.665	33.259,01	34.213,12	35.167,24	36.121,33	37.075,45
28	1.341.665	33.259,01	34.213,12	35.167,24	36.121,33	37.075,45
29	1.365.980	33.861,76	34.665,18	35.468,61	36.272,03	37.075,45
30	1.365.980	33.861,76	34.665,18	35.468,61	36.272,03	37.075,45
31	1.390.294	34.464,49	35.117,22	35.769,97	36.422,70	37.075,45

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Passage du barème 19 (C.P. 319) au barème 1

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	954.912	23.671,65	24.510,25	25.348,87	26.187,47	27.026,10
1	976.018	24.194,85	25.233,73	26.272,57	27.311,42	28.350,27
2	986.442	24.453,26	25.427,50	26.401,78	27.376,02	28.350,27
3	1.006.435	24.948,87	26.095,73	27.242,61	28.389,49	29.536,36
4	1.006.435	24.948,87	26.095,73	27.242,61	28.389,49	29.536,36
5	1.026.428	25.444,49	26.763,97	28.083,46	29.402,97	30.722,46
6	1.026.428	25.444,49	26.763,97	28.083,46	29.402,97	30.722,46
7	1.049.890	26.026,09	27.496,70	28.967,33	30.437,93	31.908,56
8	1.049.890	26.026,09	27.496,70	28.967,33	30.437,93	31.908,56
9	1.087.246	26.952,12	28.487,75	30.023,38	31.559,03	33.094,65
10	1.090.806	27.040,37	28.664,28	30.288,18	31.912,05	33.535,95
11	1.128.162	27.966,41	29.655,30	31.344,23	33.033,13	34.722,05
12	1.128.162	27.966,41	29.655,30	31.344,23	33.033,13	34.722,05
13	1.162.046	28.806,37	30.581,81	32.357,27	34.132,71	35.908,15
14	1.162.046	28.806,37	30.581,81	32.357,27	34.132,71	35.908,15
15	1.195.929	29.646,31	31.508,28	33.370,29	35.232,26	37.094,24
16	1.195.929	29.646,31	31.508,28	33.370,29	35.232,26	37.094,24
17	1.229.813	30.486,27	32.434,79	34.383,30	36.331,82	38.280,34
18	1.229.813	30.486,27	32.434,79	34.383,30	36.331,82	38.280,34
19	1.263.697	31.326,23	33.361,29	35.396,34	37.431,38	39.466,43
20	1.263.697	31.326,23	33.361,29	35.396,34	37.431,38	39.466,43
21	1.297.581	32.166,19	34.287,79	36.409,39	38.530,96	40.652,55
22	1.297.581	32.166,19	34.287,79	36.409,39	38.530,96	40.652,55
23	1.331.466	33.006,18	35.214,29	37.422,40	39.630,54	41.838,65
24	1.331.466	33.006,18	35.214,29	37.422,40	39.630,54	41.838,65
25	1.355.780	33.608,91	35.666,35	37.723,79	39.781,21	41.838,65
26	1.355.780	33.608,91	35.666,35	37.723,79	39.781,21	41.838,65
27	1.380.095	34.211,66	36.118,41	38.025,16	39.931,90	41.838,65
28	1.380.095	34.211,66	36.118,41	38.025,16	39.931,90	41.838,65
29	1.404.410	34.814,41	36.570,47	38.326,52	40.082,60	41.838,65
30	1.404.410	34.814,41	36.570,47	38.326,52	40.082,60	41.838,65
31	1.428.723	35.417,12	37.022,50	38.627,88	40.233,27	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Services d'accompagnement

Services d'interprétation pour sourds

Passage du barème 20 (C.P. 319) au barème 1

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	997.461	24.726,41	25.301,33	25.876,24	26.451,18	27.026,10
1	1.025.514	25.421,83	26.153,93	26.886,04	27.618,16	28.350,27
2	1.042.883	25.852,39	26.476,86	27.101,33	27.725,80	28.350,27
3	1.069.822	26.520,19	27.274,24	28.028,28	28.782,32	29.536,36
4	1.069.822	26.520,19	27.274,24	28.028,28	28.782,32	29.536,36
5	1.103.274	27.349,45	28.192,68	29.035,94	29.879,20	30.722,46
6	1.103.274	27.349,45	28.192,68	29.035,94	29.879,20	30.722,46
7	1.138.460	28.221,69	29.143,40	30.065,12	30.986,84	31.908,56
8	1.138.460	28.221,69	29.143,40	30.065,12	30.986,84	31.908,56
9	1.180.593	29.266,14	30.223,25	31.180,39	32.137,51	33.094,65
10	1.184.153	29.354,39	30.399,78	31.445,17	32.490,56	33.535,95
11	1.226.287	30.398,86	31.479,65	32.560,44	33.641,26	34.722,05
12	1.226.287	30.398,86	31.479,65	32.560,44	33.641,26	34.722,05
13	1.266.684	31.400,28	32.527,25	33.654,20	34.781,17	35.908,15
14	1.266.684	31.400,28	32.527,25	33.654,20	34.781,17	35.908,15
15	1.307.081	32.401,69	33.574,85	34.747,98	35.921,11	37.094,24
16	1.307.081	32.401,69	33.574,85	34.747,98	35.921,11	37.094,24
17	1.347.479	33.403,13	34.622,42	35.841,73	37.061,02	38.280,34
18	1.347.479	33.403,13	34.622,42	35.841,73	37.061,02	38.280,34
19	1.387.876	34.404,55	35.670,02	36.935,49	38.200,96	39.466,43
20	1.387.876	34.404,55	35.670,02	36.935,49	38.200,96	39.466,43
21	1.486.786	36.856,46	37.805,47	38.754,51	39.703,52	40.652,55
22	1.486.786	36.856,46	37.805,47	38.754,51	39.703,52	40.652,55
23	1.468.671	36.407,40	37.765,22	39.123,03	40.480,84	41.838,65
24	1.468.671	36.407,40	37.765,22	39.123,03	40.480,84	41.838,65
25	1.484.085	36.789,51	38.051,80	39.314,08	40.576,38	41.838,65
26	1.484.085	36.789,51	38.051,80	39.314,08	40.576,38	41.838,65
27	1.499.499	37.171,61	38.338,37	39.505,13	40.671,89	41.838,65
28	1.499.499	37.171,61	38.338,37	39.505,13	40.671,89	41.838,65
29	1.514.913	37.553,71	38.624,96	39.696,18	40.767,43	41.838,65
30	1.514.913	37.553,71	38.624,96	39.696,18	40.767,43	41.838,65
31	1.530.327	37.935,82	38.911,52	39.887,23	40.862,94	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Services d'accompagnement

Services d'interprétation pour sourds

Passage du barème 20 (C.P. 319) au barème 2

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	988.179	24.496,32	24.841,14	25.185,96	25.530,78	25.875,60
1	1.013.814	25.131,79	25.573,89	26.015,98	26.458,07	26.900,17
2	1.031.184	25.562,38	25.896,82	26.231,27	26.565,71	26.900,17
3	1.054.594	26.142,70	26.519,25	26.895,80	27.272,38	27.648,93
4	1.054.594	26.142,70	26.519,25	26.895,80	27.272,38	27.648,93
5	1.084.517	26.884,47	27.262,78	27.641,09	28.019,38	28.397,69
6	1.084.517	26.884,47	27.262,78	27.641,09	28.019,38	28.397,69
7	1.116.175	27.669,26	28.038,57	28.407,85	28.777,17	29.146,45
8	1.116.175	27.669,26	28.038,57	28.407,85	28.777,17	29.146,45
9	1.154.780	28.626,25	28.943,48	29.260,73	29.577,96	29.895,22
10	1.158.340	28.714,50	29.120,00	29.525,51	29.931,01	30.336,52
11	1.196.945	29.671,49	30.024,94	30.378,38	30.731,83	31.085,28
12	1.196.945	29.671,49	30.024,94	30.378,38	30.731,83	31.085,28
13	1.233.814	30.585,45	30.897,62	31.209,77	31.521,92	31.834,07
14	1.233.814	30.585,45	30.897,62	31.209,77	31.521,92	31.834,07
15	1.270.684	31.499,43	31.770,28	32.041,13	32.312,00	32.582,85
16	1.270.684	31.499,43	31.770,28	32.041,13	32.312,00	32.582,85
17	1.307.552	32.413,37	32.642,94	32.872,49	33.102,04	33.331,59
18	1.307.552	32.413,37	32.642,94	32.872,49	33.102,04	33.331,59
19	1.344.421	33.327,33	33.515,58	33.703,83	33.892,08	34.080,33
20	1.344.421	33.327,33	33.515,58	33.703,83	33.892,08	34.080,33
21	1.381.291	34.241,31	34.388,26	34.535,21	34.682,19	34.829,14
22	1.381.291	34.241,31	34.388,26	34.535,21	34.682,19	34.829,14
23	1.418.160	35.155,27	35.260,92	35.366,57	35.472,25	35.577,90
24	1.418.160	35.155,27	35.260,92	35.366,57	35.472,25	35.577,90
25	1.439.615	35.687,12	35.847,01	36.006,88	36.166,77	36.326,66
26	1.439.615	35.687,12	35.847,01	36.006,88	36.166,77	36.326,66
27	1.461.070	36.218,98	36.433,08	36.647,22	36.861,32	37.075,45
28	1.461.070	36.218,98	36.433,08	36.647,22	36.861,32	37.075,45
29	1.476.484	36.601,08	36.719,67	36.838,27	36.956,86	37.075,45
30	1.476.484	36.601,08	36.719,67	36.838,27	36.956,86	37.075,45
31	1.491.898	36.983,19	37.006,24	37.029,32	37.052,37	37.075,45

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Services d'accompagnement

Services d'interprétation pour sourds

Passage du barème 21 (C.P. 319) au barème 1

(Maisons d'accueil : directeur universitaire)

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	1.040.011	25.781,20	26.092,43	26.403,64	26.714,87	27.026,10
1	1.075.009	26.648,78	27.074,14	27.499,52	27.924,88	28.350,27
2	1.098.347	27.227,31	27.508,05	27.788,79	28.069,53	28.350,27
3	1.133.207	28.091,47	28.452,70	28.813,90	29.175,13	29.536,36
4	1.133.207	28.091,47	28.452,70	28.813,90	29.175,13	29.536,36
5	1.180.117	29.254,34	29.621,37	29.988,40	30.355,43	30.722,46
6	1.180.117	29.254,34	29.621,37	29.988,40	30.355,43	30.722,46
7	1.227.028	30.417,23	30.790,06	31.162,89	31.535,73	31.908,56
8	1.227.028	30.417,23	30.790,06	31.162,89	31.535,73	31.908,56
9	1.273.939	31.580,12	31.958,76	32.337,39	32.716,02	33.094,65
10	1.277.499	31.668,37	32.135,28	32.602,16	33.069,07	33.535,95
11	1.324.410	32.831,27	33.303,97	33.776,66	34.249,37	34.722,05
12	1.324.410	32.831,27	33.303,97	33.776,66	34.249,37	34.722,05
13	1.371.320	33.994,13	34.472,64	34.951,15	35.429,64	35.908,15
14	1.371.320	33.994,13	34.472,64	34.951,15	35.429,64	35.908,15
15	1.418.231	35.157,03	35.641,34	36.125,62	36.609,93	37.094,24
16	1.418.231	35.157,03	35.641,34	36.125,62	36.609,93	37.094,24
17	1.465.142	36.319,92	36.810,01	37.300,12	37.790,23	38.280,34
18	1.465.142	36.319,92	36.810,01	37.300,12	37.790,23	38.280,34
19	1.512.052	37.482,79	37.978,70	38.474,61	38.970,52	39.466,43
20	1.512.052	37.482,79	37.978,70	38.474,61	38.970,52	39.466,43
21	1.558.963	38.645,68	39.147,42	39.649,13	40.150,84	40.652,55
22	1.558.963	38.645,68	39.147,42	39.649,13	40.150,84	40.652,55
23	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
24	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
25	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
26	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
27	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
28	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
29	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
30	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
31	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65

Annexe I NM - Section b

Barèmes intermédiaires pour les secteurs :

Maisons d'accueil

Centres de jour et Centres d'hébergement

Passage du barème 24 (C.P. 319) au barème 5

(Maisons d'accueil : éducateur classe 2 (ex II))

Ancienneté	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	696.962	17.277,24	17.587,33	17.897,42	18.207,51	18.517,60
1	718.732	17.816,90	18.343,67	18.870,47	19.397,25	19.924,05
2	729.155	18.075,28	18.537,48	18.999,65	19.461,85	19.924,05
3	742.196	18.398,56	18.861,08	19.323,60	19.786,12	20.248,64
4	742.196	18.398,56	18.861,08	19.323,60	19.786,12	20.248,64
5	756.110	18.743,48	19.227,94	19.712,42	20.196,88	20.681,36
6	756.110	18.743,48	19.227,94	19.712,42	20.196,88	20.681,36
7	792.559	19.647,02	20.604,56	21.562,08	22.519,61	23.477,15
8	792.559	19.647,02	20.604,56	21.562,08	22.519,61	23.477,15
9	811.792	20.123,80	21.127,64	22.131,49	23.135,31	24.139,15
10	815.353	20.212,07	21.304,17	22.396,24	23.488,33	24.580,43
11	834.587	20.688,87	21.827,25	22.965,62	24.104,00	25.242,38
12	834.587	20.688,87	21.827,25	22.965,62	24.104,00	25.242,38
13	853.821	21.165,67	22.350,35	23.535,01	24.719,69	25.904,38
14	853.821	21.165,67	22.350,35	23.535,01	24.719,69	25.904,38
15	873.054	21.642,44	22.873,41	24.104,37	25.335,36	26.566,33
16	873.054	21.642,44	22.873,41	24.104,37	25.335,36	26.566,33
17	892.288	22.119,24	23.396,51	24.673,78	25.951,03	27.228,30
18	892.288	22.119,24	23.396,51	24.673,78	25.951,03	27.228,30
19	911.522	22.596,04	23.919,59	25.243,15	26.566,72	27.890,28
20	911.522	22.596,04	23.919,59	25.243,15	26.566,72	27.890,28
21	922.942	22.879,13	24.297,41	25.715,71	27.133,98	28.552,25
22	922.942	22.879,13	24.297,41	25.715,71	27.133,98	28.552,25
23	934.363	23.162,25	24.675,25	26.188,24	27.701,23	29.214,23
24	934.363	23.162,25	24.675,25	26.188,24	27.701,23	29.214,23
25	953.597	23.639,05	25.198,33	26.757,63	28.316,90	29.876,20
26	953.597	23.639,05	25.198,33	26.757,63	28.316,90	29.876,20
27	972.830	24.115,83	25.721,41	27.326,99	28.932,57	30.538,15
28	972.830	24.115,83	25.721,41	27.326,99	28.932,57	30.538,15
29	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15
30	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15
31	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15

Annexe II NM – Tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées

FONCTION	DIPLOME OU QUALIFICATION	ECHELLEBAREMIQUE	
Directeur, coordinateur et sous-directeur	Universitaire	1.80	1
Psychologue, criminologue, kinésithérapeute, sociologue, juriste, sexologue...	Universitaire	1.80	1
Médecin généraliste	Docteur en médecine	1.80	1
Médecin généraliste pour la politique des handicapés	Docteur en médecine	22 de la CP 319/2	11
Médecin spécialiste (psychiatre...)	Docteur en médecine avec spécialisation	1.80	1
Médecin spécialiste (psychiatre...) pour la politique des handicapés	Docteur en médecine avec spécialisation	23 de la CP 319/2	12
Directeur, coordinateur ou coordinateur pédagogique, sous-directeur, éducateur-chef de groupe	ESNU ou assimilé	1.78 S	2
Chef éducateur	ESNU	1.55/1.61/1.77 (+2 ans)	3
Personnel administratif : Econome, comptable, secrétaire de direction...	ESNU ou assimilé	1.55/1.61/1.77	4
Educateur classe 1, formateur classe 1, accompagnateur classe 1 et technicien classe 1; gradué paramédical, assistant social, assistant psychologue, infirmier, infirmier social, responsable de formation et conseiller conjugal classe 1	ESNU ou assimilé	1.55/1.61/1.77	4
Educateur classe 2, formateur classe 2, accompagnateur classe 2 et technicien classe 2; infirmier breveté	CESS ou assimilé	1.43/1.55	5
Secrétaire, assistant administratif ou comptable, conseiller conjugal classe 2	CESS ou assimilé	1.39	6
Educateur classe 3, formateur classe 3 et technicien classe 3; Aide familial et senior; puéricultrice	6 P ou certificat de formation aide familial ou assimilé	1.35	7
Auxiliaire administratif	CESI	1.26	9
Educateur classe 4	CESI	1.26	9
Chef d'équipe	certificat de qualification ou certificat d'apprentissage IFPME	1.40	8
Ouvrier qualifié, chauffeur	certificat de qualification ou certificat d'apprentissage IFPME	1.26	9
Ouvrier et aide ménager	pas d'exigence particulière	1.22	10

Annexe III NM : Fonctions subventionnées par secteur - diplômes requis et conditions d'accès

1. Secteur du Planning familial

- Psychologue, sexologue et juriste : universitaire
- Assistant social ou infirmier social : ESNU
- Conseiller conjugal : ESNU ou CESS avec certificat de formation
- Assistant administratif, accueillant (en extinction) : CESS

2. Secteur CASG

- Coordinateur : ESNU
- Assistant social : ESNU
- Assistant administratif : CESS ou assimilé

3. Secteur Maisons d'accueil

- Directeur : universitaire
- Directeur : ESNU à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique avec 3 ans d'ancienneté dans le secteur
- Assistant social et infirmier : ESNU
- Educateur classe 1 : ESNU à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique.
- Educateur classe 2 : CESS
- Educateur classe 3 : 6 P à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou certificat de formation d'aide familial ou assimilé selon l'arrêté "aide à domicile".
- Educateur classe 4 : CESI

4. Secteur Toxicomanie

- Psychiatre : docteur en médecine avec spécialisation
- Médecin généraliste : docteur en médecine
- Psychologue, criminologue, sociologue, licencié en communication, philosophe, kinésithérapeute : universitaire
- Assistant, assistant en psychologie ou auxiliaire social et infirmier : ESNU
- Secrétaire : CESS

5. Secteur Services de Santé mentale

- Psychiatre et pédopsychiatre : docteur en médecine avec spécialisation
- Logopède, kinésithérapeute, psychologue, criminologue, sociologue : universitaire
- Assistant ou auxiliaire social, infirmier, infirmier social, assistant en psychologie, logopède, ergothérapeute et kinésithérapeute : ESNU
- Secrétaire : CESS

6. Secteur Télé accueil

- Directeur : universitaire (psychologue, criminologue, sociologue) ou ESNU à orientation psycho-médico-social.
- Responsable de la formation : universitaire ou ESNU à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication
- Secrétaire : CESS

7. Secteur Maisons médicales

- Fonction d'accueil : ESNU ou CESS
- Fonction de santé communautaire : médecin généraliste, universitaire ou ESNU à orientation sociale, paramédicale, psychologique ou pédagogique.

8. Secteur Centres de coordination et de soins à domicile

- Directeur : universitaire ou ESNU
- Assistant administratif : CESS
- Agent de coordination : ESNU à orientation sociale, paramédicale ou psychologique.

9. Secteur Services de soins palliatifs et continués

- Universitaire : à orientation psychologique, médico sociale
- ESNU : à orientation psycho-médico-sociale
- Secrétaire CESS

10. Secteur Insertion socioprofessionnelle

- Coordinateur pédagogique : ESNU ou assimilés (CESS + 10 ans d'expérience utile)
- Formateur classe 1 : ESNU ou assimilés (CESS + 6 ans d'expérience utile ou CESI + 9 ans d'expérience utile)
- Formateur classe 2 : CESS ou assimilés (6 ans d'expérience utile)

Par expérience utile, on entend :

- Pour les formateurs : une expérience au sein d'une entreprise du secteur professionnel concerné par les formations dispensées dans la réalisation de tâches impliquant un niveau de responsabilité suffisant.
- Pour les coordinateurs pédagogiques : avoir assumé durant une période de dix ans des tâches liées à cette fonction (conception et construction de systèmes de formation, développement de dispositifs adaptés aux orientations et objectifs à atteindre, coordination et gestion des actions et projets de formation)

11. Secteur Centres de jour et Centres d'hébergement

- Directeur : universitaire à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31.12.00); ESNU à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique et 3 ans d'expérience dans le secteur du handicap ou directeur subsidié au 31/12/00.

- Sous-directeur : universitaire à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique, ou ESNU à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).

- Médecin généraliste : docteur en médecine, chirurgie et accouchement.
- Médecin spécialiste : docteur en médecine, chirurgie et accouchement et titre de spécialisation.
- Psychologue : universitaire.
- Psychopédagogue : universitaire.
- Pédagogue : universitaire.
- Assistant en psychologie : ESNU.
- Fonctions paramédicales : universitaire (kinésithérapeute ou logopède), ou ESNU (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiologue, orthoptiste).
- Assistant social : ESNU.
- Infirmier gradué : ESNU.
- Infirmier gradué social : ESNU.
- Infirmier breveté : brevet d'infirmier ou d'assistant en soins hospitaliers.
- Educateur-chef de groupe : chef-éducateur ayant au moins une année de service dans cette fonction.
- Chef-éducateur : diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).
- Educateur - Classe 1 : ESNU à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
- Educateur - classe 2 : CESS ou assimilé (éducateur classe IIA ou IIB au 31.12.00).
- Educateur - classe 3 : 6 P à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou certificat de formation d'aide familiale ou assimilé dans l'arrêté "Aide à domicile".
- Educateur - classe 4 : CESI.
- Secrétaire de direction : ESNU octroyant ce titre.
- Comptable : ESNU à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1^{re} classe au 31.12.00).
- Assistant comptable : CESS à orientation économique.
- Assistant administratif : CESS ou assimilé (rédacteur ou économiste au 31.12.00).
- Auxiliaire administratif : CESI.
- Technicien classe 1 : ESNU à orientation électronique ou informatique.
- Technicien classe 2 : CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille).
- Technicien classe 3 : 6 P à orientation technique.
- Ouvrier chef d'équipe : ouvrier qualifié ayant la responsabilité d'une équipe d'ouvriers.
- Ouvrier qualifié : certificat de qualification ou certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.
- Ouvrier : pas d'exigence particulière.

12. secteur services d'accompagnement

- Directeur : universitaire à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique; ESNU à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale ou artistique et 3 ans d'expérience dans le secteur du handicap.
- Accompagnateur classe 1 : ESNU à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
- Accompagnateur classe 2 : CESS.
- Psychologue : universitaire.
- Pédagogue : universitaire.
- Psychopédagogue : universitaire.
- Licencié en sciences familiales et sexologiques : universitaire.
- Licencié en sciences médico-sociales et hospitalières : universitaire.
- Infirmier gradué social : ESNU.
- Puéricultrice : brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6^e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire.
- Assistant en psychologie : ESNU.
- Assistant social : ESNU.
- Médecin spécialiste : médecin généraliste avec spécialisation.
- Secrétaire de direction : ESNU octroyant ce titre.
- Comptable : ESNU à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand.
- Assistant administratif : CESS.
- Ouvrier qualifié : certificat de qualification ou certificat d'apprentissage délivré par l'IFPME.

13. Secteur service interprétation sourds

- Directeur : universitaire ou ESNU.
- Assistant administratif : CESS.

Annexe IV NM - Reconnaissance et calcul de l'ancienneté

1. Sont admissibles les périodes prestées par le travailleur, en Belgique ou à l'étranger, dans un emploi à temps plein ou à temps partiel au sein des institutions, agréées ou subventionnées qui relèvent des secteurs de la santé, de l'aide aux personnes, de la politique des personnes handicapées, des politiques de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, de l'éducation permanente, de la culture, de l'enseignement et de l'insertion socioprofessionnelle.

2. Toutes les fonctions occupées sont prises en considération, sans distinction.

3. Pour le personnel administratif et comptable et pour les ouvriers, les jours de travail et assimilés acquis par le travailleur auprès d'employeurs, en Belgique ou à l'étranger, ressortissant à un autre secteur que ceux cités ci-dessus sont aussi pris en compte, peu importe la fonction occupée, avec un maximum de dix ans.

4. On entend par période de travail :

- les périodes de travail effectivement prestées couvertes par un contrat de travail ou par le statut régi par le droit public;
- les jours assimilés définis à l'article 24 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les samedis, dimanche et jours de récupération, les périodes d'écartement, de congé d'accouchement et parental, les jours de maladie de longue durée, les jours de pause-carrière ou crédit-temps.

5. Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à temps plein.

6. Pour fixer l'ancienneté, les périodes de travail et jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois complets.

Annexe V NM : calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages.

La subvention individuelle pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages est composée des éléments suivants :

1. Rémunération barémique brute

Cette rémunération barémique brute s'obtient en multipliant le montant obtenu dans l'échelle correspondant à la fonction subventionnée et à l'ancienneté reconnue, par un coefficient égal à l'index en cours divisé par l'index au 1^{er} juillet 2000 et multiplié par le temps de travail en ETP.

2. Prime de fin d'année

a) Le montant de la prime de fin d'année se compose de deux parties forfaitaires majorées d'une partie variable.

1° D'une part une prime annuelle non indexée de 6 511 F (161,40 euro) est attribuée à partir du 1^{er} janvier 2005.

1/5 de cette prime est octroyée en 2001

2/5 de cette prime est octroyée en 2002

3/5 de cette prime est octroyée en 2003

4/5 de cette prime est octroyée en 2004

2° D'autre part une partie forfaitaire, calculée conformément à l'application de l'article 5, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 octroyant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du trésor public, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 1987 est octroyée.

Cette partie forfaitaire s'obtient en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage est calculé à 4 décimales. Cette partie forfaitaire s'élève à 11 243,869 F (278,73 euros) pour l'année 2000.

3° La partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée on entend : le produit de la multiplication de la rémunération brute indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée par 12, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

b) Pour les travailleurs à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé une année civile complète, le montant des primes est calculé au prorata de leurs prestations.

3. Intervention dans les frais de transports domicile/travail

Cette intervention est calculée conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

4. Pécule de vacances

Le pécule est calculé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

5. Cotisation patronale de sécurité sociale

Celle-ci est calculée conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

6. Assurance loi

Le montant pris en considération est celui calculé sur base des justificatifs fournis par le service, au prorata du nombre d'ETP subventionnés.

7. Médecine du travail

Le montant pris en considération est celui calculé sur base des justificatifs fournis par le service, au prorata du nombre d'ETP subventionnés.

8. Vêtements de travail

Cette intervention est octroyée dans les secteurs où elle est imposée par des dispositions légales et conformément à celles-ci.

9. Allocation de foyer-résidence :

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 779 001 F (19.310,95 euros). Son montant est fixé à 35 400 F (877,54 euros).

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 888 110 F (22.015,67 euros). Son montant est fixé à 17 700 F (438,77 euros).

Ces montants sont réduits au prorata du temps de travail réellement presté par le travailleur.

Le passage d'une allocation à l'autre et la disparition de l'allocation ne peuvent entraîner une diminution de la rémunération annuelle brute du travailleur. S'il échète, la différence est attribuée sous forme d'une allocation partielle.

Ces montants sont liés à l'index du 1^{er} juillet 2000.

10. Pécule de sortie

C'est le pécule de vacances payé anticipativement au travailleur en fin de contrat. Les indemnités de préavis ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention que pour les préavis prestés.

11. Suppléments pour prestations irrégulières

a) secteur des maisons d'accueil

- en ce qui concerne le personnel éducatif ou social :

1° un supplément de salaire de 26 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le samedi de 6 h à 20 h.

2° Un supplément de salaire de 56 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le dimanche ou les jours fériés légaux de 0 h à 24 h.

3° Un supplément de salaire de 35 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées la nuit entre 20 h et 6 h à partir du 1^{er} janvier 2005.

Ce supplément est de : 27 % en 2001

29 % en 2002

31 % en 2003

33 % en 2004

4° Les gardes appelables du personnel de direction ou d'encadrement sont rémunérées à raison de 150 F (3,72 euros) par heure, avec un maximum de 1.650 F (40,90 euros) par 24 heures. Les subventions pour gardes appelables ne sont pas cumulables pour une même période avec les suppléments de salaire, pour prestations de nuit, de week-end et jours fériés du personnel visé aux points 1° à 3°. Elles sont limitées à une personne par maison et par 24 heures.

- en ce qui concerne le personnel ne faisant pas partie du cadre agréé :

5° les suppléments de salaire du personnel ne faisant pas partie du cadre agréé mais indispensable au fonctionnement de la maison et justifié dans le projet collectif, sont pris en considération pour le calcul des subventions pour frais de rémunération, suivant les dispositions prévues aux points 1° et 2°.

b) secteurs des centres de jour et d'hébergement pour personnes handicapées et des services d'accompagnement

- en ce qui concerne le personnel éducatif, social, paramédical ou ouvrier :

Les points 1°, 2° et 3° du a) sont d'application.

Une indemnité de séjour fixée à 1 000 F (24,79 euros) est octroyée pour chaque période de présence de 24 h par jour dans le centre de vacances avec un maximum de 30 jours par an, à l'exception du premier jour et du dernier jour de séjour. Cette indemnité est octroyée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires durant les séjours extérieurs organisé par le centre.

c) autres secteurs

Des suppléments pour prestations irrégulières peuvent être octroyées lorsqu'ils correspondent à des obligations décrétales ou normatives. Ils sont calculés sur base des sursalaires fixés ci-dessus au point a) 1°, 2° et 3°.

12. Charges patronales des médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la santé mentale et la toxicomanie

Dans les secteurs de la toxicomanie et de la santé mentale, les charges patronales réelles prévues par la présente annexe pour les médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres sont prises en considération.

ANNEXE VI NM : documents relatifs aux demandes d'agrément

La demande d'agrément comprend les documents suivants :

1° un document mentionnant des renseignements relatifs à l'identification du pouvoir organisateur de l'association notamment le nom de la ou des personnes habilitées à représenter l'association et

- les statuts actualisés publiés au *Moniteur belge*;

- la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration;

- le numéro de compte du service;

2° une note spécifiant de quelle manière il est répondu aux missions générales et particulières assumées par l'association;

3° un document indiquant la composition sollicitée de l'équipe, la fonction, la qualification, la formation et la durée de prestations de ses membres;

4° un document mentionnant le nom de la ou des personnes chargées au sein de l'équipe de la direction médicale s'il échet, et de la coordination générale de l'association;

5° un document mentionnant l'adresse du siège social et du ou des sièges d'activités;

6° une attestation délivrée par le service incendie datant de moins d'un an;

7° un document attestant que l'association a souscrit une assurance en responsabilité civile et est couverte pour l'année en cours;

8° un document attestant que l'association a souscrit une assurance incendie et est couverte pour l'année en cours;

9° un document décrivant, s'il échet, les services de garde ainsi que les systèmes d'urgence;

10° un document mentionnant les heures d'ouverture de l'association;

Le dossier ainsi complété doit être certifié sincère, complet et conforme. Il doit être daté et signé par la ou les personnes habilitées à représenter l'association.

Les annexes I NM, II NM, III NM, IV NM, V NM et VI NM sont vues pour être annexées à l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 de la commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Bruxelles, le 18 octobre 2001.

Par le Collège :

Le Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

E. TOMAS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Fonction publique,

F.-X. de DONNEA

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse,

D. GOSUIN

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés,

W. DRAPS

Le Membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

A. HUTCHINSON

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2002 — 2361

[C — 2002/31287]

18 OKTOBER 2001. — Besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Het College,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen zoals gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidies van de centra voor gezinsplanning;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2001;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten actief op het gebied van druggebruik zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2001;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2001;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2001;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen zoals gewijzigd door het decreet van 12 juli 2001;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 maart 1978 tot bepaling van de regels, voor het Brussels Gewest, voor de erkenning van de centra voor maatschappelijke dienstverlening en voor de toekenning van toelagen aan deze centra, gewijzigd door het decreet van 7 november 1997;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 maart 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 december 2000;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997 en 31 mei 2001;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten actief op het gebied van druggebruik, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 november 1997 en 24 juni 1999;

Gelet op het toepassingsbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden en de regels voor de erkenning en de subsidiëring van de organismen die in het raam van de gecoördineerde voorzieningen voor de socio-professionele inschakeling beroepsopleidingsactiviteiten uitoefenen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten actief op het gebied van druggebruik;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 september 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 februari 2000 betreffende de erkenning, de tegemoetkoming en de subsidiëring van erkende ondernemingen met aangepast werk;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

Gelet op het advies van de afdelingen « Ambulante diensten », « Huisvesting », « Thuishulp en thuisverpleging » en « Gehandicapten » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, verstrekt op 10 juli 2001;

Gelet op het advies van de organisaties die de werknemers en de werkgevers vertegenwoordigen in de Franstalige sector van de socio-professionele inschakeling, verenigd in paritair overleg, verstrekt op 9 juli 2001;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 11 juli 2001;

Gelet op de instemming van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 18 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van het College omtrent het verzoek om een advies van de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies 32.042/4 van de Raad van State, verstrekt op 3 oktober 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Voorzitter van het College en na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. In dit besluit moet worden verstaan onder :

- « non-profit » decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector;

- decreet « medische huizen » : het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « planning » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning;

- decreet « geestelijke gezondheidszorg » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « druggebruik » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten actief op het gebied van druggebruik zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « SPI » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 1995 betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling;

- decreet « CGSA » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « coördinatie en palliatieve zorg » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « gehandicapten » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

- decreet « opvangtehuizen » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen zoals gewijzigd door het « non-profit » decreet;

- decreet « thuishulp » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

- besluit « maatschappelijke dienstverlening » : het koninklijk besluit van 14 maart 1978 tot bepaling van de regels, voor het Brussels Gewest, voor de erkenning van de centra voor maatschappelijke dienstverlening en voor de toekenning van toelagen aan deze centra zoals gewijzigd;

- besluit « planning » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 maart 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning zoals gewijzigd;

- besluit « druggebruik » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten actief op het gebied van druggebruik zoals gewijzigd;

- besluit « geestelijke gezondheidszorg » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg zoals gewijzigd;

- besluit « SPI » : het toepassingsbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden en de regels voor de erkenning en de subsidiëring van de organismen die in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor de socio-professionele inschakeling beroepsopleidingsactiviteiten uitoefenen;

- besluit « CGSA » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 september 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

- besluit « coördinatie en palliatieve zorg » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg;

- besluit « dagcentra en onthaalcentra » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1999 tot vaststelling van de wijze van subsidiëring van de dagcentra en de onthaalcentra voor gehandicapten;

- besluit « diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

- besluit « thuishulp » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

- besluit « opvangtehuizen » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

Art. 3. In dit besluit moet worden verstaan onder :

- College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- Bestuur : de diensten van het College;
- VTE : voltijds equivalent;
- Medisch huis : geïntegreerde gezondheidsvereniging;
- Organisme : organisme voor socio-professionele inschakeling;
- Bijlage I NM, II NM, III NM, IV NM, V NM, VI NM : de alzo genummerde bijlagen van dit besluit;
- HOBV : houder van een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit;
- HSO : houder van een diploma van hoger secundair onderwijs;
- LSO : houder van een diploma van lager secundair onderwijs;
- 6B : werknemer die met vrucht het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs heeft voleindigd.

TITEL II. — Erkennings- en subsidiëringnormen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de diensten actief op het gebied van druggebruik

Art. 4. Artikel 12 van het besluit «druggebruik» wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elke verandering aan het maatschappelijk doel, de taken en de maatschappelijke zetels brengt een wijziging van de erkenning mee ».

Art. 5. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk 5 van het besluit «druggebruik» wordt als volgt gewijzigd : de woorden "veranderlijk gedeelte" worden vervangen door de woorden "aanvullende middelen".

Art. 6. Artikel 52 van het besluit «druggebruik» wordt vervangen door de volgende bepaling : «De aanvullende middelen bedoeld in artikel 31 van het decreet «druggebruik» in termen van VTE en werkingskosten worden als volgt berekend in functie van :

1. het aantal personen dat wordt opgevangen

van 201 tot 500 + 0,5 VTE

van 501 tot 1 000 + 1 VTE

meer dan 1 000 + 1,5 VTE

2. het aantal activiteitenplaatsen

twee activiteitenplaatsen + 0,5 VTE

drie of meer activiteitenplaatsen + 1 VTE

Wanneer het bijkomend personeel halftijds werkt in twee activiteitenplaatsen, heeft het recht op 100.003 BEF (2.479 euro) werkingskosten. Wanneer het bijkomend personeel halftijds werkt in drie of meer activiteitenplaatsen, heeft het recht op 200 005 BEF (4.958 euro) werkingskosten. Wanneer het bijkomend personeel voltijds werkt in twee activiteitenplaatsen, heeft het recht op 200 005 BEF (4.958 euro) werkingskosten. Wanneer het bijkomend personeel voltijds werkt in drie of meer activiteitenplaatsen, heeft het recht op 400 010 BEF (9.916 euro) werkingskosten.

3. de grootte van de financiële bijdragen vanwege andere instellingen

Het ontbreken van financiële bijdragen vanwege andere instellingen geeft recht op 0,5 bijkomende VTE en 100 003 BEF (2.479 euro) werkingskosten.

4. de specificiteit van het project en van de doelgroep :

- de 24 u./24 u. wachtdienst, de mobiliteit van het team, de uitoefening van taken in ziekenhuizen en gevangenisvenen geven recht op maximaal 2 bijkomende VTE en maximaal 1.199.991 BEF (29.747 euro) werkingskosten.

- het gelijktijdig uitoefenen van meerdere taken en het totaal aantal VTE van de erkende diensten geven recht op 0,5 VTE bij 4 taken, 1 VTE bij 5 taken en 1,5 VTE bij 6 taken. Wanneer het team 2 à 3 VTE omvat, heeft het recht op 100 003 BEF (2.479 euro) bijkomende werkingskosten. Wanneer het team meer dan 3 VTE omvat, heeft het recht op 200 005 BEF (4.958 euro) bijkomende werkingskosten.

Art. 7. Artikel 53 van het besluit «druggebruik» wordt vervangen door de volgende bepaling : "de bijkomende werkingskosten beschreven in artikel 52 worden geplafonneerd op 1 499 999 BEF (37.184 euro) per dienst".

Art. 8. Leden 2 en 3 van artikel 54 van het besluit «druggebruik» worden vervangen door de volgende bepaling :

« Bij de eindberekening moet er een verantwoording van de inning en de bestemming van de ontvangsten van de dienst worden gevoegd ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de diensten voor geestelijke gezondheidszorg*

Art. 9. Artikel 12 van het besluit «geestelijke gezondheidszorg» wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elke verandering aan het maatschappelijk doel, de taken en de maatschappelijke zetels brengt een wijziging van de erkenning mee ».

Art. 10. Artikel 39 van het besluit «geestelijke gezondheidszorg» wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Er worden aan de dienst voorschotten op subsidies toegekend in functie van de raming van de bezetting van de posten die het voorgaande jaar zijn erkend en van de raming van de index bepaald door het planbureau, van de opleidingskosten en van de werkingskosten. Het saldo van de subsidie van een jaar wordt uitgekeerd vóór 1 oktober van het volgende jaar ».

Art. 11. Artikel 42 van het besluit «geestelijke gezondheidszorg» wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De eindberekening van de subsidie wordt jaarlijks opgemaakt op basis van de bewijsstukken die door de dienst zijn bezorgd. Bij de eindberekening moet de verantwoording van de inning en de bestemming van de ontvangsten van de dienst worden gevoegd ».

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp*

Art. 12. In artikel 30 van het besluit «coördinatie en palliatieve zorg» wordt tussen leden 2 en 3 een lid gevoegd, luidend als volgt : "Bij de eindberekening moet de verantwoording van de inning en de bestemming van de ontvangsten van het centrum worden gevoegd".

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de diensten voor palliatieve zorg en nazorg*

Art. 13. Artikel 32 van het besluit «coördinatie en palliatieve zorg» wordt vervangen door de volgende bepaling : « De ervaring op het vlak van palliatieve zorg en nazorg moet minimaal 2 jaar bedragen of ondersteund worden door een inschrijving voor een specifieke opleiding in palliatieve zorg en nazorg ».

Art. 14. Artikel 35 van het besluit «coördinatie en palliatieve zorg» wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het erkende en gesubsidieerde team is als volgt samengesteld :

- voor categorie 1 : 0,25 universitair VTE en 0,5 secretariaats-VTE;
- voor categorie 2 : 0,75 universitair VTE en 0,5 secretariaats-VTE;
- voor categorie 3 : 0,5 universitair VTE en 1 HOBV-VTE;
- voor categorie 4 : 1,5 HOBV-VTE en 0,5 secretariaats-VTE;
- voor categorie 5 : 0,75 universitair VTE en 2,5 HOBV-VTE en 1 secretariaats-VTE.

De bekwaamheden die in aanmerking worden genomen voor het personeel van het erkende team zijn deze bedoeld in bijlage III NM. De werkingskosten bedragen minimaal 403 399 BEF (10.000 euro) waarbij per bijkomende opdracht 302 549 BEF (7.500 euro) moet worden gevoegd. Een deel van de werkingskosten kan worden aangewend voor de kosten voor wachtdiensten».

Art. 15. In artikel 36 van het besluit «coördinatie en palliatieve zorg» wordt tussen leden 2 en 3 een lid gevoegd, luidend als volgt : "Bij de eindberekening moet de verantwoording van de inning en de bestemming van de ontvangsten van de dienst worden gevoegd".

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de medische huizen**Afdeling 1. — Erkenningsnormen*

Art. 16. Overeenkomstig artikel 2, 2°, van het decreet « medische huizen », moet het onthaal minstens 38 uur per week worden verzekerd door bezoldigd personeel van het medische huis. De functie van gemeenschappelijke gezondheid moet halftijds worden verzekerd, hetzij door bezoldigd personeel van het medische huis, hetzij door hulp- of onafhankelijk personeel. De bekwaamheden die in aanmerking worden genomen voor het personeel van het erkende team zijn deze bedoeld in bijlage III NM

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 17. De erkenningsaanvraag voor een medisch huis moet worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het bestuur. Om ontvankelijk te zijn, moet zij de documenten en gegevens bevatten bedoeld in bijlage VI NM.

Art. 18. Binnen twee maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag deelt het bestuur het medische huis zijn beslissing mee aangaande de aanvraag of, bij onvolledigheid van deze laatste, verzoekt het de aanvraag aan te vullen.

Art. 19. Als de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het bestuur de erkenningsaanvraag en bezoekt het het medische huis om na te gaan of het beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden. De Minister legt de erkenningsaanvraag voor aan de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, zoals opgericht bij decreet van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997, hierna de Adviesraad genoemd, die een advies verstrekt binnen twee maanden nadat het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt. Is deze termijn verstreken, dan wordt de procedure bij gebrek aan advies verder gezet. Bij dringendheid kan de Minister een kortere termijn vaststellen.

Art. 20. Het College oordeelt over de erkenningsaanvraag en deelt zijn beslissing ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad mee aan het medische huis.

Elke beslissing tot weigering wordt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad per aangetekend schrijven meegedeeld.

Afdeling 3. — Vernieuwingsprocedure voor de erkenning

Art. 21. De vernieuwingsaanvraag moet ten laatste negen maanden voordat de lopende erkenning verstrijkt, bij ter post aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven worden bij het bestuur. Zij gaat vergezeld van in bijlage VI NM bedoelde documenten en gegevens die wijzigingen hebben ondergaan. Het medische huis behoudt zijn erkenning tot er wordt geoordeeld over de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning op grond van de procedure bepaald in de hierboven vermelde artikelen.

Afdeling 4. — Procedure tot wijziging, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 22. Elke verandering aan het maatschappelijk doel, de taken en de maatschappelijke zetels brengt een wijziging van de erkenning mee. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning verduidelijkt en motiveert het voorwerp van de wijziging. Het bestuur stelt het medische huis op de hoogte van de gegevens die nodig zijn om de aanvraag tot wijziging van de erkenning te onderzoeken op grond van de in afdeling 3 van dit hoofdstuk bedoelde regels die gelden voor de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning.

Art. 23. Als een bepaling van het decreet « medische huizen » of van dit besluit niet meer wordt nageleefd, stuurt het bestuur het medische huis een met redenen omkleed aangetekend schrijven toe, waarin het erop aandringt dat het medische huis zich binnen een termijn van twee maanden in regel stelt. Als na het verstrijken van deze termijn de toestand niet geregulariseerd is, dan stelt het bestuur aan de Minister voor de erkenning op te schorten, aan te passen of in te trekken.

Art. 24. De Minister stelt het medische huis er bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs van op de hoogte dat er een procedure loopt tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning. Vanaf de dag van deze bekendmaking beschikt het medische huis over een termijn van dertig dagen om bij de Minister een verantwoordingsnota in te dienen. Deze stuurt ze door naar de Adviesraad.

Van zodra de Adviesraad de verantwoordingsnota heeft ontvangen, kan een afgevaardigde van het medische huis, indien hij daarom verzoekt, door de Raad gehoord worden. De Adviesraad stelt de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast en brengt het medische huis hiervan bij ter post aangetekend schrijven op de hoogte. De persoon die door het medische huis als vertegenwoordiger is aangesteld, mag zich door een tweede persoon laten vergezellen. De Adviesraad maakt zijn advies aan de Minister bekend binnen drie maanden nadat het dossier aanhangig is gemaakt.

Art. 25. De beslissing van het College tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning wordt aan het medische huis bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs bekendgemaakt. De beslissing tot opschorting, wijziging of intrekking van de erkenning brengt met zich dat de subsidies aan het medische huis worden opgeschort, aangepast of ingetrokken ten laatste drie maanden na de dag waarop de beslissing werd bekendgemaakt. Het medische huis is verplicht de beslissing tot opschorting, wijziging of intrekking van de erkenning, door elk nuttig middel, van zodra deze werd bekendgemaakt, mee te delen aan de begunstigen of hun wettelijke vertegenwoordigers, aan het personeel en aan al wie het aanbelangt.

Afdeling 5. — Subsidiëringsnormen

Art. 26. De gesubsidieerde personeelsformatie wordt als volgt vastgesteld :

- 1 VTE voor de onthaalfunctie;
- 0,2 VTE of 300 uren per jaar voor de functie van gemeenschappelijke gezondheid.

Het personeel dat op 1 januari 2002 in functie is en niet beschikt over de in bijlage III NM bedoelde bekwaamheden blijft subsidieerbaar in de functie die het op die datum bekleedde.

Art. 27. De subsidie betreffende de werkingskosten wordt geplafonneerd op 326 753 BEF. (8.100 €).

Art. 28. Er worden aan het medische huis voorschotten op subsidies toegekend in functie van de raming van de bezetting van de posten die het voorgaande jaar zijn erkend en van de raming van de index bepaald door het planbureau, van de opleidingskosten en van de werkingskosten. Het «hulp- of onafhankelijk» uur mag niet meer bedragen dan 1.008 BEF (25 euro).

De voorschotten worden driemaandelijks uitgekeerd. Het eerste vierde van de subsidie wordt uitgekeerd uiterlijk op 15 februari, het tweede vierde uiterlijk op 15 mei, het derde vierde uiterlijk op 15 augustus en één vijfde van de subsidie uiterlijk op 15 november. Het saldo van de subsidie van een jaar wordt uitgekeerd vóór 1 oktober van het volgende jaar voorzover de bewijsstukken, de rekeningen en balansen en het activiteitenverslag uiterlijk op 31 maart zijn afgegeven. Het erkende medische huis is onderworpen aan de controle van het bestuur.

Afdeling 6. — Voorwaarden en wijze van erkenning en subsidiëring van de coördinatie-instellingen van de medische huizen

Art. 29. Het College erkent de coördinatie-instellingen van de medische huizen en kent hen een subsidie toe die verschilt naargelang het aantal erkende medische huizen die lid zijn van de coördinatie-instelling.

De geïndexeerde jaarlijkse subsidie bedraagt :

- 1 551 069 BEF (38.450 €) wanneer er minstens 12 medische huizen die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie aangesloten zijn;
- 3 100 121 BEF (76.850 €) wanneer er minstens 18 medische huizen die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie aangesloten zijn.

Art. 30. De subsidie dekt een deel van de algemene werkingskosten, met inbegrip van de kosten voor de taken inzake administratief en boekhoudkundig beheer, en een deel van de loonkosten van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten. Ten minste 60 % van de subsidie moet worden aangewend voor loonkosten.

Art. 31. De coördinatie-instelling van de medische huizen ontvangt driemaandelijkse voorschotten zoals beschreven in artikel 28, tweede lid.

Art. 32. De coördinatie-instelling van de medische huizen verstrekt bij haar erkenningsaanvraag een lijst met haar leden alsook een uiteenzetting van haar doelstellingen en de wijze waarop ze worden gerealiseerd. Het medische huis kan slechts aangesloten zijn bij één coördinatie-instelling waarvan de erkenning wordt toegekend voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Art. 33. De erkenningsprocedure van de coördinatie-instellingen van de medische huizen is identiek aan de procedure bedoeld in de artikelen 17 tot 25.

*HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de teleonthaalcentra**Afdeling 1. — Erkenningsnormen*

Art. 34. Het centrum moet minstens over twintig vrijwillige telefonische hulpverleners beschikken.

Art. 35. Het jaarlijkse activiteitenverslag omvat minstens een statistische analyse van het aantal oproepen dat het centrum gedurende het jaar heeft ontvangen, de aanwerving van de vrijwillige medewerkers en stagiairs, de opleidingen, de vergaderingen van het team, de vergaderingen met de telefonische hulpverleners, de beschrijving van de methode die gebruikt wordt om de activiteit van het centrum te bevorderen en de evaluatie van de toepassing van het handvest.

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 36. De erkenningsaanvraag van een centrum moet worden ingediend bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het bestuur. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag de documenten en gegevens bevatten bedoeld in bijlage VI NM.

Art. 37. Binnen twee maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag deelt het bestuur het centrum zijn beslissing mee aangaande de aanvraag of, bij onvolledigheid van deze laatste, verzoekt het de aanvraag aan te vullen.

Art. 38. Als de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het bestuur de erkenningsaanvraag en bezoekt het het centrum om na te gaan of het beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden. De Minister legt de erkenningsaanvraag voor aan de Adviesraad die een advies verstrekt binnen twee maanden nadat het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt. Is deze termijn verstreken, dan wordt de procedure bij gebrek aan advies verder gezet. Bij dringendheid kan de Minister een kortere termijn vaststellen.

Art. 39. Het College oordeelt over de erkenningsaanvraag en deelt zijn beslissing ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad mee aan het centrum. Elke beslissing tot weigering wordt ten laatste twee maanden na het advies van de Adviesraad per aangetekend schrijven meegedeeld.

Afdeling 3. — Vernieuwingsprocedure voor de erkenning

Art. 40. De vernieuwingsaanvraag moet ten laatste negen maanden voordat de lopende erkenning verstrijkt, bij ter post aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs afgegeven worden bij het bestuur. Zij gaat vergezeld van in bijlage VI NM bedoelde documenten en gegevens die wijzigingen hebben ondergaan. Het centrum behoudt zijn erkenning tot er wordt geoordeeld over de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning op grond van de procedure bepaald in de hierboven vermelde artikelen.

Afdeling 4. — Procedure tot opschorting, wijziging en intrekking van de erkenning

Art. 41. Elke verandering aan het maatschappelijk doel, de taken en de maatschappelijke zetels brengt een wijziging van de erkenning mee. Elke aanvraag tot wijziging van de erkenning verduidelijkt en motiveert het voorwerp van de wijziging. Het bestuur stelt het centrum op de hoogte van de gegevens die nodig zijn om de aanvraag tot wijziging van de erkenning te onderzoeken op grond van de in afdeling 3 van dit hoofdstuk bedoelde regels die gelden voor de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning.

Art. 42. Als een bepaling van hoofdstuk VII van het «non-profit» decreet of van dit besluit niet meer wordt nageleefd, stuurt het bestuur het centrum een met redenen omkleed aangetekend schrijven toe, waarin het erop aandringt dat het centrum zich binnen een termijn van twee maanden in regel stelt. Als na het verstrijken van deze termijn de toestand niet geregulariseerd is, dan stelt het bestuur aan de Minister voor de erkenning op te schorten, te wijzigen of in te trekken.

Art. 43. De Minister stelt het centrum er bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs van op de hoogte dat er een procedure loopt tot intrekking, opschorting of wijziging van de erkenning. Vanaf de dag van deze bekendmaking beschikt het centrum over een termijn van dertig dagen om bij de Minister een verantwoordingsnota in te dienen. Deze stuurt ze door naar de Adviesraad.

Van zodra de Adviesraad de verantwoordingsnota heeft ontvangen, kan een afgevaardigde van het centrum, indien hij daarom verzoekt, door de Raad gehoord worden. De Adviesraad stelt de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast en brengt het centrum hiervan bij ter post aangetekend schrijven op de hoogte. De persoon die door het centrum als vertegenwoordiger is aangesteld, mag zich door een tweede persoon laten vergezellen. De Adviesraad maakt zijn advies aan de Minister bekend binnen drie maanden nadat het dossier aanhangig is gemaakt.

Art. 44. De beslissing van het College tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning wordt aan het centrum bij aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs bekendgemaakt.

De beslissing tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning brengt met zich dat de subsidies aan het centrum worden gewijzigd, opgeschort of ingetrokken ten laatste drie maanden na de dag waarop de beslissing werd bekendgemaakt. Het centrum is verplicht de beslissing tot wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning, door elk nuttig middel, van zodra deze werd bekendgemaakt, mee te delen aan de begunstigen of hun wettelijke vertegenwoordigers, aan het personeel en aan al wie het aanbelangt.

Afdeling 5. — Subsidiëringsnormen

Art. 45. § 1. De subsidie voor personeelskosten dekt de loonkosten van :

- 3 VTE waaronder een directeur, een verantwoordelijke voor de opleiding, en een secretaris wanneer het centrum meer dan 60 vrijwillige medewerkers telt;
- 1,5 VTE waaronder een verantwoordelijke voor de opleiding en een secretaris wanneer het centrum 40 tot 60 vrijwillige medewerkers telt;
- 0,5 VTE verantwoordelijk voor de opleiding wanneer het centrum minder dan 40 vrijwillige medewerkers telt.

§ 2 De vereiste bekwaamheden voor dit personeel zijn deze bedoeld in bijlage III NM.

§ 3 De subsidie voor de werkings- en uitrustingskosten, voor de opleidings- en aanwervingskosten van de vrijwilligers en voor de kosten ter bevordering van de dienst bedragen :

- 999 986 BEF (24.789 euro) voor het centrum dat meer dan 60 vrijwillige medewerkers telt;
- 449 992 BEF (11.155 euro) voor het centrum dat 40 tot 60 vrijwillige medewerkers telt;
- 249 986 BEF (6.197 euro) voor het centrum dat minder dan 40 vrijwillige medewerkers telt.

Art. 46. De bedragen bedoeld in artikel 45, § 3 kunnen worden verhoogd op basis van :

1° het aantal telefonische oproepen :

- 15.00 tot 25 000 oproepen : 500 013 BEF (12.395 euro);
- 25 000 tot 40 000 oproepen : 1 499 999 BEF (37.184 euro);
- meer dan 40 000 oproepen : 2 999 998 BEF (74.368 euro).

2° het aantal vrijwillige medewerkers :

- 60 tot 80 vrijwillige medewerkers : 999 986 BEF (24.789 euro);
- meer dan 80 vrijwillige medewerkers : 1 499 999 BEF (37.184 euro).

Deze bedragen kunnen worden aangewend voor bijkomende werkings- of personeelskosten.

Art. 47. Het centrum dat 24 u./24 u. een telefonisch onthaal door zijn vrijwilligers organiseert, ontvangt een geïndexeerde enveloppe van 2 000 000 BEF (49.578,70 euro) die bestemd is om de door dit uurrooster veroorzaakte bijkomende personeels- en werkingskosten die niet bedoeld zijn in de artikelen 45 en 46 te dekken.

Art. 48. Het centrum ontvangt driemaandelijks voorschotten. Deze voorschotten op subsidies worden aan het centrum toegekend in functie van de raming van de bezetting van de posten die het voorgaande jaar zijn erkend en van de raming van de index bepaald door het planbureau, van de opleidingskosten en van de werkingskosten.

De voorschotten worden driemaandelijks uitgekeerd. Het eerste vierde van de subsidie wordt uitgekeerd uiterlijk op 15 februari, het tweede vierde uiterlijk op 15 mei, het derde vierde uiterlijk op 15 augustus en een vijfde van de subsidie uiterlijk op 15 november. Het saldo van de subsidie van een jaar wordt uitgekeerd vóór 1 oktober van het volgende jaar voorzover de bewijsstukken, de rekeningen en balansen en het activiteitenverslag uiterlijk op 31 maart zijn afgegeven. Het erkende centrum is onderworpen aan de controle van het bestuur.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de organismen voor socio-professionele inschakeling*

Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 49. Om te worden erkend en onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen voorzien in artikel 6 van het decreet «SPI», moet het organisme op basis van een overeenkomst met het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, hierna «Bruxelles Formation» genoemd :

- operaties hebben georganiseerd inzake kwalificerende beroepsopleiding, kwalificerende beroepsopleiding door middel van altemnerend werken en leren, kwalificerende basis vooropleiding en alfabetiseringsopleiding zoals beschreven in § 3 tot 5 van het artikel 5 van het decreet «SPI» voor een minimaal volume van 9.600 uren, sedert minstens één jaar;

- operaties hebben georganiseerd inzake opleiding door tewerkstelling zoals beschreven in § 6 van artikel 5 van het decreet «SPI» voor een minimumaantal van 12 stagiairs, sedert minstens één jaar. De organisatie van deze operaties geeft recht op de subsidiëring in de hoedanigheid van opleidingsatelier door tewerkstelling.

Deze acties moeten worden goed bevonden door «Bruxelles Formation».

Art. 50. Om te worden erkend en onverminderd de bepalingen voorzien in artikel 6 van het decreet «SPI», moeten de «Missions locales», op basis van het bestek van de «Missions locales» en in het raam van de partnerschapovereenkomsten met «Bruxelles Formation», instaan voor de organisatie van plaatselijke coördinatie- en overlegoperaties (overleg met de plaatselijke verstrekkers van opleidingen, coördinatie tussen de opleidingstrajecten, kennismaking met beroepen en beroepskeuze gericht op de lokale doelgroep) zoals beschreven in § 7 tot 9 van artikel 5 van het decreet «SPI».

Afdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 51. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs afgegeven bij het bestuur. De beschrijving van de materiële middelen en de mankracht bedoeld in artikel 7 van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingsactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling omvat :

- een activiteitenverslag,
- een balans en een inkomsten- en uitgavenrekening van het vorige boekjaar,
- een verwachte begroting voor de betrokken activiteiten van het lopende jaar,
- een staat van het personeel dat in het organisme tewerkgesteld is met vermelding van de wedden en de beroepsbekwaamheden,
- een staat van de partnerschapovereenkomsten met «Bruxelles Formation» die de aanvraag rechtvaardigen.

Binnen twee maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag deelt het bestuur het organisme zijn beslissing mee aangaande de aanvraag of, bij onvolledigheid van deze laatste, verzoekt het de aanvraag aan te vullen.

Art. 52. § 1. Als de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het bestuur de erkenningsaanvraag en doet het de Minister een voorstel over de erkenning dat eventueel geschikt is voor één of meerdere labels zoals bedoeld in artikel 9 van het decreet «SPI». De Minister wint vervolgens het advies in van de Adviescommissie Tewerkstelling-Opleiding-Onderwijs en van het Beheerscomité van «Bruxelles Formation». Wanneer er binnen een maand na het verzoek om advies geen met redenen omkleed advies is uitgebracht, wordt dit voorstel geacht een gunstig advies te hebben meegekregen. Geen enkele aanvraag om advies kan worden ingediend tijdens de maanden juli en augustus.

§ 2. Het College doet uitspraak over het erkenningsvoorstel en specificeert eventueel het of de aan het organisme toegekende labels. De beslissing wordt met redenen omkleed. De beslissing wordt betekend per aangetekende zending aan het organisme, ten laatste twee maanden nadat het advies van de Adviescommissie Tewerkstelling-Opleiding-Onderwijs en van het Beheerscomité van «Bruxelles Formation» verkregen werd.

Afdeling 3. — Vernieuwingsprocedure voor de erkenning

Art. 53. De vernieuwingsaanvraag van de erkenning moet bij het bestuur worden ingediend ten vroegste 12 maanden en ten laatste 6 maanden voordat de lopende erkenning verstrijkt, bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs, volgens dezelfde modaliteiten als deze van de erkenning. Het organisme behoudt zijn erkenning tot er wordt geoordeeld over de aanvraag tot vernieuwing van de erkenning op grond van de procedure bepaald in de artikelen 51 en 52.

Afdeling 4. — Subsidiëringsnormen

Art. 54. § 1. Het College financiert het pedagogisch personeel en het personeel voor de pedagogische coördinatie waarvan de beroepsbekwaamheden bedoeld zijn in bijlage III NM. Het door het College gesubsidieerde basisteam voor de erkende organismen wordt bepaald in functie van het activiteitsvolume van het organisme berekend op het gemiddelde van de laatste drie jaar en omvat de volgende posten :

Organisme categorie 1	Tot 15.000 uren/jaar	1 VTE opleider kl. 2 of 0.75 VTE opleider kl. 1
Organisme categorie 2	Van 15.000 tot 25.000 uren/jaar	1.5 VTE opleider kl. 2 of 1.25 VTE opleider kl. 1
Organisme categorie 3	Van 25.000 tot 35.000 uren/jaar	1.75 VTE opleider kl. 2 of 1.50 VTE opleider kl. 1
Organisme categorie 4	Van 35.000 tot 45.000 uren/jaar	2 VTE opleiders kl. 2 of 1.75 VTE opleiders kl. 1
Organisme categorie 5	Van 45.000 tot 55.000 uren/jaar	2.5 VTE opleiders kl. 2 of 2.25 VTE opleiders kl. 1 + 0.5 VTE pedagogisch coördinator
Organisme categorie 6	Meer dan 55.000 uren/jaar	3 VTE opleiders kl. 2 of 2.75 VTE opleiders kl. 1 + 0.5 VTE pedagogisch coördinator
Opleidingsatelier door Tewerkstelling	+ 0.5 VTE opleider kl. 2 naast het team waarop zij recht hebben op basis van hun subsidiëercategorie	
« Missions locales »	1 VTE pedagogisch coördinator	

Behoudens wijziging van de beslissing tot erkenning van het betrokken organisme in functie van de bepalingen van artikel 11 van het decreet «SPI», blijft het organisme in dezelfde subsidiëercategorie voor de volledige duur van de aan het organisme toegekende erkenning. Er wordt geen enkele categoriewijziging voorgesteld zolang het activiteitsvolume van het organisme geen wijziging kent van meer dan 10 % (in stijgende of dalende lijn). In geval van overgang naar een lagere categorie treedt de wijziging van de financiering van het organisme slechts in werking 6 maanden na kennisgeving van de beslissing. Elke wijziging inzake de bestemming van een gesubsidieerde arbeidspost dient onmiddellijk betekend te worden aan het bestuur.

§ 2. Er worden forfaitaire werkingskosten toegekend aan de erkende organismen. Zij worden aangepast in functie van de categorie waarin ze erkend zijn.

Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd en worden als volgt vastgelegd :

Organisme categorie 1	150 000 BEF - 3.718,40 €
Organisme categorie 2	190 000 BEF - 4.710 €
Organisme categorie 3	240 000 BEF - 5.949,44 €
Organisme categorie 4	290 000 BEF - 7.188,91 €
Organisme categorie 5	340 000 BEF - 8.428,38 €
Organisme categorie 6	390 000 BEF - 9.667,85 €

§ 3. De in de vorige paragrafen bepaalde subsidies worden uitbetaald door middel van driemaandelijke voorschotten. Het eerste vierde van de subsidie wordt uitgekeerd uiterlijk op 15 februari, het tweede vierde uiterlijk op 15 mei, het derde vierde uiterlijk op 15 augustus en een vijfde van de subsidie uiterlijk op 15 november. Het saldo van de subsidie van een jaar wordt uitgekeerd vóór 31 oktober van het volgende jaar voorzover de bewijsstukken, de rekeningen en de balansen en het activiteitenverslag uiterlijk op 31 maart zijn afgegeven.

Afdeling 5. — Administratieve, budgettaire en pedagogische controle

Art. 55. De in artikel 6, 5° van het decreet « SPI » bedoelde administratieve, budgettaire en pedagogische controle wordt in overleg verzekerd, en door elkeen voor wat hem aanbelangt, door het bestuur en de diensten van «Bruxelles Formation».

TITEL III. — Harmonisering van de barema's, van de berekeningswijze van de werkgeverslasten en andere voordelen alsook van de berekening van de anciënniteit

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de centra voor globale sociale actie

Art. 56. Artikel 7 van het besluit "CGSA" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM bepaalde barema's en omvat de werkgeverslasten en andere voordelen bedoeld in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM.

De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM en de gesubsidieerde functies zijn bepaald in bijlage III NM ».

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de opvangtehuizen

Art. 57. In artikel 39, 1°, van het besluit "opvangtehuizen" worden na de woorden "opvoeders" en "opvoeder" de woorden "A1 of A2" vervangen door de woorden "van klasse 1".

In punt 3° van hetzelfde artikel worden na de woorden «opvoeder» de woorden "A1 of A2" geschrapt.

Een punt 4°, als volgt opgesteld, wordt in fine toegevoegd aan hetzelfde artikel : "het tehuis mag niet over meer dan een derde opvoeders klasse 4 beschikken".

Art. 58. Artikel 47 van het besluit "opvangtehuizen" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie van de personeelskosten van het gesubsidieerde team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM bepaalde barema's. Zij omvat de werkgeverslasten en andere voordelen bepaald in bijlage V NM op basis van de in bijlage IV NM bepaalde anciënniteit. De weddenschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies worden bepaald in bijlage III NM ».

Art. 59. Bijlage 6 van het besluit "opvangtehuizen" wordt vervangen door bijlage III NM.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de centra voor gezinsplanning

Art. 60. Artikel 26, 1°, eerste lid van het besluit "planning" wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM bepaalde barema's en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de in bijlage IV NM bepaalde anciënniteit. De weddenschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM.

De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies worden bepaald in bijlage III NM ».

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de diensten voor thuishulp

Art. 61. Artikel 27 van het besluit "thuishulp" wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1. De subsidie voor de activiteiten van de gezins- en bejaardenhelpers omvat :

1° a) Een forfaitair bedrag per uur gepresteerd als interventie binnen de loon- en werkingskosten van de gezins- en bejaardenhelpers. De uurbijdrage van de begunstigde wordt van dit bedrag afgetrokken.

b) Voor de verdeling van maaltijden aan huis wordt enkel een forfaitair bedrag van 50 BEF (1,23 euro) per gepresteerd uur afgetrokken van het forfaitair bedrag bepaald in punt a). De prestatie voorzien voor de verdeling van maaltijden mag niet langer duren dan 4 uren per dag;

2° Een forfaitair bedrag per uur gepresteerd als interventie binnen de loonkosten van het administratief personeel;

3° Een forfaitair bedrag per uur gepresteerd als interventie binnen de werkingskosten voor prestaties bij de begunstigde thuis;

4° Een forfaitair bedrag per prestatie als interventie binnen de loonkosten van de dienstverantwoordelijke en van de teamverantwoordelijken;

5° Een forfaitair bedrag voor een VTE als interventie binnen de loonkosten voor het directiepersoneel wanneer de dienst meer dan 100 VTE-helpers telt.

Een bijkomend forfaitair bedrag voor de uren gepresteerd op zaterdag, op zondag en op wettelijke feestdagen of 's morgens vóór 7 uur en 's avonds na 18 uur.

Een bijkomend forfaitair bedrag per prestatie als interventie binnen de loonkosten van de dienstverantwoordelijke en van de teamverantwoordelijken voor prestaties op zaterdag, op zondag en op wettelijke feestdagen of 's morgens vóór 7 uur en 's avonds na 18 uur voorzover deze prestaties minstens 4 % van het totale uurvolume bij de begunstigde thuis in beslag nemen.

De voormelde forfaitaire bedragen zijn terug te vinden in bijlage I NM ».

Art. 62. De § 2 en 3 van artikel 28 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« 2. De subsidie voor de activiteiten van huishoudhelpers omvat :

1° a) Een forfaitair bedrag per uur gepresteerd als interventie binnen de loon- en werkingskosten van de huishoudhelpers. De uurbijdrage van de begunstigde wordt van dit bedrag afgetrokken.

b) Voor de verdeling van maaltijden aan huis wordt enkel een forfaitair bedrag van 50 BEF (1,23 euro) per gepresteerd uur afgetrokken van het forfaitair bedrag bepaald in punt a). De prestatie voorzien voor de verdeling van maaltijden mag niet langer duren dan 4 uren per dag;

2° Een forfaitair bedrag per uur gepresteerd als interventie binnen de loonkosten van het administratief personeel;

3° Een forfaitair bedrag per prestatie als interventie binnen de loonkosten van de dienstverantwoordelijke en van de teamverantwoordelijken;

§ 3. Een bijkomend forfaitair bedrag voor de uren gepresteerd op zaterdag, op zondag en op wettelijke feestdagen. Dit bedrag wordt enkel toegekend voor de verdeling van maaltijden.

De voormelde forfaitaire bedragen zijn vastgelegd in bijlage I NM ».

Art. 63. Artikel 33 van het besluit "thuishulp" wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De forfaitaire bedragen bepaald in bijlage I NM zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij het indexcijfer van de consumptieprijzen wordt gekoppeld aan de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist. Zij worden beschouwd als zijnde in overeenstemming met het spilindexcijfer 102,02.

Iedere maal dat het gemiddelde van de viermaandelijke indexen van de consumptieprijzen van twee opeenvolgende maanden een van de spilindexen bereikt of er op teruggebracht wordt, worden de forfaitaire bedragen berekend door de coëfficiënt 1,02ⁿ erop toe te passen, waarin n de rang van bereikte spilindex vertegenwoordigt. De bedragen zullen altijd worden aangepast bij het begin van het trimester.»

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de diensten actief op het gebied van druggebruik*

Art. 64. Artikel 50 van het besluit "druggebruik" wordt vervangen door de volgende bepaling : "De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM bepaalde barema's en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de diensten voor geestelijke gezondheidszorg*

Art. 65. In afdeling 1 van het hoofdstuk IV van het besluit "geestelijke gezondheidszorg" worden de woorden "voor-enveloppe" vervangen door de woorden "van de subsidie".

Art. 66. In afdeling 2 van hoofdstuk IV van het besluit "geestelijke gezondheidszorg" worden de woorden "van de subsidie" vervangen door de woorden "van de subsidieberekening".

Art. 67. Artikel 40 van het besluit "geestelijke gezondheidszorg" wordt vervangen door de volgende bepaling : "De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM bepaalde barema's en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies worden bepaald in bijlage III NM".

Art. 68. In artikel 41 van het besluit "geestelijke gezondheidszorg" worden de woorden "van de voor-enveloppe en" geschrapt.

Art. 69. In artikel 47 van het besluit "geestelijke gezondheidszorg" worden de woorden "in de artikelen 36 en 42" vervangen door de woorden "in artikel 39".

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuiszorg*

Art. 70. Artikel 27 van het besluit "coördinatie en palliatieve zorg" wordt vervangen door de volgende bepaling : "De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM".

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende de diensten voor palliatieve zorg en nazorg*

Art. 71. In het besluit "coördinatie en palliatieve zorg" wordt een artikel 35bis ingevoegd, luidend als volgt : "De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM.

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende de medische huizen*

Art. 72. De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team bedoeld in artikel 26 wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie worden bepaald in bijlage II NM.

HOOFDSTUK X. — *Bepalingen betreffende de teleonthaalcentra*

Art. 73. De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team bedoeld in artikel 45, § 1 wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie zijn bepaald in bijlage II NM.

HOOFDSTUK XI. — *Bepalingen betreffende de organismen voor socio-professionele inschakeling*

Art. 74. De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team bedoeld in artikel 54, § 1 wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie zijn bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM.

HOOFDSTUK XII. — *Bepalingen betreffende de dagcentra en de onthaalcentra*

Art. 75. Artikel 1, § 5, 1° van het besluit "dagcentra en onthaalcentra" wordt vervangen door de volgende bepaling: "De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie zijn bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM".

Art. 76. Artikel 4, tweede lid van het besluit "dagcentra en onthaalcentra" wordt opgeheven.

Art. 77. De bijlagen 1 en 5 van het besluit "dagcentra en onthaalcentra" worden opgeheven.

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen betreffende de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking*

Art. 78. Artikel 26, § 2 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Vanaf categorie 2 kan, binnen de grenzen van de bovengenoemde normen, de tenlasteneming van een halftijdse directeur in aanmerking worden genomen ».

Art. 79. Artikel 26, § 3 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie zijn bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM ».

Art. 80. In artikel 29, lid 1, 1° van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" worden de woorden « op basis van de in bijlage 1 opgenomen barema's » en « op basis van het in bijlage 1 opgenomen barema 23 » alsook de laatste zin geschrapt.

Art. 81. Artikel 50, leden 2 tot 4 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De subsidie voor de personeelskosten van het erkende team wordt berekend op basis van de barema's bepaald in bijlage I NM en houdt de werkgeverslasten en andere voordelen in bepaald in bijlage V NM op basis van de anciënniteit bepaald in bijlage IV NM. De weddeschalen per functie zijn bepaald in bijlage II NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn bepaald in bijlage III NM ».

Art. 82. Artikel 26, § 1 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt opgeheven.

Art. 83. De bijlagen 1 en 2 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" zijn opgeheven.

TITEL IV. — *Arbeidsduurvermindering en compenserende aanwerving*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 84. § 1 De arbeidsduur die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de subsidies voor de bezoldiging en compenserende aanwerving wordt bepaald op 38 uur per week voor 1 VTE, behalve de specifieke sectorale bepalingen.

§ 2 Vanaf 1 januari 2001 wordt de arbeidsduur bedoeld in § 1 voor werknemers van 55 jaar en ouder vermindert tot 32 uur per week voor 1 voltijdse baan.

Vanaf 1 januari 2002 wordt de arbeidsduur bedoeld in § 1 voor werknemers tussen 50 en 54 jaar vermindert tot 34 uur per week voor 1 voltijdse baan.

Vanaf 1 januari 2003 wordt de arbeidsduur bedoeld in § 1 voor werknemers tussen 45 en 49 jaar vermindert tot 36 uur per week voor een voltijdse baan.

§ 3 De werknemers bedoeld in § 2 die deeltijds werken, genieten van de maatregelen bedoeld in § 2 naar evenredigheid van hun prestaties.

Art. 85. § 1 Het bestuur bepaalt vóór 31 januari van elk jaar het aantal uren inzake arbeidsduurvermindering die jaarlijks worden toegekend voor alle sectoren, uitgezonderd de sector voor thuishulp in functie van de leeftijd die de werknemers bereikt hebben op 31 december van het voorgaande jaar.

§ 2 Een subsidie berekend door het aantal uren bedoeld in § 1 met een geïndexeerd uurloon van 800 BEF (19,83 euro) te vermenigvuldigen, wordt toegekend om tot een compenserende aanwerving volgend op de arbeidsduurvermindering te komen.

§ 3 Deze subsidie wordt ten laatste op 31 maart van elk jaar uitbetaald door de sociale partners van elke betrokken sector aan de daartoe aangestelde sociale fondsen. Deze laatste beheren de verdeling van de banen en van de financiële middelen bedoeld in § 2 tussen de centra, de diensten, de organismen en de tehuizen erkend volgens de voorwaarden vastgelegd in een overeenkomst met het College.

§ 4 De werknemers die genieten van een arbeidsduurvermindering krachtens het vorig artikel komen enkel in aanmerking voor de uren toegekend als compenserende aanwerving tot het aantal uren die nodig zijn om tot een voltijds equivalent te komen van hun leeftijdscategorie.

§ 5 De bewijsstukken voor de aanwending van de subsidie en een activiteitenverslag dat de overeenkomst gesloten met het College naleeft, dienen te worden ingediend vóór 30 april van het volgende jaar.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke sectorale bepalingen*

Art. 86. Artikel 40 van het besluit "opvangtehuizen" wordt vervangen door de volgende bepaling: "De arbeidsduur die in aanmerking wordt genomen bij de berekening van de subsidies voor de bezoldiging en de compenserende aanwerving wordt vastgelegd op 37 uur per week voor een VTE".

Art. 87. Voor de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking wordt de arbeidsduur die in aanmerking wordt genomen bij de berekening van de subsidies voor de bezoldiging en de compenserende aanwerving vastgelegd op 37 uur per week voor een VTE.

Art. 88. Artikel 23 van het besluit "thuishulp" waarvan de huidige tekst de eerste paragraaf vormt, wordt als volgt aangevuld:

« § 2 Vanaf 1 januari 2001 wordt de arbeidsduur die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de subsidies voor de bezoldiging van werknemers van 55 jaar en ouder verminderd tot 32 uur per week voor een voltijds werker met inbegrip van het verlofkrediet bedoeld in paragraaf 1.

Vanaf 1 januari 2002 wordt de arbeidsduur van de werknemers tussen 50 en 54 jaar verminderd tot 34 uur per week voor een voltijds werker met inbegrip van het verlofkrediet bedoeld in paragraaf 1.

Vanaf 1 januari 2003 wordt de arbeidsduur van de werknemers tussen 45 en 49 jaar buiten de hulpverlening verminderd tot 36 uur per week voor een voltijds werker.

§ 3 De werknemers bedoeld in § 2 die deeltijds werken, genieten van de maatregelen bedoeld in § 2 naar evenredigheid van hun prestaties.

TITEL V. — **Opleiding**HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 89. Behoudens andersluidende sectorale bepalingen, bedraagt de subsidie voor de voortgezette opleidingskosten van het team met inbegrip van zijn begeleiding, 1 % van de gesubsidieerde loonmassa. Vanaf 1 januari 2002 is deze subsidie onderworpen aan een jaarlijks opleidingsplan dat rekening houdt met alle gesubsidieerde werknemers en dat een gunstig advies van de vertegenwoordigers van de werknemers heeft gekregen. Dit jaarlijks plan wordt ter advies aan het bestuur voorgelegd ten laatste op 15 januari.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke sectorale bepalingen*

Art. 90. In artikel 8, eerste lid van het besluit "CGSA" worden de woorden "aangaande de opleidingskosten voor het personeel dat gesubsidieerd wordt ten belope van 10 000 BEF per VTE per jaar en" geschrapt.

Art. 91. In artikel 7, § 1 van het besluit "maatschappelijke dienstverlening" worden de woorden «de kosten voor de opleiding van het personeel» ingevoegd tussen de woorden «van het administratief personeel dat in aanmerking komt voor subsidie» en de woorden "en de werkingskosten van de centra".

Art. 92. Artikel 25 van het besluit "planning" wordt aangevuld door de volgende bepaling: "4° de kosten voor de voortgezette opleiding van het personeel".

Art. 93. In artikel 27, tweede lid, van het besluit "planning" wordt het punt 1° opgeheven.

Art. 94. Artikel 25 van het besluit "thuishulp" wordt aangevuld door het volgende lid: "De dienst verzorgt tevens de voortgezette opleiding van het administratief personeel en het directiepersoneel".

Art. 95. § 1 Artikel 32 van het besluit "thuishulp" wordt vervangen door de volgende bepaling:

« De subsidie voor de kosten van de voortgezette opleiding van de dienstverantwoordelijke, de teamverantwoordelijke, het administratief personeel en het directiepersoneel bedraagt 1 % van de loonmassa van dit personeel. Deze subsidie is onderworpen aan een jaarlijks opleidingsplan dat rekening houdt met alle gesubsidieerde werknemers en dat een gunstig advies van de vertegenwoordigers van de werknemers heeft gekregen. Dit jaarlijks plan wordt ten laatste op 15 januari ter advies voorgelegd aan het bestuur ».

§ 2. In afwijking van artikel 89 wordt de 1 % bestemd voor de voortgezette opleiding van de hulpkrachten geïntegreerd in de uurlonen bepaald in bijlage I NM.

Art. 96. Paragraaf 3 van artikel 28 van het besluit "coördinatie en palliatieve zorg" wordt opgeheven.

Art. 97. In afwijking van artikel 89 bedraagt de subsidie voor de voortgezette opleidingskosten 1 % van de loonmassa van het personeel van de erkende organismen bestemd voor socio-professionele inschakelingsopdrachten, met uitzondering van het personeel van de «Missions locales». Deze loonmassa wordt jaarlijks bepaald door het bestuur op basis van het personeelkader ingeleverd bij het bureau "Europees Sociaal Fonds". Zij wordt aan een Fonds uitbetaald dat te dien einde werd aangeduid door de sociale partners van de sector.

TITEL VI. — **Opheffingsbepalingen**

Art. 98. Artikel 6, § 1, lid 3, 4° en leden 6 tot 8 van het besluit "dagcentra en onthaalcentra" wordt opgeheven.

Art. 99. Artikel 26, § 4 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt opgeheven.

Art. 100. Artikel 50, lid 5 van het besluit "diensten voor begeleiding en diensten voor dovenvertolking" wordt opgeheven.

Art. 101. Het toepassingsbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 augustus 1996 betreffende de vaststelling van de voorwaarden en de wijze van erkenning en subsidiëring van de organismen die activiteiten uitoefenen inzake beroepsopleiding in het raam van de gecoördineerde voorziening voor socio-professionele inschakeling, wordt opgeheven.

TITEL VII. — Overgangsbepalingen, eindbepalingen en inwerkingtreding

Art. 102. Bij wijze van overgangsmaatregel kan de aanwending van de in artikel 85 voorziene bedragen voor het jaar 2001 uitgesteld worden tot het begrotingsjaar 2002.

Art. 103. In de sectoren opvangtehuizen, diensten voor dovenvertolking en diensten voor begeleiding, dagcentra en onthaalcentra, worden de tussen 1 januari 2001 en 31 december 2004 aangeworven werknemers gesubsidieerd op basis van de weddeschalen bepaald in bijlage I NM, afdeling b :

- voor de functies die een universitair diploma vereisen op schaal "21 tot 1" met uitzondering van de geneesheren in de sector Gehandicapten;

- voor de functies die een HOBU-diploma vereisen :

- op schaal "19 tot 2" voor de HOBU-directeurs en -onderdirecteurs

- op schaal "16 tot 4" voor de andere functies;

- voor de functie opvoeder-groepschef :

- op schaal "18 tot 2";

- voor de functie hoofdopvoeder :

- op schaal "17 tot 3";

- voor de functies die een HSO-diploma vereisen :

- op schaal "13 tot 5" voor de pedagogische, paramedische, sociale en technische functies

- op schaal "9 tot 6" voor het administratief personeel;

- voor de functies die een niveau klasse 3 vereisen, zoals bepaald in bijlage II NM :

- op schaal "11 tot 7";

- voor de functies die een niveau klasse 4 vereisen zoals bepaald in bijlage II NM :

- op schaal « 4 tot 9 » voor de functie hulpbediende;

- op schaal « 8 tot 9 » voor de overige functies;

- voor de functie arbeider-werkmeester :

- op schaal « 11 tot 8 »;

- voor de functie geschoold arbeider :

- op schaal "8 tot 9";

- voor de functie arbeider :

- op schaal « 3 tot 10 ».

Art. 104. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de coördinatiecentra, de thuishulpcentra, de diensten voor palliatieve zorg en nazorg voorlopig erkend tot 31 december 2002.

Art. 105. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de op 31 december 2000 door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerde medische huizen tot 31 december 2002 gesubsidieerd op basis van de bepalingen van dit besluit. Tijdens deze periode mag de berekeningswijze van de subsidies geenszins een vermindering teweegbrengen van de subsidies verleend voor het jaar 2001.

Art. 106. De samenstelling van het erkende en gesubsidieerde team van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg bedoeld in artikel 35 van het besluit «coördinatie en palliatieve zorg» zal pas vanaf 1 januari 2002 in aanmerking worden genomen.

Art. 107. In 2001 wordt de subsidie van 1 856 000 BEF die aan elk medisch huis wordt toegekend krachtens de door het College goedgekeurde individuele besluiten vermeerderd met 8 000 BEF per medisch huis.

Art. 108. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de op 31 december 2000 door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerde teleonthaalcentra tot 31 december 2002 gesubsidieerd op basis van de bepalingen van dit besluit.

Art. 109. § 1. De erkende organismen verbinden zich ertoe de samenstelling van het basisteam dat vanaf 1 januari 2004 door de Franse Gemeenschapscommissie zal worden gesubsidieerd aan het bestuur te bevestigen ten laatste op 30 juni 2003 en het bestuur de meest recente loonfiches van deze werknemers te bezorgen. Tegen deze datum zullen ze de nodige wijzigingen in de financieringsstructuur hebben aangebracht teneinde ze conform te maken met de bepalingen van dit besluit.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel en tot 31 december 2003 blijven de erkende en gesubsidieerde organismen onder het stelsel van de forfaitaire subsidie.

§ 3. De erkende organismen zullen aan het bestuur een raming bezorgen van de financiële behoeften betreffende de toepassing van het akkoord met de non-profit sector ten laatste op 15 november voor het jaar 2001, en ten laatste op 31 maart voor de jaren 2002 en 2003.

Het bestuur stelt van elk organisme de forfaitaire financiering op naar evenredigheid van de meegedeelde behoeften en naar evenredigheid van de beschikbare financiering rekening houdend met de uitvoeringsmodaliteiten van het akkoord met de non-profit sector hetzij :

+ 16 000 000 BEF (396.629,63 €) in 2001;

+ 32 000 000 BEF (793.259,26 €) in 2002;

+ 48 000 000 BEF (1.189.888,89 €) in 2003.

Voor deze jaren wordt de subsidie uitbetaald in twee schijven : een eerste schijf van 80 % op basis van een schuldvordering en een tweede schijf van 20 % op basis van de voorlegging van de bewijsstukken van de totale subsidie en een schuldvordering.

Art. 110. In de SPI-sector wordt een opvolgingscomité opgericht, belast met de uitvoering van het akkoord met de non-profit sector. Dit comité is paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de werknemers en vertegenwoordigers van de werkgevers van de sector. Een vertegenwoordiger van de bevoegde minister woont de vergadering met raadgevende stem bij. Het comité vergadert minstens eenmaal per jaar of op vraag van een van de sociale partners. Het bestuur wordt belast met het secretariaat van het opvolgingscomité. Het opvolgingscomité stelt het huishoudelijk reglement op.

Art. 111. Indien de subsidie voor de bezoldiging van een werknemer in dienst op 31 december 2001 en berekend op basis van de nieuwe weddenschalen lager ligt dan deze toegekend op basis van de oude weddenschaal, blijft voor deze werknemer de hoogste subsidie behouden.

Indien de subsidie van het uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen en op wettelijke feestdagen voor een werknemer in dienst op 31 december 2001 lager ligt dan de subsidie van eenzelfde uur toegekend op basis van de vroegere normen, blijft voor deze werknemer de hoogste subsidie behouden.

Art. 112. De subsidies voor de loonkosten, waarvan de indexatie bepaald wordt door dit besluit, worden geïndexeerd volgens de regels die toegepast worden op de wedden van het openbaar ambt.

Art. 113. De andere subsidies waarvan de indexatie bepaald wordt door dit besluit worden jaarlijks op 1 januari aangepast rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2000}}$$

Art. 114. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 2001 met uitzondering van de artikelen 86, 98, 99 en 100 die van kracht worden op 1 januari 2002 en met uitzondering van artikelen 54 en 101 die van kracht worden op 1 januari 2004.

Brussel, 18 oktober 2001.

Door het College :

De Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie met de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, en de Internationale Betrekkingen,

E. TOMAS

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het Openbaar Ambt,
F.-X. de DONNEA

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met het Gezondheidsbeleid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd,

Didier GOSUIN

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Beroepsopleiding
en de voortgezette en permanente opleiding van de Middenstand
en het Beleid voor Personen met een Handicap,

W. DRAPS

Het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met de Begroting, de Sociale Actie en het Gezin,

A. HUTCHINSON

Bijlage I NM - REFERENTIEWEDDENSCHALEN (aan de index 1.2190 van juli 2000) in Belgische franken
Afdeling a. van kracht op 1 januari 2001 met uitzondering van de in afdeling b. opgenomen sectoren

Barema's	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
0	1.090.230	1.043.819	868.474	809.546	746.998	720.811	703.171	720.810	660.627	647.588	1.241.879	1.654.351
1	1.143.647	1.085.150	894.659	868.474	803.734	777.547	755.394	775.365	712.849	699.810	1.272.273	1.654.351
2	1.143.647	1.085.150	894.659	868.474	803.734	777.547	762.258	775.365	719.713	706.327	1.302.666	1.719.480
3	1.191.494	1.115.355	920.844	894.659	816.828	790.642	769.121	788.460	726.577	712.846	1.333.059	1.719.480
4	1.191.494	1.115.355	920.844	894.659	816.828	790.642	775.986	788.460	733.440	719.363	1.333.059	1.784.610
5	1.239.341	1.145.560	1.049.434	920.844	834.284	808.099	782.850	801.555	740.304	725.881	1.386.246	1.784.610
6	1.239.341	1.145.560	1.049.434	920.844	834.284	808.099	789.714	801.555	747.168	732.400	1.386.246	1.849.739
7	1.287.188	1.175.765	1.076.138	1.049.434	947.066	843.014	796.578	814.649	754.033	738.917	1.439.433	1.849.739
8	1.287.188	1.175.765	1.093.939	1.049.434	947.066	843.014	803.442	814.649	760.897	745.435	1.439.433	1.914.869
9	1.335.035	1.205.970	1.120.643	1.076.138	973.771	877.929	810.307	827.744	767.761	751.953	1.492.619	1.914.869
10	1.352.837	1.223.772	1.120.643	1.093.939	991.572	895.385	837.240	845.200	794.689	778.675	1.492.619	1.979.999
11	1.400.684	1.253.977	1.147.347	1.120.643	1.018.275	925.936	845.472	862.658	802.921	786.568	1.545.807	1.979.999
12	1.400.684	1.253.977	1.147.347	1.120.643	1.018.275	925.936	853.707	862.658	811.155	794.460	1.545.807	2.045.127
13	1.448.531	1.284.183	1.174.050	1.147.347	1.044.980	956.708	861.940	880.115	819.389	802.351	1.598.993	2.045.127
14	1.448.531	1.284.183	1.266.035	1.147.347	1.044.980	956.708	870.174	880.115	827.622	810.244	1.598.993	2.110.257
15	1.496.378	1.314.389	1.292.738	1.174.050	1.071.683	987.864	878.408	897.571	835.857	818.137	1.652.180	2.110.257
16	1.496.378	1.314.389	1.292.738	1.266.035	1.071.683	987.864	886.640	897.571	844.090	826.029	1.652.180	2.175.387
17	1.544.225	1.344.593	1.319.441	1.292.738	1.098.387	1.019.020	894.875	915.028	852.323	833.922	1.705.366	2.175.387
18	1.544.225	1.344.593	1.319.441	1.292.738	1.098.387	1.019.020	903.108	915.028	860.557	841.814	1.705.366	2.240.516
19	1.592.072	1.374.797	1.346.146	1.319.441	1.125.091	1.050.178	911.342	932.485	868.791	849.706	1.758.554	2.240.516
20	1.592.072	1.374.797	1.346.146	1.319.441	1.125.091	1.050.178	919.575	932.485	877.024	857.600	1.758.554	2.305.646
21	1.639.920	1.405.004	1.372.849	1.346.146	1.151.795	1.081.333	927.808	950.030	885.258	865.492	1.811.740	2.305.646
22	1.639.920	1.405.004	1.372.849	1.346.146	1.151.795	1.081.333	936.043	950.030	893.491	873.384	1.811.740	2.370.775
23	1.687.767	1.435.209	1.399.554	1.372.849	1.178.499	1.112.489	944.276	967.832	901.725	881.277	1.864.927	
24	1.687.767	1.435.209	1.399.554	1.372.849	1.178.499	1.112.489	952.658	967.832	909.959	889.169		
25	1.687.767	1.465.414	1.426.258	1.399.554	1.205.203	1.143.646	961.054	985.633	918.192	897.062		
26	1.687.767	1.465.414	1.426.258	1.399.554	1.205.203	1.143.646	969.452	985.633	926.426	904.953		
27	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.174.801	977.848	1.003.435	934.659	912.846		
28	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.174.801	986.274	1.003.435	942.894	920.738		
29	1.687.767	1.495.620	1.426.258	1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.021.236	951.244	928.631		
30	1.687.767	1.495.620		1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.021.236	951.244	928.631		
31	1.687.767	1.495.620		1.426.258	1.231.906	1.205.957	994.644	1.039.039	951.244	928.631		

**Bijlage I NM - REFERENTIEWEDDENSCHALEN (aan de index 1.2190 van juli 2000) in euro
Afdeling a. van kracht op 1 januari 2001 met uitzondering van de in afdeling b. opgenomen sectoren**

Barema's	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
0	27.026,10	25875,60	21528,91	20068,12	18517,57	17886,44	17431,15	17868,41	16376,52	16053,29	30785,38	41010,29
1	28.350,27	26900,17	22178,02	21538,91	19924,05	19274,89	18725,73	19220,80	17671,07	17347,84	31538,82	41010,29
2	28.350,27	26900,17	22178,02	21528,91	19924,05	19274,89	18895,88	19220,80	17841,22	17509,39	32292,25	42624,80
3	29.536,36	27648,93	22827,13	22178,02	20248,64	19599,50	19066,01	19545,41	18011,37	17670,99	33045,67	42624,80
4	29.536,36	27648,93	22827,13	22178,02	20248,64	19599,50	19236,19	19545,41	18181,50	17832,54	33045,67	44239,33
5	30.722,46	28397,69	26014,79	22827,13	20681,36	20032,25	19406,34	19870,03	18351,66	17994,12	34364,14	44239,33
6	30.722,46	28397,69	26014,79	22827,13	20681,36	20032,25	19576,50	19870,03	18521,81	18155,72	34364,14	45853,83
7	31.908,56	29146,45	26676,76	26014,79	23477,15	20897,77	19746,65	20194,62	18691,99	18317,27	35682,61	45853,83
8	31.908,56	29146,45	27118,04	26014,79	23477,15	20897,77	19916,81	20194,62	18862,14	18478,85	35682,61	47468,36
9	33.094,65	29895,22	27780,01	26676,76	24139,15	21763,29	20086,99	20519,24	19032,30	18640,43	37001,06	47468,36
10	33.535,95	30336,52	27780,01	27118,04	24580,43	22196,01	20754,64	20591,96	19699,83	19302,85	37001,06	49082,89
11	34.722,05	31085,28	28441,99	27780,01	25242,38	22953,35	20958,70	21384,73	19903,89	19498,51	38319,55	49082,89
12	34.722,05	31085,28	28441,99	27780,01	25242,38	22953,35	21162,84	21384,73	20108,01	19694,15	38319,55	50697,37
13	35.908,15	31834,07	29103,94	28441,99	25904,38	23716,17	21366,93	21817,48	20312,12	19889,76	39638,00	50697,37
14	35.908,15	31834,07	31384,19	28441,99	25904,38	23716,17	21571,05	21817,48	20516,21	20085,42	39638,00	52311,90
15	37.094,24	32582,85	32046,14	29103,94	26566,33	24488,51	21775,17	22250,20	20720,35	20281,09	40956,47	52311,90
16	37.094,24	32582,85	32708,09	31384,19	26566,33	24488,51	21979,23	22250,20	20924,44	20476,72	40956,47	53926,44
17	38.280,34	33331,59	32708,09	32046,14	27228,30	25260,85	22183,37	22682,95	21128,54	20672,39	42274,92	53926,44
18	38.280,34	33331,59	33370,09	32046,14	27228,30	25260,85	22387,46	22682,95	21332,65	20868,02	42274,92	55540,94
19	39.466,43	34080,33	33070,09	32708,09	27890,28	26033,23	22591,58	23115,70	21536,77	21063,66	43593,41	55540,94
20	39.466,43	34080,33	34032,04	32708,09	27890,28	26033,23	22795,67	23115,70	21740,86	21259,35	43593,41	57155,47
21	40.652,55	34829,14	34032,04	33370,09	28552,25	26805,54	22999,76	23550,63	21944,97	21454,99	44911,86	57155,47
22	40.652,55	34829,14	34694,04	33370,09	28552,25	26805,54	23203,90	23550,63	22149,06	21650,62	44911,86	58769,98
23	41.838,65	35577,90	34694,04	34032,04	29214,23	27577,88	23407,99	23991,93	22353,18	21846,29	46230,33	
24	41.838,65	35577,90	35356,01	34032,04	29214,23	27577,88	23615,78	23991,93	22557,29	22041,92		
25	41.838,65	36326,66	35356,01	34694,04	29876,20	28350,24	23823,91	24433,20	22761,39	22237,59		
26	41.838,65	36326,66	35356,01	34694,04	29876,20	28350,24	24032,09	24433,20	22965,50	22433,20		
27	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30528,15	29122,56	24240,22	24874,50	23169,59	22628,86		
28	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30538,15	29122,56	24449,09	24874,50	23373,73	22824,50		
29	41.838,65	37075,45	35356,01	35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25315,78	23580,72	23020,16		
30	41.838,65	37075,45		35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25315,78	23580,72	23020,16		
31	41.838,65	37075,45		35356,01	30538,15	29894,89	24656,58	25757,10	23580,72	23020,16		

BIJLAGE I NM - afdeling a.

Forfaitaire bedragen - Diensten voor thuishulp

Bedragen in Belgische frank

2005				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		883,79	935,78	994,27
Huishoudhulpers		834,80	883,91	939,15
Administratief personeel	20,38	21,51	22,78	24,20
Dienst- of teamverantwoordelijken	134,42	141,89	150,24	159,62
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		309,33	327,52	347,99
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		441,90	467,89	497,13
Overloon huishoudhulpers zaterdag		292,18	309,37	328,70
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		417,40	441,95	469,57
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	67,21	70,94	75,12	79,81

Werking	12,43
Directie	2.026.221

Bedragen in €

2005				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		21,91	23,20	24,65
Huishoudhulpers		20,69	21,91	23,28
Administratief personeel	0,51	0,53	0,57	0,60
Dienst- of teamverantwoordelijken	3,33	3,52	3,72	3,96
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		7,67	8,12	8,63
Overloon gezins- of bejaardenhulpers. zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		10,95	11,60	12,32
Overloon huishoudhulpers zaterdag		7,24	7,67	8,15
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		10,35	10,96	11,64
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	1,67	1,76	1,86	1,98

Werking	0,31
Directie	50.228,71

BIJLAGE I NM - afdeling b.

Intermediaire forfaitaire bedragen - Diensten voor thuishulp van 2001 tot en met 2004

Bedragen in Belgische frank

2001				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		717,49		739,59
Huishoudhulpers		639,97		660,84
Administratief personeel	18,99			22,56
Dienst- of teamverantwoordelijken	134,42			159,62
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		251,12		258,85
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		358,75		369,79
Overloon huishoudhulpers zaterdag		223,99		231,29
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		319,99		330,42
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	67,21			79,81

2002				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		759,07	779,86	803,26
Huishoudhulpers		688,68	708,32	730,42
Administratief personeel	19,34		21,62	22,97
Dienst- of teamverantwoordelijken	134,42		150,24	159,62
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		265,67	272,95	281,14
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		379,53	389,93	401,63
Overloon huishoudhulpers zaterdag		241,04	247,91	255,65
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		344,34	354,16	365,21
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	67,21		75,12	79,81

2003				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		800,64	831,83	866,93
Huishoudhulpers		737,38	766,85	799,99
Administratief personeel	19,69	20,78	22,00	23,38
Dienst- of teamverantwoordelijken	134,42	141,89	150,24	159,62
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		280,22	291,14	303,42
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		400,32	415,92	433,46
Overloon huishoudhulpers zaterdag		258,08	268,40	279,00
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		368,69	383,42	399,99
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	67,21	70,94	75,12	79,81

2004				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		842,22	883,81	930,60
Huishoudhulpers		786,09	825,38	869,57
Administratief personeel	20,03	21,14	22,39	23,79
Dienst- of teamverantwoordelijken	134,42	141,89	150,24	159,62
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		294,78	309,33	325,71
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		421,11	441,90	465,30
Overloon huishoudhulpers zaterdag		275,13	288,88	304,35
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		393,04	412,69	434,78
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	67,21	70,94	75,12	79,81

2001 - 2004

Werking	12,43
Directie	2.026.221

Bedragen in €

2001				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		17,79		18,33
Huishoudhulpers		15,86		16,38
Administratief personeel	0,47			0,56
Dienst- of teamverantwoordelijken	3,33			3,96
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		6,23		6,42

2001				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		8,89		9,17
Overloon huishoudhulpers zaterdag		5,55		5,73
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		7,93		8,19
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	1,67			1,98

2002				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		18,82	19,33	19,91
Huishoudhulpers		17,07	17,56	18,11
Administratief personeel	0,48		0,54	0,57
Dienst- of teamverantwoordelijken	3,33		3,72	3,96
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		6,59	6,77	6,97
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		9,41	9,67	9,96
Overloon huishoudhulpers zaterdag		5,98	6,15	6,34
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		8,54	8,78	9,05
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	1,67		1,86	1,98

2003				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		19,85	20,62	21,49
Huishoudhulpers		18,28	19,01	19,83
Administratief personeel	0,49	0,52	0,55	0,58
Dienst- of teamverantwoordelijken	3,33	3,52	3,72	3,96
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		6,95	7,22	7,52
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		9,92	10,31	10,75
Overloon huishoudhulpers zaterdag		6,40	6,65	6,92
Overloon huishoudhulpers zondag & feestdag		9,14	9,50	9,92
Overloon dienst- of teamverantwoordelijke	1,67	1,76	1,86	1,98

2004				
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins- en bejaardenhulpers		20,88	21,91	23,07
Huishoudhulpers		19,49	20,46	21,56
Administratief personeel	0,50	0,52	0,56	0,59
Dienst- of ou d'équipe	3,33	3,52	3,72	3,96
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zaterdag		7,31	7,67	8,07
Overloon gezins- of bejaardenhulpers zondag, feestdag & vóór 7 uur en na 18 uur		10,44	10,95	11,53
Sursalaire aides ménagers. zaterdag		6,82	7,16	7,54
Sursalaire aides ménagers. zondag & feestdag		9,74	10,23	10,78
Overloon dienst- of service ou d'équipe	1,67	1,76	1,86	1,98

2001 - 2004

Werking	0,31
Directie	50.228,71

Bijlage I NM - afdeling b
Overgangsbarema's voor het personeel van de teleonthaalcentra
Directeur-Universitair niveau

	10A - 10B juli 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 1 juli 2000
Jaar										Bedrag
0	1.008.090	1.024.518	25.397,1393	1.040.946	25.804,3842	1.057.374	26.211,6291	1.073.803	26.618,8740	1.090.231
1	1.038.483	1.059.516	26.264,7165	1.080.549	26.786,1077	1.101.582	27.307,4989	1.122.615	27.828,8901	1.143.648
2	1.068.876	1.083.831	26.867,4612	1.098.785	27.238,1662	1.113.739	27.608,8713	1.128.693	27.979,5763	1.143.648
3	1.099.270	1.117.715	27.707,4250	1.136.160	28.164,6629	1.154.605	28.621,9009	1.173.050	29.079,1388	1.191.494
4	1.099.270	1.117.715	27.707,4250	1.136.160	28.164,6629	1.154.605	28.621,9009	1.173.050	29.079,1388	1.191.494
5	1.233.220	1.234.444	30.601,0674	1.235.668	30.631,4186	1.236.893	30.661,7698	1.238.117	30.692,1209	1.239.341
6	1.233.220	1.234.444	30.601,0674	1.235.668	30.631,4186	1.236.893	30.661,7698	1.238.117	30.692,1209	1.239.341
7	1.279.896	1.281.355	31.763,9552	1.282.813	31.800,1083	1.284.272	31.836,2613	1.285.730	31.872,4144	1.287.188
8	1.279.896	1.281.355	31.763,9552	1.282.813	31.800,1083	1.284.272	31.836,2613	1.285.730	31.872,4144	1.287.188
9	1.326.573	1.328.266	32.926,8430	1.329.958	32.968,7979	1.331.650	33.010,7529	1.333.343	33.052,7079	1.335.035
10	1.326.573	1.331.826	33.015,1043	1.337.079	33.145,3207	1.342.332	33.275,5371	1.347.585	33.405,7534	1.352.838
11	1.373.250	1.378.737	34.177,9921	1.384.224	34.314,0104	1.389.711	34.450,0286	1.395.198	34.586,0469	1.400.685
12	1.373.250	1.378.737	34.177,9921	1.384.224	34.314,0104	1.389.711	34.450,0286	1.395.198	34.586,0469	1.400.685
13	1.419.927	1.425.648	35.340,8799	1.431.369	35.482,7001	1.437.090	35.624,5202	1.442.811	35.766,3404	1.448.532
14	1.419.927	1.425.648	35.340,8799	1.431.369	35.482,7001	1.437.090	35.624,5202	1.442.811	35.766,3404	1.448.532
15	1.466.603	1.472.558	36.503,7677	1.478.513	36.651,3898	1.484.468	36.799,0118	1.490.424	36.946,6339	1.496.379
16	1.466.603	1.472.558	36.503,7677	1.478.513	36.651,3898	1.484.468	36.799,0118	1.490.424	36.946,6339	1.496.379
17	1.513.280	1.519.469	37.666,6555	1.525.658	37.820,0794	1.531.847	37.973,5034	1.538.036	38.126,9273	1.544.226
18	1.513.280	1.519.469	37.666,6555	1.525.658	37.820,0794	1.531.847	37.973,5034	1.538.036	38.126,9273	1.544.226
19	1.559.957	1.566.380	38.829,5433	1.572.803	38.988,7691	1.579.226	39.147,9950	1.585.649	39.307,2208	1.592.073
20	1.559.957	1.566.380	38.829,5433	1.572.803	38.988,7691	1.579.226	39.147,9950	1.585.649	39.307,2208	1.592.073
21	1.606.633	1.613.291	39.992,4371	1.619.948	40.157,4709	1.626.606	40.322,5047	1.633.263	40.487,5385	1.639.921
22	1.606.633	1.613.291	39.992,4371	1.619.948	40.157,4709	1.626.606	40.322,5047	1.633.263	40.487,5385	1.639.921
23	1.653.310	1.660.202	41.155,3249	1.667.093	41.326,1606	1.673.985	41.496,9963	1.680.876	41.667,8320	1.687.768
24	1.653.310	1.660.202	41.155,3249	1.667.093	41.326,1606	1.673.985	41.496,9963	1.680.876	41.667,8320	1.687.768
25	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
26	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
27	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
28	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
29	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
30	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768
31	1.699.987	1.697.543	42.080,9936	1.695.099	42.020,4121	1.692.655	41.959,8306	1.690.212	41.899,2491	1.687.768

Bijlage I NM - afdeling b
Overgangsbarema's voor het personeel van de teleonthaalcentra
Sociaal Assistent-HOBU

	26A - 26I juli 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 4 juli 2000
Jaar										Bedrag
0	700.954	722.673	17.914,5881	744.391	18.452,9740	766.110	18.991,3600	787.828	19.529,7459	809.546
1	713.232	744.280	18.450,2302	775.329	19.219,9004	806.377	19.989,5705	837.426	20.759,2407	868.474
2	725.510	754.103	18.693,7165	782.696	19.402,5151	811.288	20.111,3137	839.881	20.820,1123	868.474
3	737.788	769.162	19.067,0264	800.536	19.844,7769	831.911	20.622,5274	863.285	21.400,2780	894.659
4	737.788	769.162	19.067,0264	800.536	19.844,7769	831.911	20.622,5274	863.285	21.400,2780	894.659
5	752.033	785.795	19.479,3540	819.558	20.316,3020	853.320	21.153,2500	887.082	21.990,1981	920.845
6	752.033	785.795	19.479,3540	819.558	20.316,3020	853.320	21.153,2500	887.082	21.990,1981	920.845
7	771.022	826.705	20.493,4775	882.387	21.873,8096	938.070	23.254,1416	993.752	24.634,4737	1.049.435
8	771.022	826.705	20.493,4775	882.387	21.873,8096	938.070	23.254,1416	993.752	24.634,4737	1.049.435
9	803.755	858.232	21.275,0053	912.708	22.625,4455	967.185	23.975,8857	1.021.661	25.326,3259	1.076.138
10	993.025	1.013.208	25.116,7746	1.033.391	25.617,0916	1.053.574	26.117,4087	1.073.756	26.617,7257	1.093.939
11	1.019.079	1.039.392	25.765,8559	1.059.705	26.269,4003	1.080.018	26.772,9446	1.100.331	27.276,4890	1.120.644
12	1.019.079	1.039.392	25.765,8559	1.059.705	26.269,4003	1.080.018	26.772,9446	1.100.331	27.276,4890	1.120.644
13	1.045.133	1.065.576	26.414,9312	1.086.019	26.921,6968	1.106.461	27.428,4625	1.126.904	27.935,2281	1.147.347
14	1.045.133	1.065.576	26.414,9312	1.086.019	26.921,6968	1.106.461	27.428,4625	1.126.904	27.935,2281	1.147.347
15	1.071.186	1.091.759	27.064,0065	1.112.332	27.573,9934	1.132.905	28.083,9803	1.153.478	28.593,9671	1.174.051
16	1.071.186	1.110.156	27.520,0539	1.149.126	28.486,0881	1.188.096	29.452,1223	1.227.065	30.418,1565	1.266.035
17	1.097.240	1.136.340	28.169,1292	1.175.440	29.138,3846	1.214.539	30.107,6401	1.253.639	31.076,8956	1.292.739
18	1.097.240	1.136.340	28.169,1292	1.175.440	29.138,3846	1.214.539	30.107,6401	1.253.639	31.076,8956	1.292.739
19	1.123.294	1.162.523	28.818,2045	1.201.753	29.790,6812	1.240.983	30.763,1579	1.280.212	31.735,6347	1.319.442
20	1.123.294	1.162.523	28.818,2045	1.201.753	29.790,6812	1.240.983	30.763,1579	1.280.212	31.735,6347	1.319.442
21	1.149.348	1.188.707	29.467,2858	1.228.067	30.442,9898	1.267.427	31.418,6939	1.306.787	32.394,3979	1.346.147
22	1.149.348	1.188.707	29.467,2858	1.228.067	30.442,9898	1.267.427	31.418,6939	1.306.787	32.394,3979	1.346.147
23	1.175.401	1.214.891	30.116,3611	1.254.381	31.095,2864	1.293.870	32.074,2117	1.333.360	33.053,1370	1.372.850
24	1.175.401	1.214.891	30.116,3611	1.254.381	31.095,2864	1.293.870	32.074,2117	1.333.360	33.053,1370	1.372.850
25	1.201.455	1.241.075	30.765,4424	1.280.695	31.747,5950	1.320.315	32.729,7476	1.359.935	33.711,9003	1.399.555
26	1.201.455	1.241.075	30.765,4424	1.280.695	31.747,5950	1.320.315	32.729,7476	1.359.935	33.711,9003	1.399.555
27	1.227.509	1.267.259	31.414,5177	1.307.008	32.399,8916	1.346.758	33.385,2655	1.386.508	34.370,6393	1.426.258
28	1.227.509	1.267.259	31.414,5177	1.307.008	32.399,8916	1.346.758	33.385,2655	1.386.508	34.370,6393	1.426.258
29	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258
30	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258
31	1.257.902	1.291.573	32.017,2624	1.325.244	32.851,9501	1.358.916	33.686,6378	1.392.587	34.521,3255	1.426.258

Bijlage I NM - afdeling b
Overgangsbarema's voor het personeel van de teleonthaalcentra
Secretaris - HSO

	20A - 20B juli 2000	2001	euro	2002	euro	2003	euro	2004	euro	Bar. 6 juli 2000
Jaar										Bedrag
0	659.384	671.669	16.650,2517	683.955	16.954,8030	696.241	17.259,3543	708.526	17.563,9056	720.812
1	672.398	693.428	17.189,6288	714.458	17.710,9475	735.488	18.232,2662	756.518	18.753,5849	777.548
2	685.412	703.839	17.447,7166	722.266	17.904,5133	740.693	18.361,3101	759.121	18.818,1068	777.548
3	698.426	716.869	17.770,7252	735.313	18.227,9208	753.756	18.685,1164	772.199	19.142,3121	790.642
4	698.426	716.869	17.770,7252	735.313	18.227,9208	753.756	18.685,1164	772.199	19.142,3121	790.642
5	751.340	762.692	18.906,6462	774.044	19.188,0504	785.396	19.469,4545	796.748	19.750,8587	808.099
6	751.340	762.692	18.906,6462	774.044	19.188,0504	785.396	19.469,4545	796.748	19.750,8587	808.099
7	768.689	783.554	19.423,8008	798.419	19.792,2939	813.284	20.160,7870	828.149	20.529,2801	843.014
8	768.689	783.554	19.423,8008	798.419	19.792,2939	813.284	20.160,7870	828.149	20.529,2801	843.014
9	799.051	814.827	20.199,0251	830.602	20.590,0972	846.378	20.981,1694	862.154	21.372,2415	877.930
10	799.051	818.318	20.285,5701	837.585	20.763,1872	856.852	21.240,8043	876.119	21.718,4214	895.386
11	829.412	848.717	21.039,1521	868.022	21.517,7060	887.327	21.996,2598	906.632	22.474,8137	925.937
12	829.412	848.717	21.039,1521	868.022	21.517,7060	887.327	21.996,2598	906.632	22.474,8137	925.937
13	859.774	879.161	21.793,8340	898.548	22.274,4246	917.935	22.755,0152	937.322	23.235,6058	956.709
14	859.774	879.161	21.793,8340	898.548	22.274,4246	917.935	22.755,0152	937.322	23.235,6058	956.709
15	890.136	909.681	22.550,4137	929.227	23.034,9386	948.773	23.519,4636	968.319	24.003,9886	987.864
16	890.136	909.681	22.550,4137	929.227	23.034,9386	948.773	23.519,4636	968.319	24.003,9886	987.864
17	920.497	940.202	23.306,9993	959.907	23.795,4648	979.611	24.283,9302	999.316	24.772,3957	1.019.021
18	920.497	940.202	23.306,9993	959.907	23.795,4648	979.611	24.283,9302	999.316	24.772,3957	1.019.021
19	950.859	970.723	24.063,5911	990.587	24.556,0030	1.010.451	25.048,4150	1.030.314	25.540,8269	1.050.178
20	950.859	970.723	24.063,5911	990.587	24.556,0030	1.010.451	25.048,4150	1.030.314	25.540,8269	1.050.178
21	981.221	1.001.243	24.820,1707	1.021.266	25.316,5171	1.041.288	25.812,8634	1.061.311	26.309,2098	1.081.333
22	981.221	1.001.243	24.820,1707	1.021.266	25.316,5171	1.041.288	25.812,8634	1.061.311	26.309,2098	1.081.333
23	1.011.582	1.031.764	25.576,7564	1.051.945	26.077,0432	1.072.127	26.577,3300	1.092.308	27.077,6168	1.112.490
24	1.011.582	1.031.764	25.576,7564	1.051.945	26.077,0432	1.072.127	26.577,3300	1.092.308	27.077,6168	1.112.490
25	1.041.944	1.062.284	26.333,3420	1.082.625	26.837,5693	1.102.965	27.341,7966	1.123.306	27.846,0239	1.143.646
26	1.041.944	1.062.284	26.333,3420	1.082.625	26.837,5693	1.102.965	27.341,7966	1.123.306	27.846,0239	1.143.646
27	1.072.306	1.092.805	27.089,9217	1.113.304	27.598,0834	1.133.803	28.106,2451	1.154.302	28.614,4067	1.174.801
28	1.072.306	1.092.805	27.089,9217	1.113.304	27.598,0834	1.133.803	28.106,2451	1.154.302	28.614,4067	1.174.801
29	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958
30	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958
31	1.102.667	1.123.325	27.846,5074	1.143.983	28.358,6095	1.164.642	28.870,7116	1.185.300	29.382,8138	1.205.958

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang van barema 3 (P.C. 319) naar barema 10

(Opvangtehuizen : arbeider)

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	629.591	15.607,15	15.718,71	15.830,23	15.941,76	16.053,29
1	646.354	16.022,70	16.353,98	16.685,27	17.016,55	17.347,84
2	653.976	16.211,64	16.536,08	16.860,50	17.184,95	17.509,39
3	661.598	16.400,59	16.718,19	17.035,79	17.353,39	17.670,99
4	662.901	16.432,89	16.782,81	17.132,71	17.482,64	17.832,54
5	668.668	16.575,85	16.930,43	17.285,00	17.639,56	17.994,12
6	669.972	16.608,17	16.995,06	17.381,95	17.768,83	18.155,72
7	675.739	16.751,13	17.142,68	17.534,20	17.925,75	18.317,27
8	677.043	16.783,46	17.207,31	17.631,15	18.055,00	18.478,85
9	684.355	16.964,72	17.383,63	17.802,57	18.221,49	18.640,43
10	689.699	17.097,19	17.648,61	18.200,02	18.751,43	19.302,85
11	697.286	17.285,27	17.838,57	18.391,89	18.945,19	19.498,51
12	698.864	17.324,39	17.916,83	18.509,27	19.101,71	19.694,15
13	706.451	17.512,46	18.106,79	18.701,11	19.295,44	19.889,76
14	708.029	17.551,58	18.185,05	18.818,51	19.451,96	20.085,42
15	715.616	17.739,66	18.375,01	19.010,36	19.645,74	20.281,09
16	717.194	17.778,77	18.453,27	19.127,76	19.802,23	20.476,72
17	724.781	17.966,85	18.643,23	19.319,63	19.996,01	20.672,39
18	726.360	18.005,99	18.721,49	19.437,01	20.152,50	20.868,02
19	733.946	18.194,05	18.911,45	19.628,85	20.346,26	21.063,66
20	735.525	18.233,19	18.989,73	19.746,26	20.502,80	21.259,35
21	743.112	18.421,27	19.179,70	19.938,13	20.696,56	21.454,99
22	744.690	18.460,38	19.257,93	20.055,50	20.853,05	21.650,62
23	752.277	18.648,46	19.447,92	20.247,37	21.046,83	21.846,29
24	753.855	18.687,58	19.526,18	20.364,75	21.203,35	22.041,92
25	761.442	18.875,65	19.716,14	20.556,62	21.397,10	22.237,59
26	763.020	18.914,77	19.794,37	20.674,00	21.553,60	22.433,20
27	770.607	19.102,85	19.984,36	20.865,84	21.747,35	22.628,86
28	772.185	19.141,97	20.062,62	20.983,24	21.903,87	22.824,50
29	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16
30	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16
31	773.764	19.181,11	20.140,88	21.100,62	22.060,39	23.020,16

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Opvangtehuizen

Overgang van barema 3 (P.C. 319) naar barema 9

(Opvangtehuizen : geschoolde arbeider)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
1	648.962	16.087,35	16.483,28	16.879,19	17.275,13	17.671,07
2	656.653	16.278,00	16.668,81	17.059,61	17.450,42	17.841,22
3	664.344	16.468,66	16.854,33	17.240,03	17.625,70	18.011,37
4	665.717	16.502,69	16.922,40	17.342,09	17.761,79	18.181,50
5	671.553	16.647,36	17.073,44	17.499,52	17.925,58	18.351,66
6	672.926	16.681,40	17.141,49	17.601,61	18.061,70	18.521,81
7	678.762	16.826,07	17.292,56	17.759,04	18.225,50	18.691,99
8	680.135	16.860,11	17.360,63	17.861,13	18.361,65	18.862,14
9	687.516	17.043,08	17.540,38	18.037,70	18.535,00	19.032,30
10	692.902	17.176,59	17.807,41	18.438,20	19.069,01	19.699,83
11	700.556	17.366,33	18.000,74	18.635,12	19.269,51	19.903,89
12	702.203	17.407,16	18.082,37	18.757,58	19.432,79	20.108,01
13	709.858	17.596,92	18.275,73	18.954,53	19.633,32	20.312,12
14	711.505	17.637,75	18.357,36	19.076,97	19.796,60	20.516,21
15	719.160	17.827,51	18.550,72	19.273,92	19.997,15	20.720,35
16	720.807	17.868,34	18.632,35	19.396,38	20.160,41	20.924,44
17	728.461	18.058,08	18.825,70	19.593,31	20.360,93	21.128,54
18	730.108	18.098,90	18.907,33	19.715,79	20.524,22	21.332,65
19	737.563	18.283,71	19.090,78	19.897,84	20.704,91	21.511,98
20	739.410	18.329,50	19.182,32	20.035,18	20.888,00	21.740,86
21	747.065	18.519,26	19.375,68	20.232,10	21.088,55	21.944,97
22	748.711	18.560,06	19.457,31	20.354,56	21.251,81	22.149,06
23	756.366	18.749,82	19.650,67	20.551,51	21.452,33	22.353,18
24	758.013	18.790,65	19.732,32	20.673,97	21.615,65	22.557,29
25	765.668	18.980,41	19.925,66	20.870,90	21.816,14	22.761,39
26	767.315	19.021,24	20.007,31	20.993,36	21.979,43	22.965,50
27	774.970	19.211,00	20.200,65	21.190,29	22.179,95	23.169,59
28	776.617	19.251,83	20.282,30	21.312,77	22.343,26	23.373,73
29	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72
30	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72
31	778.287	19.293,23	20.365,10	21.436,96	22.508,86	23.580,72

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Opvangtehuizen

Overgang van barema 3 (P.C. 319) naar barema 8

(Opvangtehuizen : werkmeester)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.236	15.970,19	16.444,74	16.919,30	17.393,85	17.868,41
1	661.465	16.397,29	17.103,17	17.809,04	18.514,92	19.220,80
2	667.783	16.553,91	17.220,64	17.887,35	18.554,09	19.220,80
3	676.721	16.775,48	17.467,97	18.160,43	18.852,92	19.545,41
4	676.721	16.775,48	17.467,97	18.160,43	18.852,92	19.545,41
5	683.803	16.951,03	17.680,78	18.410,53	19.140,28	19.870,03
6	683.803	16.951,03	17.680,78	18.410,53	19.140,28	19.870,03
7	690.886	17.126,62	17.893,60	18.660,61	19.427,61	20.194,62
8	690.886	17.126,62	17.893,60	18.660,61	19.427,61	20.194,62
9	699.513	17.340,47	18.135,17	18.929,84	19.724,54	20.519,24
10	703.004	17.427,01	18.308,25	19.189,49	20.070,72	20.951,96
11	712.504	17.662,51	18.593,06	19.523,62	20.454,17	21.384,73
12	712.504	17.662,51	18.593,06	19.523,62	20.454,17	21.384,73
13	722.003	17.897,99	18.877,86	19.857,73	20.837,61	21.817,48
14	722.003	17.897,99	18.877,86	19.857,73	20.837,61	21.817,48
15	731.503	18.133,49	19.162,67	20.191,84	21.221,02	22.250,20
16	731.503	18.133,49	19.162,67	20.191,84	21.221,02	22.250,20
17	741.002	18.368,96	19.447,47	20.525,96	21.604,47	22.682,95
18	741.002	18.368,96	19.447,47	20.525,96	21.604,47	22.682,95
19	750.502	18.604,46	19.732,27	20.860,07	21.987,88	23.115,70
20	750.502	18.604,46	19.732,27	20.860,07	21.987,88	23.115,70
21	760.019	18.840,38	20.017,95	21.195,52	22.373,06	23.550,63
22	760.019	18.840,38	20.017,95	21.195,52	22.373,06	23.550,63
23	769.588	19.077,59	20.306,17	21.534,76	22.763,34	23.991,93
24	769.588	19.077,59	20.306,17	21.534,76	22.763,34	23.991,93
25	779.156	19.314,77	20.594,37	21.874,00	23.153,60	24.433,20
26	779.156	19.314,77	20.594,37	21.874,00	23.153,60	24.433,20
27	788.725	19.551,98	20.882,60	22.213,24	23.543,86	24.874,50
28	788.725	19.551,98	20.882,60	22.213,24	23.543,86	24.874,50
29	792.285	19.640,23	21.059,13	22.477,99	23.896,89	25.315,78
30	792.285	19.640,23	21.059,13	22.477,99	23.896,89	25.315,78
31	795.846	19.728,51	21.235,65	22.742,79	24.249,96	25.757,10

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 4 (P.C. 319) naar barema 9

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	704.638	17.467,52	17.858,72	18.249,90	18.641,10	19.032,30
10	710.023	17.601,01	18.125,73	18.650,42	19.175,13	19.699,83
11	719.252	17.829,79	18.348,31	18.866,83	19.385,37	19.903,89
12	720.899	17.870,62	18.429,97	18.989,31	19.548,66	20.108,01
13	730.128	18.099,40	18.652,57	19.205,75	19.758,95	20.312,12
14	731.774	18.140,20	18.734,21	19.328,21	19.922,21	20.516,21
15	743.812	18.438,62	19.009,05	19.579,50	20.149,93	20.720,35
16	745.459	18.479,45	19.090,68	19.701,93	20.313,19	20.924,44
17	757.496	18.777,84	19.365,52	19.953,17	20.540,85	21.128,54
18	759.143	18.818,66	19.447,15	20.075,66	20.704,14	21.332,65
19	770.980	19.112,09	19.712,07	20.312,05	20.912,00	21.511,98
20	772.827	19.157,88	19.803,62	20.449,36	21.095,12	21.740,86
21	784.865	19.456,30	20.078,46	20.700,62	21.322,81	21.944,97
22	786.511	19.497,10	20.160,09	20.823,08	21.486,07	22.149,06
23	798.549	19.795,51	20.434,93	21.074,35	21.713,76	22.353,18
24	800.195	19.836,32	20.516,56	21.196,81	21.877,05	22.557,29
25	812.233	20.134,73	20.791,40	21.448,05	22.104,72	22.761,39
26	813.880	20.175,56	20.873,03	21.570,53	22.268,00	22.965,50
27	831.860	20.621,27	21.258,36	21.895,42	22.532,51	23.169,59
28	833.507	20.662,10	21.340,01	22.017,90	22.695,82	23.373,73
29	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
30	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
31	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 5 (P.C. 319) naar barema 9						
Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	704.638	17.467,52	17.858,72	18.249,90	18.641,10	19.032,30
10	710.023	17.601,01	18.125,73	18.650,42	19.175,13	19.699,83
11	719.252	17.829,79	18.348,31	18.866,83	19.385,37	19.903,89
12	720.899	17.870,62	18.429,97	18.989,31	19.548,66	20.108,01
13	730.128	18.099,40	18.652,57	19.205,75	19.758,95	20.312,12
14	731.774	18.140,20	18.734,21	19.328,21	19.922,21	20.516,21
15	743.812	18.438,62	19.009,05	19.579,50	20.149,93	20.720,35
16	745.459	18.479,45	19.090,68	19.701,93	20.313,19	20.924,44
17	757.496	18.777,84	19.365,52	19.953,17	20.540,85	21.128,54
18	759.143	18.818,66	19.447,15	20.075,66	20.704,14	21.332,65
19	770.980	19.112,09	19.712,07	20.312,05	20.912,00	21.511,98
20	772.827	19.157,88	19.803,62	20.449,36	21.095,12	21.740,86
21	784.865	19.456,30	20.078,46	20.700,62	21.322,81	21.944,97
22	786.511	19.497,10	20.160,09	20.823,08	21.486,07	22.149,06
23	798.549	19.795,51	20.434,93	21.074,35	21.713,76	22.353,18
24	800.195	19.836,32	20.516,56	21.196,81	21.877,05	22.557,29
25	812.233	20.134,73	20.791,40	21.448,05	22.104,72	22.761,39
26	813.880	20.175,56	20.873,03	21.570,53	22.268,00	22.965,50
27	831.860	20.621,27	21.258,36	21.895,42	22.532,51	23.169,59
28	833.507	20.662,10	21.340,01	22.017,90	22.695,82	23.373,73
29	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
30	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72
31	851.510	21.108,38	21.726,48	22.344,55	22.962,65	23.580,72

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 5 (P.C. 319) naar barema 7

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	652.604	16.177,63	16.491,02	16.804,40	17.117,77	17.431,15
1	668.505	16.571,81	17.110,28	17.648,78	18.187,25	18.725,73
2	675.334	16.741,09	17.279,79	17.818,49	18.357,18	18.895,88
3	682.163	16.910,38	17.449,30	17.988,20	18.527,12	19.066,01
4	683.536	16.944,41	17.517,37	18.090,30	18.663,26	19.236,19
5	692.491	17.166,40	17.726,39	18.286,39	18.846,35	19.406,34
6	693.864	17.200,44	17.794,44	18.388,47	18.982,47	19.576,50
7	702.819	17.422,43	18.003,49	18.584,53	19.165,59	19.746,65
8	704.192	17.456,46	18.071,54	18.686,64	19.301,71	19.916,81
9	713.147	17.678,45	18.280,59	18.882,72	19.484,85	20.086,99
10	718.534	17.811,99	18.547,64	19.283,32	20.018,96	20.754,64
11	727.762	18.040,75	18.770,25	19.499,73	20.229,23	20.958,70
12	729.409	18.081,58	18.851,91	19.622,21	20.392,54	21.162,84
13	738.638	18.310,36	19.074,49	19.838,65	20.602,78	21.366,93
14	740.285	18.351,19	19.156,15	19.961,11	20.766,09	21.571,05
15	752.322	18.649,58	19.430,99	20.212,37	20.993,78	21.775,17
16	753.969	18.690,40	19.512,59	20.334,80	21.157,02	21.979,23
17	766.006	18.988,79	19.787,46	20.586,09	21.384,73	22.183,37
18	767.653	19.029,62	19.869,09	20.708,53	21.548,00	22.387,46
19	779.691	19.328,04	20.143,90	20.959,79	21.775,69	22.591,58
20	781.337	19.368,84	20.225,56	21.082,25	21.938,97	22.795,67
21	793.375	19.667,25	20.500,37	21.333,49	22.166,64	22.999,76
22	795.022	19.708,08	20.582,03	21.455,98	22.329,95	23.203,90
23	807.059	20.006,47	20.856,84	21.707,22	22.557,62	23.407,99
24	808.735	20.048,02	20.939,96	21.831,91	22.723,83	23.615,77
25	820.805	20.347,22	21.216,39	22.085,58	22.954,74	23.823,91
26	822.485	20.388,87	21.299,68	22.210,47	23.121,28	24.032,09
27	840.498	20.835,40	21.686,59	22.537,81	23.389,00	24.240,22
28	842.177	20.877,02	21.769,89	22.662,72	23.555,59	24.448,42
29	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58
30	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58
31	860.190	21.323,55	22.156,82	22.990,07	23.823,34	24.656,58

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 5 (P.C. 319) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	661.370	16.394,93	16.925,60	17.456,27	17.986,93	18.517,60
1	678.173	16.811,47	17.589,61	18.367,77	19.145,91	19.924,05
2	683.630	16.946,75	17.691,07	18.435,40	19.179,72	19.924,05
3	691.705	17.146,92	17.922,33	18.697,77	19.473,20	20.248,64
4	691.705	17.146,92	17.922,33	18.697,77	19.473,20	20.248,64
5	702.778	17.421,41	18.236,39	19.051,39	19.866,36	20.681,36
6	702.778	17.421,41	18.236,39	19.051,39	19.866,36	20.681,36
7	732.917	18.168,54	19.495,69	20.822,83	22.150,01	23.477,15
8	732.917	18.168,54	19.495,69	20.822,83	22.150,01	23.477,15
9	745.840	18.488,89	19.901,46	21.314,01	22.726,58	24.139,15
10	749.400	18.577,14	20.077,96	21.578,78	23.079,61	24.580,43
11	762.323	18.897,49	20.483,71	22.069,94	23.656,16	25.242,38
12	762.323	18.897,49	20.483,71	22.069,94	23.656,16	25.242,38
13	775.246	19.217,85	20.889,47	22.561,11	24.232,73	25.904,38
14	775.246	19.217,85	20.889,47	22.561,11	24.232,73	25.904,38
15	790.977	19.607,81	21.347,45	23.087,07	24.826,71	26.566,33
16	790.977	19.607,81	21.347,45	23.087,07	24.826,71	26.566,33
17	806.709	19.997,79	21.805,41	23.613,05	25.420,66	27.228,30
18	806.709	19.997,79	21.805,41	23.613,05	25.420,66	27.228,30
19	822.440	20.387,76	22.263,39	24.139,03	26.014,64	27.890,28
20	822.440	20.387,76	22.263,39	24.139,03	26.014,64	27.890,28
21	838.172	20.777,74	22.721,38	24.664,98	26.608,62	28.552,25
22	838.172	20.777,74	22.721,38	24.664,98	26.608,62	28.552,25
23	853.903	21.167,70	23.179,33	25.190,96	27.202,60	29.214,23
24	853.903	21.167,70	23.179,33	25.190,96	27.202,60	29.214,23
25	869.635	21.557,69	23.637,32	25.716,95	27.796,57	29.876,20
26	869.635	21.557,69	23.637,32	25.716,95	27.796,57	29.876,20
27	891.309	22.094,97	24.205,76	26.316,57	28.427,36	30.538,15
28	891.309	22.094,97	24.205,76	26.316,57	28.427,36	30.538,15
29	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15
30	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15
31	907.643	22.499,88	24.509,46	26.519,00	28.528,58	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Opvangtehuizen

Overgang van barema 6 (P.C. 319) naar barema 9

(Opvangtehuizen : opvoeder klasse 4)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	644.096	15.966,72	16.069,15	16.171,61	16.274,06	16.376,52
1	659.996	16.360,87	16.688,42	17.015,98	17.343,52	17.671,07
2	666.825	16.530,16	16.857,92	17.185,69	17.513,45	17.841,22
3	673.654	16.699,45	17.027,43	17.355,42	17.683,39	18.011,37
4	675.027	16.733,48	17.095,48	17.457,48	17.819,50	18.181,50
5	683.982	16.955,47	17.304,50	17.653,56	18.002,60	18.351,66
6	685.355	16.989,51	17.372,58	17.755,65	18.138,74	18.521,81
7	694.310	17.211,50	17.581,63	17.951,73	18.321,86	18.691,99
8	695.683	17.245,53	17.649,67	18.053,84	18.457,98	18.862,14
9	706.860	17.522,60	17.900,02	18.277,46	18.654,88	19.032,30
10	712.246	17.656,12	18.167,05	18.677,96	19.188,89	19.699,83
11	725.033	17.973,10	18.455,80	18.938,50	19.421,19	19.903,89
12	726.680	18.013,93	18.537,45	19.060,95	19.584,48	20.108,01
13	739.467	18.330,91	18.826,22	19.321,52	19.816,83	20.312,12
14	741.114	18.371,74	18.907,86	19.443,97	19.980,09	20.516,21
15	756.625	18.756,24	19.247,27	19.738,30	20.229,33	20.720,35
16	758.272	18.797,07	19.328,90	19.860,76	20.392,59	20.924,44
17	773.783	19.181,58	19.668,32	20.155,06	20.641,80	21.128,54
18	775.430	19.222,41	19.749,95	20.277,52	20.805,08	21.332,65
19	790.741	19.601,96	20.079,45	20.556,97	21.034,46	21.511,98
20	792.587	19.647,72	20.171,02	20.694,30	21.217,58	21.740,86
21	808.099	20.032,25	20.510,41	20.988,60	21.466,79	21.944,97
22	809.745	20.073,05	20.592,07	21.111,06	21.630,07	22.149,06
23	825.256	20.457,56	20.931,48	21.405,38	21.879,28	22.353,18
24	826.903	20.498,39	21.013,12	21.527,84	22.042,57	22.557,29
25	842.414	20.882,90	21.352,53	21.822,14	22.291,78	22.761,39
26	844.061	20.923,73	21.434,16	21.944,63	22.455,06	22.965,50
27	859.572	21.308,23	21.773,58	22.238,92	22.704,25	23.169,59
28	861.219	21.349,06	21.855,24	22.361,41	22.867,56	23.373,73
29	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72
30	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72
31	876.754	21.734,16	22.195,79	22.657,44	23.119,07	23.580,72

Bijlage I NM - Afdeling b

Opvergangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang van barema 8 (P.C. 319) naar barema 9

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	647.590	16.053,34	16.134,13	16.214,91	16.295,73	16.376,52
1	664.353	16.468,88	16.769,43	17.069,97	17.370,52	17.671,07
2	672.044	16.659,54	16.954,95	17.250,37	17.545,80	17.841,22
3	679.735	16.850,19	17.140,47	17.430,78	17.721,07	18.011,37
4	681.107	16.884,20	17.208,55	17.532,86	17.857,18	18.181,50
5	688.488	17.067,17	17.388,29	17.709,41	18.030,54	18.351,66
6	689.861	17.101,21	17.456,36	17.811,52	18.166,65	18.521,81
7	697.242	17.284,18	17.636,14	17.988,10	18.340,03	18.691,99
8	698.615	17.318,21	17.704,21	18.090,18	18.476,17	18.862,14
9	749.747	18.585,74	18.697,37	18.809,02	18.920,65	19.032,30
10	760.343	18.848,41	19.061,25	19.274,12	19.486,96	19.699,83
11	767.200	19.018,39	19.239,76	19.461,13	19.682,52	19.903,89
12	775.794	19.231,43	19.450,57	19.669,71	19.888,87	20.108,01
13	784.388	19.444,47	19.661,38	19.878,28	20.095,22	20.312,12
14	792.982	19.657,51	19.872,19	20.086,86	20.301,54	20.516,21
15	801.576	19.870,55	20.082,99	20.295,46	20.507,91	20.720,35
16	810.170	20.083,59	20.293,80	20.504,02	20.714,23	20.924,44
17	818.764	20.296,63	20.504,61	20.712,57	20.920,55	21.128,54
18	827.358	20.509,67	20.715,42	20.921,17	21.126,90	21.332,65
19	835.752	20.717,75	20.916,31	21.114,88	21.313,41	21.511,98
20	844.546	20.935,75	21.137,04	21.338,30	21.539,59	21.740,86
21	853.140	21.148,79	21.347,85	21.546,88	21.745,94	21.944,97
22	861.734	21.361,83	21.558,63	21.755,46	21.952,26	22.149,06
23	870.328	21.574,87	21.769,44	21.964,04	22.158,61	22.353,18
24	878.922	21.787,91	21.980,27	22.172,61	22.364,95	22.557,29
25	887.516	22.000,95	22.191,06	22.381,17	22.571,28	22.761,39
26	896.110	22.213,99	22.401,87	22.589,74	22.777,62	22.965,50
27	904.704	22.427,03	22.612,67	22.798,32	22.983,94	23.169,59
28	913.299	22.640,09	22.823,51	23.006,90	23.190,32	23.373,73
29	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72
30	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72
31	921.916	22.853,70	23.035,46	23.217,21	23.398,97	23.580,72

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Overgang van barema 8 (P.C. 319) naar barema 7

Overgang van barema 8 (C.P. 319) naar barema 7						
Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	656.099	16.264,27	16.555,99	16.847,71	17.139,43	17.431,15
1	672.862	16.679,81	17.191,29	17.702,77	18.214,25	18.725,73
2	680.553	16.870,47	17.376,82	17.883,16	18.389,53	18.895,88
3	688.244	17.061,12	17.562,34	18.063,55	18.564,80	19.066,01
4	689.617	17.095,16	17.630,41	18.165,66	18.700,94	19.236,19
5	696.998	17.278,13	17.810,18	18.342,24	18.874,29	19.406,34
6	698.370	17.312,14	17.878,23	18.444,32	19.010,41	19.576,50
7	705.751	17.495,11	18.058,00	18.620,89	19.183,76	19.746,65
8	707.124	17.529,15	18.126,07	18.722,98	19.319,90	19.916,81
9	758.256	18.796,68	19.119,26	19.441,82	19.764,40	20.086,99
10	768.853	19.059,37	19.483,19	19.906,99	20.330,81	20.754,64
11	775.710	19.229,35	19.661,67	20.094,03	20.526,35	20.958,70
12	784.304	19.442,39	19.872,51	20.302,63	20.732,72	21.162,84
13	792.898	19.655,43	20.083,32	20.511,18	20.939,07	21.366,93
14	801.492	19.868,47	20.294,13	20.719,76	21.145,42	21.571,05
15	810.086	20.081,51	20.504,93	20.928,34	21.351,76	21.775,17
16	818.680	20.294,55	20.715,72	21.136,89	21.558,06	21.979,23
17	827.274	20.507,59	20.926,53	21.345,49	21.764,43	22.183,37
18	835.868	20.720,63	21.137,34	21.554,04	21.970,75	22.387,46
19	844.462	20.933,67	21.348,14	21.762,62	22.177,10	22.591,58
20	853.056	21.146,71	21.558,95	21.971,20	22.383,42	22.795,67
21	861.650	21.359,75	21.769,76	22.179,75	22.589,77	22.999,76
22	870.245	21.572,81	21.980,57	22.388,35	22.796,12	23.203,90
23	878.838	21.785,82	22.191,38	22.596,91	23.002,46	23.407,99
24	887.462	21.999,61	22.403,65	22.807,69	23.211,73	23.615,77
25	896.089	22.213,47	22.616,07	23.018,67	23.421,30	23.823,91
26	904.716	22.427,32	22.828,51	23.229,71	23.630,90	24.032,09
27	913.342	22.641,16	23.040,93	23.440,69	23.840,47	24.240,22
28	921.969	22.855,01	23.253,38	23.651,72	24.050,08	24.448,42
29	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58
30	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58
31	930.596	23.068,87	23.465,80	23.862,73	24.259,65	24.656,58

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 8 (P.C. 319) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	664.864	16.481,55	16.990,55	17.499,57	18.008,57	18.517,60
1	682.530	16.919,48	17.670,62	18.421,76	19.172,90	19.924,05
2	688.848	17.076,10	17.788,07	18.500,07	19.212,05	19.924,05
3	697.785	17.297,64	18.035,39	18.773,13	19.510,88	20.248,64
4	697.785	17.297,64	18.035,39	18.773,13	19.510,88	20.248,64
5	707.284	17.533,11	18.320,17	19.107,24	19.894,30	20.681,36
6	707.284	17.533,11	18.320,17	19.107,24	19.894,30	20.681,36
7	735.849	18.241,22	19.550,20	20.859,17	22.168,18	23.477,15
8	735.849	18.241,22	19.550,20	20.859,17	22.168,18	23.477,15
9	790.949	19.607,11	20.740,11	21.873,13	23.006,13	24.139,15
10	799.719	19.824,52	21.013,49	22.202,48	23.391,46	24.580,43
11	810.270	20.086,07	21.375,16	22.664,24	23.953,31	25.242,38
12	817.218	20.258,31	21.504,32	22.750,33	23.996,37	25.242,38
13	829.506	20.562,92	21.898,29	23.233,65	24.569,02	25.904,38
14	836.453	20.735,13	22.027,45	23.319,77	24.612,06	25.904,38
15	848.741	21.039,74	22.421,40	23.803,03	25.184,69	26.566,33
16	855.689	21.211,98	22.550,55	23.889,15	25.227,73	26.566,33
17	867.977	21.516,59	22.944,50	24.372,45	25.800,36	27.228,30
18	874.924	21.688,80	23.073,68	24.458,56	25.843,42	27.228,30
19	887.212	21.993,41	23.467,63	24.941,86	26.416,05	27.890,28
20	894.159	22.165,62	23.596,79	25.027,95	26.459,11	27.890,28
21	906.448	22.470,26	23.990,74	25.511,24	27.031,75	28.552,25
22	913.395	22.642,47	24.119,92	25.597,36	27.074,81	28.552,25
23	925.683	22.947,08	24.513,87	26.080,65	27.647,44	29.214,23
24	932.630	23.119,29	24.643,05	26.166,77	27.690,50	29.214,23
25	944.919	23.423,93	25.037,00	26.650,07	28.263,13	29.876,20
26	951.866	23.596,14	25.166,15	26.736,16	28.306,19	29.876,20
27	964.154	23.900,75	25.560,10	27.219,45	28.878,80	30.538,15
28	971.101	24.072,96	25.689,26	27.305,57	28.921,86	30.538,15
29	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15
30	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15
31	978.048	24.245,18	25.818,43	27.391,66	28.964,92	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 9 (P.C. 319) naar barema 6

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	664.679	16.476,96	16.824,83	17.172,70	17.520,57	17.868,44
1	686.449	17.016,63	17.581,20	18.145,76	18.710,33	19.274,89
2	696.873	17.275,03	17.775,01	18.274,96	18.774,93	19.274,89
3	709.915	17.598,33	18.098,63	18.598,93	19.099,20	19.599,50
4	709.915	17.598,33	18.098,63	18.598,93	19.099,20	19.599,50
5	723.454	17.933,96	18.458,52	18.983,09	19.507,68	20.032,25
6	723.454	17.933,96	18.458,52	18.983,09	19.507,68	20.032,25
7	740.484	18.356,12	18.991,54	19.626,95	20.262,37	20.897,77
8	740.484	18.356,12	18.991,54	19.626,95	20.262,37	20.897,77
9	771.782	19.131,98	19.789,81	20.447,65	21.105,46	21.763,29
10	775.273	19.218,52	19.962,89	20.707,27	21.451,64	22.196,01
11	805.698	19.972,73	20.717,90	21.463,04	22.208,21	22.953,35
12	805.698	19.972,73	20.717,90	21.463,04	22.208,21	22.953,35
13	836.167	20.728,04	21.475,07	22.222,12	22.969,14	23.716,17
14	836.167	20.728,04	21.475,07	22.222,12	22.969,14	23.716,17
15	866.713	21.485,25	22.236,07	22.986,89	23.737,69	24.488,51
16	866.713	21.485,25	22.236,07	22.986,89	23.737,69	24.488,51
17	897.259	22.242,47	22.997,06	23.751,65	24.506,26	25.260,85
18	897.259	22.242,47	22.997,06	23.751,65	24.506,26	25.260,85
19	927.805	22.999,69	23.758,07	24.516,47	25.274,85	26.033,23
20	927.805	22.999,69	23.758,07	24.516,47	25.274,85	26.033,23
21	958.351	23.756,90	24.519,05	25.281,22	26.043,37	26.805,54
22	958.351	23.756,90	24.519,05	25.281,22	26.043,37	26.805,54
23	988.897	24.514,12	25.280,06	26.046,00	26.811,94	27.577,88
24	988.897	24.514,12	25.280,06	26.046,00	26.811,94	27.577,88
25	1.019.443	25.271,33	26.041,07	26.810,78	27.580,51	28.350,24
26	1.019.443	25.271,33	26.041,07	26.810,78	27.580,51	28.350,24
27	1.049.988	26.028,52	26.802,05	27.575,55	28.349,05	29.122,56
28	1.049.988	26.028,52	26.802,05	27.575,55	28.349,05	29.122,56
29	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89
30	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89
31	1.080.534	26.785,74	27.563,03	28.340,33	29.117,60	29.894,89

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 9 (P.C. 319) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	669.917	16.606,81	17.084,50	17.562,19	18.039,91	18.517,60
1	691.687	17.146,47	17.840,85	18.535,25	19.229,65	19.924,05
2	702.111	17.404,88	18.034,65	18.664,45	19.294,25	19.924,05
3	715.152	17.728,16	18.358,28	18.988,40	19.618,52	20.248,64
4	715.152	17.728,16	18.358,28	18.988,40	19.618,52	20.248,64
5	728.691	18.063,78	18.718,17	19.372,56	20.026,97	20.681,36
6	728.691	18.063,78	18.718,17	19.372,56	20.026,97	20.681,36
7	761.295	18.872,01	20.023,30	21.174,57	22.325,86	23.477,15
8	761.295	18.872,01	20.023,30	21.174,57	22.325,86	23.477,15
9	790.951	19.607,16	20.740,16	21.873,16	23.006,16	24.139,15
10	794.511	19.695,41	20.916,66	22.137,91	23.359,18	24.580,43
11	824.166	20.430,54	21.633,49	22.836,45	24.039,42	25.242,38
12	824.166	20.430,54	21.633,49	22.836,45	24.039,42	25.242,38
13	853.822	21.165,69	22.350,35	23.535,04	24.719,69	25.904,38
14	853.822	21.165,69	22.350,35	23.535,04	24.719,69	25.904,38
15	883.477	21.900,82	23.067,19	24.233,58	25.399,94	26.566,33
16	883.477	21.900,82	23.067,19	24.233,58	25.399,94	26.566,33
17	913.132	22.635,95	23.784,05	24.932,14	26.080,21	27.228,30
18	913.132	22.635,95	23.784,05	24.932,14	26.080,21	27.228,30
19	942.788	23.371,10	24.500,90	25.630,68	26.760,48	27.890,28
20	942.788	23.371,10	24.500,90	25.630,68	26.760,48	27.890,28
21	972.443	24.106,23	25.217,74	26.329,24	27.440,75	28.552,25
22	972.443	24.106,23	25.217,74	26.329,24	27.440,75	28.552,25
23	1.002.099	24.841,39	25.934,60	27.027,81	28.121,02	29.214,23
24	1.002.099	24.841,39	25.934,60	27.027,81	28.121,02	29.214,23
25	1.031.754	25.576,51	26.651,43	27.726,37	28.801,29	29.876,20
26	1.031.754	25.576,51	26.651,43	27.726,37	28.801,29	29.876,20
27	1.061.409	26.311,64	27.368,29	28.424,91	29.481,53	30.538,15
28	1.061.409	26.311,64	27.368,29	28.424,91	29.481,53	30.538,15
29	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15
30	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15
31	1.085.724	26.914,39	27.820,35	28.726,27	29.632,23	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 11 (C.P. 319) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	670.882	16.630,73	16.940,15	17.249,57	17.558,99	17.868,41
1	692.216	17.159,59	17.674,88	18.190,20	18.705,50	19.220,80
2	702.638	17.417,94	17.868,66	18.319,38	18.770,08	19.220,80
3	715.680	17.741,24	18.192,29	18.643,33	19.094,37	19.545,41
4	715.680	17.741,24	18.192,29	18.643,33	19.094,37	19.545,41
5	728.722	18.064,55	18.515,91	18.967,28	19.418,66	19.870,03
6	728.722	18.064,55	18.515,91	18.967,28	19.418,66	19.870,03
7	745.233	18.473,84	18.904,04	19.334,23	19.764,43	20.194,62
8	745.233	18.473,84	18.904,04	19.334,23	19.764,43	20.194,62
9	761.745	18.883,17	19.292,19	19.701,21	20.110,21	20.519,24
10	765.236	18.969,70	19.465,27	19.960,83	20.456,40	20.951,96
11	782.622	19.400,69	19.896,70	20.392,71	20.888,72	21.384,73
12	782.622	19.400,69	19.896,70	20.392,71	20.888,72	21.384,73
13	800.006	19.831,63	20.328,09	20.824,54	21.321,02	21.817,48
14	800.006	19.831,63	20.328,09	20.824,54	21.321,02	21.817,48
15	817.390	20.262,57	20.759,47	21.256,37	21.753,30	22.250,20
16	817.390	20.262,57	20.759,47	21.256,37	21.753,30	22.250,20
17	834.775	20.693,53	21.190,88	21.688,23	22.185,60	22.682,95
18	834.775	20.693,53	21.190,88	21.688,23	22.185,60	22.682,95
19	852.159	21.124,47	21.622,26	22.120,08	22.617,88	23.115,70
20	852.159	21.124,47	21.622,26	22.120,08	22.617,88	23.115,70
21	869.560	21.555,83	22.054,54	22.553,23	23.051,94	23.550,63
22	869.560	21.555,83	22.054,54	22.553,23	23.051,94	23.550,63
23	887.015	21.988,53	22.489,37	22.990,22	23.491,08	23.991,93
24	887.015	21.988,53	22.489,37	22.990,22	23.491,08	23.991,93
25	904.467	22.421,15	22.924,18	23.427,18	23.930,20	24.433,20
26	904.467	22.421,15	22.924,18	23.427,18	23.930,20	24.433,20
27	921.921	22.853,82	23.358,98	23.864,16	24.369,32	24.874,50
28	921.921	22.853,82	23.358,98	23.864,16	24.369,32	24.874,50
29	939.374	23.286,47	23.793,81	24.301,13	24.808,47	25.315,78
30	939.374	23.286,47	23.793,81	24.301,13	24.808,47	25.315,78
31	942.935	23.374,75	23.970,34	24.565,93	25.161,52	25.757,10

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 11 (C.P. 319) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	676.120	16.760,58	17.199,82	17.639,09	18.078,33	18.517,60
1	697.890	17.300,24	17.956,19	18.612,14	19.268,09	19.924,05
2	708.312	17.558,60	18.149,95	18.741,32	19.332,67	19.924,05
3	721.354	17.881,90	18.473,57	19.065,27	19.656,94	20.248,64
4	721.354	17.881,90	18.473,57	19.065,27	19.656,94	20.248,64
5	735.268	18.226,82	18.840,45	19.454,09	20.067,72	20.681,36
6	735.268	18.226,82	18.840,45	19.454,09	20.067,72	20.681,36
7	771.717	19.130,36	20.217,06	21.303,75	22.390,46	23.477,15
8	771.717	19.130,36	20.217,06	21.303,75	22.390,46	23.477,15
9	790.951	19.607,16	20.740,16	21.873,16	23.006,16	24.139,15
10	794.511	19.695,41	20.916,66	22.137,91	23.359,18	24.580,43
11	813.745	20.172,21	21.439,74	22.707,29	23.974,82	25.242,38
12	813.745	20.172,21	21.439,74	22.707,29	23.974,82	25.242,38
13	832.979	20.649,01	21.962,85	23.276,68	24.590,54	25.904,38
14	832.979	20.649,01	21.962,85	23.276,68	24.590,54	25.904,38
15	852.212	21.125,78	22.485,93	23.846,04	25.206,19	26.566,33
16	852.212	21.125,78	22.485,93	23.846,04	25.206,19	26.566,33
17	871.446	21.602,58	23.009,03	24.415,45	25.821,88	27.228,30
18	871.446	21.602,58	23.009,03	24.415,45	25.821,88	27.228,30
19	890.680	22.079,38	23.532,11	24.984,82	26.437,55	27.890,28
20	890.680	22.079,38	23.532,11	24.984,82	26.437,55	27.890,28
21	909.913	22.556,15	24.055,19	25.554,20	27.053,24	28.552,25
22	909.913	22.556,15	24.055,19	25.554,20	27.053,24	28.552,25
23	929.148	23.032,98	24.578,30	26.123,59	27.668,91	29.214,23
24	929.148	23.032,98	24.578,30	26.123,59	27.668,91	29.214,23
25	948.381	23.509,75	25.101,38	26.692,98	28.284,60	29.876,20
26	948.381	23.509,75	25.101,38	26.692,98	28.284,60	29.876,20
27	967.615	23.986,55	25.624,46	27.262,34	28.900,25	30.538,15
28	967.615	23.986,55	25.624,46	27.262,34	28.900,25	30.538,15
29	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15
30	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15
31	981.508	24.330,95	25.882,76	27.434,55	28.986,36	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 11 (C.P. 319) naar barema 7

(Opvangtehuizen : opvoeder klasse 3)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	667.354	16.543,27	16.765,26	16.987,23	17.209,19	17.431,15
1	688.222	17.060,58	17.476,87	17.893,15	18.309,44	18.725,73
2	700.017	17.352,97	17.738,69	18.124,41	18.510,16	18.895,88
3	711.812	17.645,36	18.000,52	18.355,70	18.710,85	19.066,01
4	713.185	17.679,39	18.068,59	18.457,80	18.847,00	19.236,19
5	724.981	17.971,81	18.330,44	18.689,06	19.047,72	19.406,34
6	726.354	18.005,85	18.398,51	18.791,17	19.183,84	19.576,50
7	741.619	18.384,25	18.724,86	19.065,47	19.406,05	19.746,65
8	742.992	18.418,29	18.792,93	19.167,55	19.542,19	19.916,81
9	758.258	18.796,72	19.119,28	19.441,84	19.764,43	20.086,99
10	763.644	18.930,24	19.386,34	19.842,44	20.298,54	20.754,64
11	779.184	19.315,47	19.726,28	20.137,09	20.547,89	20.958,70
12	780.831	19.356,29	19.807,93	20.259,57	20.711,21	21.162,84
13	796.371	19.741,52	20.147,87	20.554,22	20.960,59	21.366,93
14	798.017	19.782,32	20.229,52	20.676,70	21.123,87	21.571,05
15	813.557	20.167,55	20.569,46	20.971,35	21.373,26	21.775,17
16	815.203	20.208,35	20.651,09	21.093,81	21.536,52	21.979,23
17	830.744	20.593,61	20.991,05	21.388,50	21.785,92	22.183,37
18	832.391	20.634,43	21.072,68	21.510,94	21.949,21	22.387,46
19	847.930	21.019,64	21.412,62	21.805,61	22.198,59	22.591,58
20	849.577	21.060,46	21.494,25	21.928,07	22.361,86	22.795,67
21	865.116	21.445,67	21.834,19	22.222,71	22.611,24	22.999,76
22	866.763	21.486,49	21.915,85	22.345,20	22.774,55	23.203,90
23	882.303	21.871,72	22.255,81	22.639,87	23.023,93	23.407,99
24	883.980	21.913,29	22.338,90	22.764,53	23.190,14	23.615,77
25	899.552	22.299,31	22.680,45	23.061,61	23.442,75	23.823,91
26	901.231	22.340,93	22.763,72	23.186,52	23.609,30	24.032,09
27	916.803	22.726,95	23.105,26	23.483,60	23.861,91	24.240,22
28	918.483	22.768,60	23.188,56	23.608,51	24.028,47	24.448,42
29	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58
30	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58
31	934.056	23.154,64	23.530,13	23.905,61	24.281,10	24.656,58

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Diensten voor dovenvertolking

Overgang van barema 12 (P.C. 319) naar barema 6

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	682.045	16.907,45	17.147,71	17.387,95	17.628,20	17.868,44
1	703.816	17.447,14	17.904,06	18.361,00	18.817,94	19.274,89
2	714.240	17.705,55	18.097,86	18.490,20	18.882,55	19.274,89
3	727.282	18.028,85	18.421,51	18.814,18	19.206,84	19.599,50
4	727.282	18.028,85	18.421,51	18.814,18	19.206,84	19.599,50
5	740.821	18.364,47	18.781,43	19.198,36	19.615,32	20.032,25
6	740.821	18.364,47	18.781,43	19.198,36	19.615,32	20.032,25
7	757.852	18.786,66	19.314,43	19.842,22	20.369,98	20.897,77
8	757.852	18.786,66	19.314,43	19.842,22	20.369,98	20.897,77
9	789.148	19.562,47	20.112,69	20.662,89	21.213,09	21.763,29
10	792.640	19.649,03	20.285,77	20.922,51	21.559,28	22.196,01
11	823.065	20.403,25	21.040,76	21.678,29	22.315,82	22.953,35
12	823.065	20.403,25	21.040,76	21.678,29	22.315,82	22.953,35
13	853.534	21.158,56	21.797,95	22.437,36	23.076,76	23.716,17
14	853.534	21.158,56	21.797,95	22.437,36	23.076,76	23.716,17
15	884.079	21.915,75	22.558,96	23.202,14	23.845,32	24.488,51
16	884.079	21.915,75	22.558,96	23.202,14	23.845,32	24.488,51
17	914.625	22.672,96	23.319,94	23.966,92	24.613,87	25.260,85
18	914.625	22.672,96	23.319,94	23.966,92	24.613,87	25.260,85
19	945.172	23.430,20	24.080,95	24.731,72	25.382,46	26.033,23
20	945.172	23.430,20	24.080,95	24.731,72	25.382,46	26.033,23
21	975.718	24.187,42	24.841,96	25.496,49	26.151,01	26.805,54
22	975.718	24.187,42	24.841,96	25.496,49	26.151,01	26.805,54
23	1.006.264	24.944,63	25.602,94	26.261,27	26.919,58	27.577,88
24	1.006.264	24.944,63	25.602,94	26.261,27	26.919,58	27.577,88
25	1.036.810	25.701,85	26.363,95	27.026,05	27.688,14	28.350,24
26	1.036.810	25.701,85	26.363,95	27.026,05	27.688,14	28.350,24
27	1.067.355	26.459,04	27.124,91	27.790,80	28.456,66	29.122,56
28	1.067.355	26.459,04	27.124,91	27.790,80	28.456,66	29.122,56
29	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89
30	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89
31	1.097.901	27.216,25	27.885,91	28.555,57	29.225,23	29.894,89

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang van barema 13 (P.C. 319) naar barema 5

(Opvangtehuizen : opvoeder klasse 2)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	696.962	17.277,24	17.587,33	17.897,42	18.207,51	18.517,60
1	716.993	17.773,79	18.311,35	18.848,93	19.386,49	19.924,05
2	725.677	17.989,06	18.472,80	18.956,57	19.440,31	19.924,05
3	736.979	18.269,23	18.764,08	19.258,95	19.753,79	20.248,64
4	736.979	18.269,23	18.764,08	19.258,95	19.753,79	20.248,64
5	750.893	18.614,15	19.130,96	19.647,77	20.164,55	20.681,36
6	750.893	18.614,15	19.130,96	19.647,77	20.164,55	20.681,36
7	783.872	19.431,68	20.443,04	21.454,42	22.465,77	23.477,15
8	783.872	19.431,68	20.443,04	21.454,42	22.465,77	23.477,15
9	799.636	19.822,46	20.901,61	21.980,79	23.059,97	24.139,15
10	803.196	19.910,71	21.078,14	22.245,57	23.413,00	24.580,43
11	818.958	20.301,44	21.536,69	22.771,92	24.007,15	25.242,38
12	818.958	20.301,44	21.536,69	22.771,92	24.007,15	25.242,38
13	838.193	20.778,26	22.059,80	23.341,33	24.622,84	25.904,38
14	838.193	20.778,26	22.059,80	23.341,33	24.622,84	25.904,38
15	857.426	21.255,04	22.582,88	23.910,69	25.238,51	26.566,33
16	857.426	21.255,04	22.582,88	23.910,69	25.238,51	26.566,33
17	876.660	21.731,83	23.105,96	24.480,06	25.854,18	27.228,30
18	876.660	21.731,83	23.105,96	24.480,06	25.854,18	27.228,30
19	895.894	22.208,63	23.629,06	25.049,47	26.469,87	27.890,28
20	895.894	22.208,63	23.629,06	25.049,47	26.469,87	27.890,28
21	915.128	22.685,43	24.152,14	25.618,83	27.085,54	28.552,25
22	915.128	22.685,43	24.152,14	25.618,83	27.085,54	28.552,25
23	934.361	23.162,20	24.675,22	26.188,22	27.701,23	29.214,23
24	934.361	23.162,20	24.675,22	26.188,22	27.701,23	29.214,23
25	953.596	23.639,03	25.198,33	26.757,60	28.316,90	29.876,20
26	953.596	23.639,03	25.198,33	26.757,60	28.316,90	29.876,20
27	972.829	24.115,80	25.721,38	27.326,99	28.932,57	30.538,15
28	972.829	24.115,80	25.721,38	27.326,99	28.932,57	30.538,15
29	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15
30	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15
31	997.144	24.718,55	26.173,44	27.628,35	29.083,24	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 14 (P.C.) naar barema 5

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	728.223	18.052,18	18.168,54	18.284,87	18.401,24	18.517,60
1	749.994	18.591,87	18.924,91	19.257,96	19.591,00	19.924,05
2	760.417	18.850,25	19.118,69	19.387,13	19.655,60	19.924,05
3	773.459	19.173,55	19.442,34	19.711,10	19.979,87	20.248,64
4	773.459	19.173,55	19.442,34	19.711,10	19.979,87	20.248,64
5	787.374	19.518,49	19.809,20	20.099,93	20.390,63	20.681,36
6	787.374	19.518,49	19.809,20	20.099,93	20.390,63	20.681,36
7	823.824	20.422,06	21.185,82	21.949,61	22.713,37	23.477,15
8	823.824	20.422,06	21.185,82	21.949,61	22.713,37	23.477,15
9	918.880	22.778,44	23.118,62	23.458,81	23.798,97	24.139,15
10	922.440	22.866,69	23.295,12	23.723,56	24.151,99	24.580,43
11	948.624	23.515,77	23.947,43	24.379,06	24.810,72	25.242,38
12	948.624	23.515,77	23.947,43	24.379,06	24.810,72	25.242,38
13	974.803	24.164,74	24.599,64	25.034,57	25.469,47	25.904,38
14	974.803	24.164,74	24.599,64	25.034,57	25.469,47	25.904,38
15	1.000.986	24.813,79	25.251,92	25.690,05	26.128,20	26.566,33
16	1.000.986	24.813,79	25.251,92	25.690,05	26.128,20	26.566,33
17	1.027.168	25.462,83	25.904,20	26.345,58	26.786,93	27.228,30
18	1.027.168	25.462,83	25.904,20	26.345,58	26.786,93	27.228,30
19	1.053.351	26.111,89	26.556,49	27.001,08	27.445,68	27.890,28
20	1.053.351	26.111,89	26.556,49	27.001,08	27.445,68	27.890,28
21	1.079.534	26.760,95	27.208,77	27.656,59	28.104,43	28.552,25
22	1.079.534	26.760,95	27.208,77	27.656,59	28.104,43	28.552,25
23	1.105.717	27.410,01	27.861,05	28.312,12	28.763,16	29.214,23
24	1.105.717	27.410,01	27.861,05	28.312,12	28.763,16	29.214,23
25	1.131.899	28.059,04	28.513,33	28.967,62	29.421,91	29.876,20
26	1.131.899	28.059,04	28.513,33	28.967,62	29.421,91	29.876,20
27	1.158.082	28.708,10	29.165,62	29.623,13	30.080,64	30.538,15
28	1.158.082	28.708,10	29.165,62	29.623,13	30.080,64	30.538,15
29	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15
30	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15
31	1.178.924	29.224,76	29.553,12	29.881,46	30.209,82	30.538,15

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 15 (P.C. 319) naar barema 6

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	745.237	18.473,94	18.473,94	18.473,94	18.473,94	18.473,94
1	762.123	18.892,54	18.988,12	19.083,71	19.179,30	19.274,89
2	772.546	19.150,92	19.181,90	19.212,89	19.243,90	19.274,89
3	785.589	19.474,24	19.505,55	19.536,86	19.568,19	19.599,50
4	785.589	19.474,24	19.505,55	19.536,86	19.568,19	19.599,50
5	799.503	19.819,16	19.872,43	19.925,71	19.978,98	20.032,25
6	799.503	19.819,16	19.872,43	19.925,71	19.978,98	20.032,25
7	820.380	20.336,69	20.476,95	20.617,23	20.757,49	20.897,77
8	820.380	20.336,69	20.476,95	20.617,23	20.757,49	20.897,77
9	855.148	21.198,57	21.339,74	21.480,94	21.622,12	21.763,29
10	858.639	21.285,10	21.512,84	21.740,56	21.968,30	22.196,01
11	892.536	22.125,39	22.332,38	22.539,37	22.746,36	22.953,35
12	892.536	22.125,39	22.332,38	22.539,37	22.746,36	22.953,35
13	923.005	22.880,70	23.089,57	23.298,42	23.507,30	23.716,17
14	923.005	22.880,70	23.089,57	23.298,42	23.507,30	23.716,17
15	953.551	23.637,91	23.850,55	24.063,20	24.275,87	24.488,51
16	953.551	23.637,91	23.850,55	24.063,20	24.275,87	24.488,51
17	984.096	24.395,10	24.611,54	24.827,97	25.044,41	25.260,85
18	984.096	24.395,10	24.611,54	24.827,97	25.044,41	25.260,85
19	1.014.642	25.152,32	25.372,55	25.592,78	25.813,00	26.033,23
20	1.014.642	25.152,32	25.372,55	25.592,78	25.813,00	26.033,23
21	1.045.188	25.909,53	26.133,53	26.357,53	26.581,55	26.805,54
22	1.045.188	25.909,53	26.133,53	26.357,53	26.581,55	26.805,54
23	1.075.732	26.666,70	26.894,51	27.122,30	27.350,09	27.577,88
24	1.075.732	26.666,70	26.894,51	27.122,30	27.350,09	27.577,88
25	1.106.279	27.423,94	27.655,50	27.887,08	28.118,66	28.350,24
26	1.106.279	27.423,94	27.655,50	27.887,08	28.118,66	28.350,24
27	1.136.824	28.181,13	28.416,48	28.651,86	28.887,21	29.122,56
28	1.136.824	28.181,13	28.416,48	28.651,86	28.887,21	29.122,56
29	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89
30	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89
31	1.167.370	28.938,35	29.177,49	29.416,63	29.655,75	29.894,89

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 15 (P.C. 319) naar barema 1

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	814.235	20.184,36	21.894,80	23.605,24	25.315,66	27.026,10
1	835.343	20.707,61	22.618,28	24.528,94	26.439,60	28.350,27
2	845.766	20.965,99	22.812,05	24.658,12	26.504,21	28.350,27
3	865.759	21.461,61	23.480,30	25.499,00	27.517,67	29.536,36
4	865.759	21.461,61	23.480,30	25.499,00	27.517,67	29.536,36
5	885.751	21.957,19	24.148,52	26.339,83	28.531,16	30.722,46
6	885.751	21.957,19	24.148,52	26.339,83	28.531,16	30.722,46
7	909.214	22.538,83	24.881,27	27.223,69	29.566,14	31.908,56
8	909.214	22.538,83	24.881,27	27.223,69	29.566,14	31.908,56
9	946.569	23.464,83	25.872,30	28.279,74	30.687,21	33.094,65
10	950.130	23.553,11	26.048,83	28.544,52	31.040,24	33.535,95
11	987.485	24.479,11	27.039,85	29.600,59	32.161,31	34.722,05
12	987.485	24.479,11	27.039,85	29.600,59	32.161,31	34.722,05
13	1.021.370	25.319,10	27.966,36	30.613,61	33.260,89	35.908,15
14	1.021.370	25.319,10	27.966,36	30.613,61	33.260,89	35.908,15
15	1.055.254	26.159,06	28.892,86	31.626,65	34.360,45	37.094,24
16	1.055.254	26.159,06	28.892,86	31.626,65	34.360,45	37.094,24
17	1.089.137	26.999,00	29.819,34	32.639,67	35.460,00	38.280,34
18	1.089.137	26.999,00	29.819,34	32.639,67	35.460,00	38.280,34
19	1.123.021	27.838,96	30.745,84	33.652,69	36.559,56	39.466,43
20	1.123.021	27.838,96	30.745,84	33.652,69	36.559,56	39.466,43
21	1.156.905	28.678,93	31.672,34	34.665,73	37.659,14	40.652,55
22	1.156.905	28.678,93	31.672,34	34.665,73	37.659,14	40.652,55
23	1.190.788	29.518,86	32.598,82	35.678,77	38.758,70	41.838,65
24	1.190.788	29.518,86	32.598,82	35.678,77	38.758,70	41.838,65
25	1.215.103	30.121,62	33.050,88	35.980,13	38.909,39	41.838,65
26	1.215.103	30.121,62	33.050,88	35.980,13	38.909,39	41.838,65
27	1.239.417	30.724,34	33.502,93	36.281,50	39.060,09	41.838,65
28	1.239.417	30.724,34	33.502,93	36.281,50	39.060,09	41.838,65
29	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65
30	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65
31	1.263.732	31.327,10	33.954,99	36.582,89	39.210,76	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 15 (P.C. 319) naar barema 2

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	804.953	19.954,26	21.434,61	22.914,93	24.395,28	25.875,60
1	823.643	20.417,58	22.038,23	23.658,88	25.279,51	26.900,17
2	834.066	20.675,96	22.232,01	23.788,06	25.344,11	26.900,17
3	850.531	21.084,11	22.725,32	24.366,52	26.007,72	27.648,93
4	850.531	21.084,11	22.725,32	24.366,52	26.007,72	27.648,93
5	866.995	21.492,24	23.218,60	24.944,98	26.671,34	28.397,69
6	866.995	21.492,24	23.218,60	24.944,98	26.671,34	28.397,69
7	886.930	21.986,42	23.776,43	25.566,42	27.356,44	29.146,45
8	886.930	21.986,42	23.776,43	25.566,42	27.356,44	29.146,45
9	920.756	22.824,95	24.592,53	26.360,08	28.127,66	29.895,22
10	924.317	22.913,22	24.769,05	26.624,86	28.480,69	30.336,52
11	958.144	23.751,77	25.585,14	27.418,54	29.251,91	31.085,28
12	958.144	23.751,77	25.585,14	27.418,54	29.251,91	31.085,28
13	988.500	24.504,27	26.336,73	28.169,16	30.001,61	31.834,07
14	988.500	24.504,27	26.336,73	28.169,16	30.001,61	31.834,07
15	1.018.856	25.256,78	27.088,29	28.919,80	30.751,34	32.582,85
16	1.018.856	25.256,78	27.088,29	28.919,80	30.751,34	32.582,85
17	1.049.210	26.009,24	27.839,83	29.670,43	31.501,00	33.331,59
18	1.049.210	26.009,24	27.839,83	29.670,43	31.501,00	33.331,59
19	1.079.566	26.761,74	28.591,39	30.421,02	32.250,67	34.080,33
20	1.079.566	26.761,74	28.591,39	30.421,02	32.250,67	34.080,33
21	1.109.922	27.514,25	29.342,96	31.171,69	33.000,40	34.829,14
22	1.109.922	27.514,25	29.342,96	31.171,69	33.000,40	34.829,14
23	1.140.276	28.266,70	30.094,52	31.922,32	33.750,11	35.577,90
24	1.140.276	28.266,70	30.094,52	31.922,32	33.750,11	35.577,90
25	1.170.632	29.019,21	30.846,09	32.672,94	34.499,81	36.326,66
26	1.170.632	29.019,21	30.846,09	32.672,94	34.499,81	36.326,66
27	1.200.988	29.771,71	31.597,65	33.423,58	35.249,52	37.075,45
28	1.200.988	29.771,71	31.597,65	33.423,58	35.249,52	37.075,45
29	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45
30	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45
31	1.225.303	30.374,47	32.049,71	33.724,95	35.400,21	37.075,45

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang van barema 15 (P.C. 319) naar barema 4

(Opvangtehuizen : opvoeder klasse 1)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	758.099	18.792,78	19.111,62	19.430,44	19.749,28	20.068,12
1	780.308	19.343,33	19.889,74	20.436,12	20.982,53	21.528,91
2	790.731	19.601,71	20.083,52	20.565,32	21.047,10	21.528,91
3	806.392	19.989,94	20.536,96	21.083,99	21.630,99	22.178,02
4	806.392	19.989,94	20.536,96	21.083,99	21.630,99	22.178,02
5	822.052	20.378,14	20.990,38	21.602,63	22.214,88	22.827,13
6	822.052	20.378,14	20.990,38	21.602,63	22.214,88	22.827,13
7	861.664	21.360,09	22.523,75	23.687,44	24.851,10	26.014,79
8	861.664	21.360,09	22.523,75	23.687,44	24.851,10	26.014,79
9	894.790	22.181,26	23.305,14	24.429,01	25.552,89	26.676,76
10	898.350	22.269,51	23.481,64	24.693,79	25.905,91	27.118,04
11	931.477	23.090,71	24.263,05	25.435,36	26.607,70	27.780,01
12	931.477	23.090,71	24.263,05	25.435,36	26.607,70	27.780,01
13	961.133	23.825,86	24.979,88	26.133,93	27.287,95	28.441,99
14	961.133	23.825,86	24.979,88	26.133,93	27.287,95	28.441,99
15	990.788	24.560,99	25.696,72	26.832,47	27.968,19	29.103,94
16	1.009.185	25.017,04	26.608,82	28.200,62	29.792,39	31.384,19
17	1.038.839	25.752,15	27.325,65	28.899,15	30.472,63	32.046,14
18	1.038.839	25.752,15	27.325,65	28.899,15	30.472,63	32.046,14
19	1.068.495	26.487,30	28.042,48	29.597,69	31.152,88	32.708,09
20	1.068.495	26.487,30	28.042,48	29.597,69	31.152,88	32.708,09
21	1.098.150	27.222,43	28.759,34	30.296,26	31.833,17	33.370,09
22	1.098.150	27.222,43	28.759,34	30.296,26	31.833,17	33.370,09
23	1.127.804	27.957,53	29.476,18	30.994,80	32.513,42	34.032,04
24	1.127.804	27.957,53	29.476,18	30.994,80	32.513,42	34.032,04
25	1.157.460	28.692,68	30.193,03	31.693,36	33.193,71	34.694,04
26	1.157.460	28.692,68	30.193,03	31.693,36	33.193,71	34.694,04
27	1.187.116	29.427,84	30.909,87	32.391,92	33.873,96	35.356,01
28	1.187.116	29.427,84	30.909,87	32.391,92	33.873,96	35.356,01
29	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01
30	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01
31	1.211.430	30.030,57	31.361,93	32.693,29	34.024,65	35.356,01

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang naar barema 16 (P.C. 319) naar barema 4

(Opvangtehuizen : sociaal werker)

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	787.044	19.510,31	19.649,75	19.789,22	19.928,66	20.068,12
1	810.985	20.103,79	20.460,07	20.816,36	21.172,64	21.528,91
2	823.140	20.405,11	20.686,05	20.967,01	21.247,95	21.528,91
3	840.532	20.836,24	21.171,69	21.507,12	21.842,57	22.178,02
4	840.532	20.836,24	21.171,69	21.507,12	21.842,57	22.178,02
5	866.611	21.482,73	21.818,82	22.154,91	22.491,03	22.827,13
6	866.611	21.482,73	21.818,82	22.154,91	22.491,03	22.827,13
7	913.171	22.636,92	23.481,39	24.325,84	25.170,32	26.014,79
8	913.171	22.636,92	23.481,39	24.325,84	25.170,32	26.014,79
9	1.019.243	25.266,37	25.618,98	25.971,56	26.324,16	26.676,76
10	1.022.803	25.354,62	25.795,48	26.236,33	26.677,19	27.118,04
11	1.048.986	26.003,68	26.447,76	26.891,84	27.335,94	27.780,01
12	1.048.986	26.003,68	26.447,76	26.891,84	27.335,94	27.780,01
13	1.075.169	26.652,74	27.100,04	27.547,37	27.994,67	28.441,99
14	1.075.169	26.652,74	27.100,04	27.547,37	27.994,67	28.441,99
15	1.101.351	27.301,78	27.752,32	28.202,87	28.653,39	29.103,94
16	1.119.748	27.757,83	28.664,42	29.571,02	30.477,59	31.384,19
17	1.145.931	28.406,89	29.316,71	30.226,50	31.136,32	32.046,14
18	1.217.716	30.186,39	30.651,34	31.116,26	31.581,21	32.046,14
19	1.243.899	30.835,45	31.303,60	31.771,77	32.239,92	32.708,09
20	1.243.899	30.835,45	31.303,60	31.771,77	32.239,92	32.708,09
21	1.270.082	31.484,51	31.955,90	32.427,30	32.898,69	33.370,09
22	1.270.082	31.484,51	31.955,90	32.427,30	32.898,69	33.370,09
23	1.296.265	32.133,57	32.608,19	33.082,80	33.557,42	34.032,04
24	1.296.265	32.133,57	32.608,19	33.082,80	33.557,42	34.032,04
25	1.322.448	32.782,63	33.260,49	33.738,33	34.216,20	34.694,04
26	1.322.448	32.782,63	33.260,49	33.738,33	34.216,20	34.694,04
27	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
28	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
29	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
30	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01
31	1.348.631	33.431,69	33.912,78	34.393,86	34.874,93	35.356,01

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 17 (P.C. 319) naar barema 3

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	853.248	21.151,47	21.245,84	21.340,19	21.434,56	21.528,91
1	868.909	21.539,69	21.699,29	21.858,85	22.018,45	22.178,02
2	879.332	21.798,07	21.893,06	21.988,06	22.083,02	22.178,02
3	894.993	22.186,30	22.346,51	22.506,72	22.666,91	22.827,13
4	894.993	22.186,30	22.346,51	22.506,72	22.666,91	22.827,13
5	931.135	23.082,23	23.815,38	24.548,50	25.281,64	26.014,79
6	931.135	23.082,23	23.815,38	24.548,50	25.281,64	26.014,79
7	950.368	23.559,01	24.338,46	25.117,89	25.897,34	26.676,76
8	953.929	23.647,28	24.514,96	25.382,66	26.250,34	27.118,04
9	987.056	24.468,48	25.296,37	26.124,23	26.952,12	27.780,01
10	987.056	24.468,48	25.296,37	26.124,23	26.952,12	27.780,01
11	1.020.182	25.289,65	26.077,73	26.865,83	27.653,91	28.441,99
12	1.020.182	25.289,65	26.077,73	26.865,83	27.653,91	28.441,99
13	1.049.837	26.024,78	26.794,56	27.564,37	28.334,16	29.103,94
14	1.068.234	26.480,83	27.706,66	28.932,52	30.158,35	31.384,19
15	1.097.890	27.215,98	28.423,52	29.631,06	30.838,60	32.046,14
16	1.097.890	27.215,98	28.423,52	29.631,06	30.838,60	32.046,14
17	1.127.545	27.951,11	29.140,35	30.329,60	31.518,84	32.708,09
18	1.127.545	27.951,11	29.140,35	30.329,60	31.518,84	32.708,09
19	1.157.200	28.686,24	29.857,21	31.028,16	32.199,14	33.370,09
20	1.157.200	28.686,24	29.857,21	31.028,16	32.199,14	33.370,09
21	1.186.856	29.421,39	30.574,05	31.726,70	32.879,38	34.032,04
22	1.186.856	29.421,39	30.574,05	31.726,70	32.879,38	34.032,04
23	1.216.511	30.156,52	31.290,91	32.425,29	33.559,65	34.694,04
24	1.216.511	30.156,52	31.290,91	32.425,29	33.559,65	34.694,04
25	1.246.166	30.891,65	32.007,74	33.123,83	34.239,92	35.356,01
26	1.246.166	30.891,65	32.007,74	33.123,83	34.239,92	35.356,01
27	1.270.481	31.494,40	32.459,80	33.425,19	34.390,62	35.356,01
28	1.270.481	31.494,40	32.459,80	33.425,19	34.390,62	35.356,01
29	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01
30	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01
31	1.294.795	32.097,13	32.911,86	33.726,58	34.541,29	35.356,01

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 17 (P.C. 319) naar barema 1

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	897.599	22.250,90	23.444,70	24.638,51	25.832,29	27.026,10
1	918.707	22.774,15	24.168,18	25.562,21	26.956,24	28.350,27
2	929.130	23.032,53	24.361,96	25.691,39	27.020,84	28.350,27
3	949.123	23.528,14	25.030,21	26.532,27	28.034,30	29.536,36
4	949.123	23.528,14	25.030,21	26.532,27	28.034,30	29.536,36
5	969.116	24.023,76	25.698,45	27.373,12	29.047,79	30.722,46
6	969.116	24.023,76	25.698,45	27.373,12	29.047,79	30.722,46
7	992.578	24.605,37	26.431,18	28.256,96	30.082,77	31.908,56
8	992.578	24.605,37	26.431,18	28.256,96	30.082,77	31.908,56
9	1.029.934	25.531,40	27.422,20	29.313,04	31.203,85	33.094,65
10	1.033.495	25.619,67	27.598,73	29.577,81	31.556,87	33.535,95
11	1.070.849	26.545,65	28.589,76	30.633,86	32.677,94	34.722,05
12	1.070.849	26.545,65	28.589,76	30.633,86	32.677,94	34.722,05
13	1.104.734	27.385,64	29.516,26	31.646,88	33.777,53	35.908,15
14	1.104.734	27.385,64	29.516,26	31.646,88	33.777,53	35.908,15
15	1.138.618	28.225,60	30.442,76	32.659,92	34.877,08	37.094,24
16	1.138.618	28.225,60	30.442,76	32.659,92	34.877,08	37.094,24
17	1.172.502	29.065,57	31.369,24	33.672,94	35.976,64	38.280,34
18	1.172.502	29.065,57	31.369,24	33.672,94	35.976,64	38.280,34
19	1.206.386	29.905,53	32.295,74	34.685,98	37.076,20	39.466,43
20	1.206.386	29.905,53	32.295,74	34.685,98	37.076,20	39.466,43
21	1.240.270	30.745,49	33.222,24	35.699,02	38.175,78	40.652,55
22	1.240.270	30.745,49	33.222,24	35.699,02	38.175,78	40.652,55
23	1.274.154	31.585,45	34.148,75	36.712,06	39.275,36	41.838,65
24	1.274.154	31.585,45	34.148,75	36.712,06	39.275,36	41.838,65
25	1.298.468	32.188,18	34.600,80	37.013,40	39.426,03	41.838,65
26	1.298.468	32.188,18	34.600,80	37.013,40	39.426,03	41.838,65
27	1.322.782	32.790,91	35.052,86	37.314,79	39.576,72	41.838,65
28	1.322.782	32.790,91	35.052,86	37.314,79	39.576,72	41.838,65
29	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65
30	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65
31	1.347.097	33.393,66	35.504,92	37.616,16	39.727,42	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 17 (P.C. 319) naar barema 2

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	888.317	22.020,80	22.984,51	23.948,20	24.911,91	25.875,60
1	907.007	22.484,12	23.588,13	24.692,15	25.796,15	26.900,17
2	917.430	22.742,50	23.781,91	24.821,33	25.860,75	26.900,17
3	933.895	23.150,65	24.275,22	25.399,79	26.524,36	27.648,93
4	933.895	23.150,65	24.275,22	25.399,79	26.524,36	27.648,93
5	950.360	23.558,81	24.768,53	25.978,25	27.187,97	28.397,69
6	950.360	23.558,81	24.768,53	25.978,25	27.187,97	28.397,69
7	970.294	24.052,96	25.326,34	26.599,69	27.873,07	29.146,45
8	970.294	24.052,96	25.326,34	26.599,69	27.873,07	29.146,45
9	1.004.121	24.891,51	26.142,43	27.393,37	28.644,30	29.895,22
10	1.007.682	24.979,78	26.318,95	27.658,15	28.997,32	30.336,52
11	1.041.508	25.818,31	27.135,04	28.451,81	29.768,54	31.085,28
12	1.041.508	25.818,31	27.135,04	28.451,81	29.768,54	31.085,28
13	1.071.864	26.570,81	27.886,63	29.202,43	30.518,25	31.834,07
14	1.071.864	26.570,81	27.886,63	29.202,43	30.518,25	31.834,07
15	1.102.220	27.323,32	28.638,20	29.953,07	31.267,98	32.582,85
16	1.102.220	27.323,32	28.638,20	29.953,07	31.267,98	32.582,85
17	1.132.575	28.075,80	29.389,76	30.703,70	32.017,65	33.331,59
18	1.132.575	28.075,80	29.389,76	30.703,70	32.017,65	33.331,59
19	1.162.931	28.828,31	30.141,30	31.454,32	32.767,31	34.080,33
20	1.162.931	28.828,31	30.141,30	31.454,32	32.767,31	34.080,33
21	1.193.287	29.580,81	30.892,89	32.204,96	33.517,06	34.829,14
22	1.193.287	29.580,81	30.892,89	32.204,96	33.517,06	34.829,14
23	1.223.642	30.333,29	31.644,45	32.955,61	34.266,74	35.577,90
24	1.223.642	30.333,29	31.644,45	32.955,61	34.266,74	35.577,90
25	1.253.997	31.085,77	32.395,99	33.706,23	35.016,45	36.326,66
26	1.253.997	31.085,77	32.395,99	33.706,23	35.016,45	36.326,66
27	1.284.353	31.838,28	33.147,58	34.456,85	35.766,15	37.075,45
28	1.284.353	31.838,28	33.147,58	34.456,85	35.766,15	37.075,45
29	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45
30	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45
31	1.308.668	32.441,03	33.599,64	34.758,24	35.916,85	37.075,45

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 18 (P.C. 319) naar barema 2

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	917.840	22.752,66	23.533,40	24.314,14	25.094,86	25.875,60
1	936.530	23.215,97	24.137,02	25.058,07	25.979,12	26.900,17
2	946.954	23.474,38	24.330,82	25.187,27	26.043,72	26.900,17
3	963.418	23.882,51	24.824,13	25.765,73	26.707,33	27.648,93
4	963.418	23.882,51	24.824,13	25.765,73	26.707,33	27.648,93
5	979.882	24.290,64	25.317,42	26.344,17	27.370,94	28.397,69
6	979.882	24.290,64	25.317,42	26.344,17	27.370,94	28.397,69
7	999.818	24.784,84	25.875,25	26.965,66	28.056,04	29.146,45
8	999.818	24.784,84	25.875,25	26.965,66	28.056,04	29.146,45
9	1.033.644	25.623,37	26.691,34	27.759,29	28.827,27	29.895,22
10	1.037.205	25.711,64	26.867,87	28.024,07	29.180,29	30.336,52
11	1.071.032	26.550,19	27.683,96	28.817,75	29.951,51	31.085,28
12	1.071.032	26.550,19	27.683,96	28.817,75	29.951,51	31.085,28
13	1.101.388	27.302,70	28.435,54	29.568,39	30.701,22	31.834,07
14	1.101.388	27.302,70	28.435,54	29.568,39	30.701,22	31.834,07
15	1.131.744	28.055,20	29.187,11	30.319,01	31.450,95	32.582,85
16	1.131.744	28.055,20	29.187,11	30.319,01	31.450,95	32.582,85
17	1.162.099	28.807,68	29.938,67	31.069,64	32.200,63	33.331,59
18	1.162.099	28.807,68	29.938,67	31.069,64	32.200,63	33.331,59
19	1.192.454	29.560,16	30.690,21	31.820,23	32.950,28	34.080,33
20	1.192.454	29.560,16	30.690,21	31.820,23	32.950,28	34.080,33
21	1.222.810	30.312,67	31.441,77	32.570,90	33.700,01	34.829,14
22	1.222.810	30.312,67	31.441,77	32.570,90	33.700,01	34.829,14
23	1.253.166	31.065,17	32.193,34	33.321,53	34.449,71	35.577,90
24	1.253.166	31.065,17	32.193,34	33.321,53	34.449,71	35.577,90
25	1.283.521	31.817,65	32.944,90	34.072,17	35.199,42	36.326,66
26	1.283.521	31.817,65	32.944,90	34.072,17	35.199,42	36.326,66
27	1.313.877	32.570,16	33.696,49	34.822,82	35.949,12	37.075,45
28	1.313.877	32.570,16	33.696,49	34.822,82	35.949,12	37.075,45
29	1.338.192	33.172,91	34.148,55	35.124,18	36.099,82	37.075,45
30	1.338.192	33.172,91	34.148,55	35.124,18	36.099,82	37.075,45
31	1.362.506	33.775,64	34.600,61	35.425,55	36.250,51	37.075,45

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sector :

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 18 (P.C. 319) naar barema 1

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	927.123	22.982,78	23.993,61	25.004,42	26.015,26	27.026,10
1	948.229	23.505,98	24.717,07	25.928,13	27.139,21	28.350,27
2	958.653	23.764,39	24.910,85	26.057,33	27.203,79	28.350,27
3	978.646	24.260,00	25.579,09	26.898,18	28.217,27	29.536,36
4	978.646	24.260,00	25.579,09	26.898,18	28.217,27	29.536,36
5	998.639	24.755,61	26.247,31	27.739,04	29.230,74	30.722,46
6	998.639	24.755,61	26.247,31	27.739,04	29.230,74	30.722,46
7	1.022.103	25.337,27	26.980,09	28.622,90	30.265,74	31.908,56
8	1.022.103	25.337,27	26.980,09	28.622,90	30.265,74	31.908,56
9	1.059.457	26.263,25	27.971,12	29.678,95	31.386,82	33.094,65
10	1.063.018	26.351,53	28.147,64	29.943,73	31.739,84	33.535,95
11	1.100.374	27.277,56	29.138,67	30.999,80	32.860,91	34.722,05
12	1.100.374	27.277,56	29.138,67	30.999,80	32.860,91	34.722,05
13	1.134.258	28.117,52	30.065,17	32.012,82	33.960,50	35.908,15
14	1.134.258	28.117,52	30.065,17	32.012,82	33.960,50	35.908,15
15	1.168.142	28.957,48	30.991,67	33.025,86	35.060,05	37.094,24
16	1.168.142	28.957,48	30.991,67	33.025,86	35.060,05	37.094,24
17	1.202.026	29.797,45	31.918,18	34.038,88	36.159,61	38.280,34
18	1.202.026	29.797,45	31.918,18	34.038,88	36.159,61	38.280,34
19	1.235.909	30.637,38	32.844,65	35.051,90	37.259,17	39.466,43
20	1.235.909	30.637,38	32.844,65	35.051,90	37.259,17	39.466,43
21	1.269.793	31.477,35	33.771,15	36.064,96	38.358,75	40.652,55
22	1.269.793	31.477,35	33.771,15	36.064,96	38.358,75	40.652,55
23	1.303.677	32.317,31	34.697,66	37.077,98	39.458,33	41.838,65
24	1.303.677	32.317,31	34.697,66	37.077,98	39.458,33	41.838,65
25	1.327.992	32.920,06	35.149,72	37.379,34	39.609,00	41.838,65
26	1.327.992	32.920,06	35.149,72	37.379,34	39.609,00	41.838,65
27	1.352.307	33.522,81	35.601,77	37.680,73	39.759,69	41.838,65
28	1.352.307	33.522,81	35.601,77	37.680,73	39.759,69	41.838,65
29	1.376.621	34.125,54	36.053,83	37.982,10	39.910,39	41.838,65
30	1.376.621	34.125,54	36.053,83	37.982,10	39.910,39	41.838,65
31	1.400.936	34.728,30	36.505,89	38.283,46	40.061,06	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Diensten voor dovenvertolking

Overgang van barema 19 (P.C. 319) naar barema 2

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	945.630	23.441,56	24.050,06	24.658,56	25.267,09	25.875,60
1	964.319	23.904,84	24.653,68	25.402,49	26.151,33	26.900,17
2	974.743	24.163,25	24.847,48	25.531,69	26.215,93	26.900,17
3	991.207	24.571,38	25.340,77	26.110,15	26.879,54	27.648,93
4	991.207	24.571,38	25.340,77	26.110,15	26.879,54	27.648,93
5	1.007.672	24.979,54	25.834,07	26.688,61	27.543,15	28.397,69
6	1.007.672	24.979,54	25.834,07	26.688,61	27.543,15	28.397,69
7	1.027.605	25.473,66	26.391,86	27.310,06	28.228,26	29.146,45
8	1.027.605	25.473,66	26.391,86	27.310,06	28.228,26	29.146,45
9	1.061.433	26.312,24	27.207,98	28.103,71	28.999,48	29.895,22
10	1.064.993	26.400,49	27.384,50	28.368,51	29.352,50	30.336,52
11	1.098.821	27.239,06	28.200,62	29.162,17	30.123,72	31.085,28
12	1.098.821	27.239,06	28.200,62	29.162,17	30.123,72	31.085,28
13	1.129.176	27.991,54	28.952,18	29.912,82	30.873,43	31.834,07
14	1.129.176	27.991,54	28.952,18	29.912,82	30.873,43	31.834,07
15	1.159.531	28.744,02	29.703,74	30.663,44	31.623,16	32.582,85
16	1.159.531	28.744,02	29.703,74	30.663,44	31.623,16	32.582,85
17	1.189.887	29.496,53	30.455,28	31.414,06	32.372,81	33.331,59
18	1.189.887	29.496,53	30.455,28	31.414,06	32.372,81	33.331,59
19	1.220.242	30.249,01	31.206,84	32.164,68	33.122,49	34.080,33
20	1.220.242	30.249,01	31.206,84	32.164,68	33.122,49	34.080,33
21	1.250.598	31.001,51	31.958,43	32.915,33	33.872,25	34.829,14
22	1.250.598	31.001,51	31.958,43	32.915,33	33.872,25	34.829,14
23	1.280.954	31.754,02	32.710,00	33.665,95	34.621,93	35.577,90
24	1.280.954	31.754,02	32.710,00	33.665,95	34.621,93	35.577,90
25	1.311.310	32.506,53	33.461,56	34.416,59	35.371,63	36.326,66
26	1.311.310	32.506,53	33.461,56	34.416,59	35.371,63	36.326,66
27	1.341.665	33.259,01	34.213,12	35.167,24	36.121,33	37.075,45
28	1.341.665	33.259,01	34.213,12	35.167,24	36.121,33	37.075,45
29	1.365.980	33.861,76	34.665,18	35.468,61	36.272,03	37.075,45
30	1.365.980	33.861,76	34.665,18	35.468,61	36.272,03	37.075,45
31	1.390.294	34.464,49	35.117,22	35.769,97	36.422,70	37.075,45

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Overgang van barema 19 (P.C. 319) naar barema 1

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	954.912	23.671,65	24.510,25	25.348,87	26.187,47	27.026,10
1	976.018	24.194,85	25.233,73	26.272,57	27.311,42	28.350,27
2	986.442	24.453,26	25.427,50	26.401,78	27.376,02	28.350,27
3	1.006.435	24.948,87	26.095,73	27.242,61	28.389,49	29.536,36
4	1.006.435	24.948,87	26.095,73	27.242,61	28.389,49	29.536,36
5	1.026.428	25.444,49	26.763,97	28.083,46	29.402,97	30.722,46
6	1.026.428	25.444,49	26.763,97	28.083,46	29.402,97	30.722,46
7	1.049.890	26.026,09	27.496,70	28.967,33	30.437,93	31.908,56
8	1.049.890	26.026,09	27.496,70	28.967,33	30.437,93	31.908,56
9	1.087.246	26.952,12	28.487,75	30.023,38	31.559,03	33.094,65
10	1.090.806	27.040,37	28.664,28	30.288,18	31.912,05	33.535,95
11	1.128.162	27.966,41	29.655,30	31.344,23	33.033,13	34.722,05
12	1.128.162	27.966,41	29.655,30	31.344,23	33.033,13	34.722,05
13	1.162.046	28.806,37	30.581,81	32.357,27	34.132,71	35.908,15
14	1.162.046	28.806,37	30.581,81	32.357,27	34.132,71	35.908,15
15	1.195.929	29.646,31	31.508,28	33.370,29	35.232,26	37.094,24
16	1.195.929	29.646,31	31.508,28	33.370,29	35.232,26	37.094,24
17	1.229.813	30.486,27	32.434,79	34.383,30	36.331,82	38.280,34
18	1.229.813	30.486,27	32.434,79	34.383,30	36.331,82	38.280,34
19	1.263.697	31.326,23	33.361,29	35.396,34	37.431,38	39.466,43
20	1.263.697	31.326,23	33.361,29	35.396,34	37.431,38	39.466,43
21	1.297.581	32.166,19	34.287,79	36.409,39	38.530,96	40.652,55
22	1.297.581	32.166,19	34.287,79	36.409,39	38.530,96	40.652,55
23	1.331.466	33.006,18	35.214,29	37.422,40	39.630,54	41.838,65
24	1.331.466	33.006,18	35.214,29	37.422,40	39.630,54	41.838,65
25	1.355.780	33.608,91	35.666,35	37.723,79	39.781,21	41.838,65
26	1.355.780	33.608,91	35.666,35	37.723,79	39.781,21	41.838,65
27	1.380.095	34.211,66	36.118,41	38.025,16	39.931,90	41.838,65
28	1.380.095	34.211,66	36.118,41	38.025,16	39.931,90	41.838,65
29	1.404.410	34.814,41	36.570,47	38.326,52	40.082,60	41.838,65
30	1.404.410	34.814,41	36.570,47	38.326,52	40.082,60	41.838,65
31	1.428.723	35.417,12	37.022,50	38.627,88	40.233,27	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Diensten voor begeleiding

Diensten voor dovenvertolking

Overgang van barema 20 (P.C. 319) naar barema 1

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	997.461	24.726,41	25.301,33	25.876,24	26.451,18	27.026,10
1	1.025.514	25.421,83	26.153,93	26.886,04	27.618,16	28.350,27
2	1.042.883	25.852,39	26.476,86	27.101,33	27.725,80	28.350,27
3	1.069.822	26.520,19	27.274,24	28.028,28	28.782,32	29.536,36
4	1.069.822	26.520,19	27.274,24	28.028,28	28.782,32	29.536,36
5	1.103.274	27.349,45	28.192,68	29.035,94	29.879,20	30.722,46
6	1.103.274	27.349,45	28.192,68	29.035,94	29.879,20	30.722,46
7	1.138.460	28.221,69	29.143,40	30.065,12	30.986,84	31.908,56
8	1.138.460	28.221,69	29.143,40	30.065,12	30.986,84	31.908,56
9	1.180.593	29.266,14	30.223,25	31.180,39	32.137,51	33.094,65
10	1.184.153	29.354,39	30.399,78	31.445,17	32.490,56	33.535,95
11	1.226.287	30.398,86	31.479,65	32.560,44	33.641,26	34.722,05
12	1.226.287	30.398,86	31.479,65	32.560,44	33.641,26	34.722,05
13	1.266.684	31.400,28	32.527,25	33.654,20	34.781,17	35.908,15
14	1.266.684	31.400,28	32.527,25	33.654,20	34.781,17	35.908,15
15	1.307.081	32.401,69	33.574,85	34.747,98	35.921,11	37.094,24
16	1.307.081	32.401,69	33.574,85	34.747,98	35.921,11	37.094,24
17	1.347.479	33.403,13	34.622,42	35.841,73	37.061,02	38.280,34
18	1.347.479	33.403,13	34.622,42	35.841,73	37.061,02	38.280,34
19	1.387.876	34.404,55	35.670,02	36.935,49	38.200,96	39.466,43
20	1.387.876	34.404,55	35.670,02	36.935,49	38.200,96	39.466,43
21	1.486.786	36.856,46	37.805,47	38.754,51	39.703,52	40.652,55
22	1.486.786	36.856,46	37.805,47	38.754,51	39.703,52	40.652,55
23	1.468.671	36.407,40	37.765,22	39.123,03	40.480,84	41.838,65
24	1.468.671	36.407,40	37.765,22	39.123,03	40.480,84	41.838,65
25	1.484.085	36.789,51	38.051,80	39.314,08	40.576,38	41.838,65
26	1.484.085	36.789,51	38.051,80	39.314,08	40.576,38	41.838,65
27	1.499.499	37.171,61	38.338,37	39.505,13	40.671,89	41.838,65
28	1.499.499	37.171,61	38.338,37	39.505,13	40.671,89	41.838,65
29	1.514.913	37.553,71	38.624,96	39.696,18	40.767,43	41.838,65
30	1.514.913	37.553,71	38.624,96	39.696,18	40.767,43	41.838,65
31	1.530.327	37.935,82	38.911,52	39.887,23	40.862,94	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Diensten voor begeleiding

Diensten voor dovenvertolking

Overgang van barema 20 (P.C. 319) naar barema 2

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	988.179	24.496,32	24.841,14	25.185,96	25.530,78	25.875,60
1	1.013.814	25.131,79	25.573,89	26.015,98	26.458,07	26.900,17
2	1.031.184	25.562,38	25.896,82	26.231,27	26.565,71	26.900,17
3	1.054.594	26.142,70	26.519,25	26.895,80	27.272,38	27.648,93
4	1.054.594	26.142,70	26.519,25	26.895,80	27.272,38	27.648,93
5	1.084.517	26.884,47	27.262,78	27.641,09	28.019,38	28.397,69
6	1.084.517	26.884,47	27.262,78	27.641,09	28.019,38	28.397,69
7	1.116.175	27.669,26	28.038,57	28.407,85	28.777,17	29.146,45
8	1.116.175	27.669,26	28.038,57	28.407,85	28.777,17	29.146,45
9	1.154.780	28.626,25	28.943,48	29.260,73	29.577,96	29.895,22
10	1.158.340	28.714,50	29.120,00	29.525,51	29.931,01	30.336,52
11	1.196.945	29.671,49	30.024,94	30.378,38	30.731,83	31.085,28
12	1.196.945	29.671,49	30.024,94	30.378,38	30.731,83	31.085,28
13	1.233.814	30.585,45	30.897,62	31.209,77	31.521,92	31.834,07
14	1.233.814	30.585,45	30.897,62	31.209,77	31.521,92	31.834,07
15	1.270.684	31.499,43	31.770,28	32.041,13	32.312,00	32.582,85
16	1.270.684	31.499,43	31.770,28	32.041,13	32.312,00	32.582,85
17	1.307.552	32.413,37	32.642,94	32.872,49	33.102,04	33.331,59
18	1.307.552	32.413,37	32.642,94	32.872,49	33.102,04	33.331,59
19	1.344.421	33.327,33	33.515,58	33.703,83	33.892,08	34.080,33
20	1.344.421	33.327,33	33.515,58	33.703,83	33.892,08	34.080,33
21	1.381.291	34.241,31	34.388,26	34.535,21	34.682,19	34.829,14
22	1.381.291	34.241,31	34.388,26	34.535,21	34.682,19	34.829,14
23	1.418.160	35.155,27	35.260,92	35.366,57	35.472,25	35.577,90
24	1.418.160	35.155,27	35.260,92	35.366,57	35.472,25	35.577,90
25	1.439.615	35.687,12	35.847,01	36.006,88	36.166,77	36.326,66
26	1.439.615	35.687,12	35.847,01	36.006,88	36.166,77	36.326,66
27	1.461.070	36.218,98	36.433,08	36.647,22	36.861,32	37.075,45
28	1.461.070	36.218,98	36.433,08	36.647,22	36.861,32	37.075,45
29	1.476.484	36.601,08	36.719,67	36.838,27	36.956,86	37.075,45
30	1.476.484	36.601,08	36.719,67	36.838,27	36.956,86	37.075,45
31	1.491.898	36.983,19	37.006,24	37.029,32	37.052,37	37.075,45

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Diensten voor begeleiding

Diensten voor dovenvertolking

Overgang van barema 21 (P.C. 319) naar barema 1

(Opvangtehuizen : directeur universitair niveau)

Anciënniteit	BEF	€				
	2001	2001	2002	2003	2004	2005
0	1.040.011	25.781,20	26.092,43	26.403,64	26.714,87	27.026,10
1	1.075.009	26.648,78	27.074,14	27.499,52	27.924,88	28.350,27
2	1.098.347	27.227,31	27.508,05	27.788,79	28.069,53	28.350,27
3	1.133.207	28.091,47	28.452,70	28.813,90	29.175,13	29.536,36
4	1.133.207	28.091,47	28.452,70	28.813,90	29.175,13	29.536,36
5	1.180.117	29.254,34	29.621,37	29.988,40	30.355,43	30.722,46
6	1.180.117	29.254,34	29.621,37	29.988,40	30.355,43	30.722,46
7	1.227.028	30.417,23	30.790,06	31.162,89	31.535,73	31.908,56
8	1.227.028	30.417,23	30.790,06	31.162,89	31.535,73	31.908,56
9	1.273.939	31.580,12	31.958,76	32.337,39	32.716,02	33.094,65
10	1.277.499	31.668,37	32.135,28	32.602,16	33.069,07	33.535,95
11	1.324.410	32.831,27	33.303,97	33.776,66	34.249,37	34.722,05
12	1.324.410	32.831,27	33.303,97	33.776,66	34.249,37	34.722,05
13	1.371.320	33.994,13	34.472,64	34.951,15	35.429,64	35.908,15
14	1.371.320	33.994,13	34.472,64	34.951,15	35.429,64	35.908,15
15	1.418.231	35.157,03	35.641,34	36.125,62	36.609,93	37.094,24
16	1.418.231	35.157,03	35.641,34	36.125,62	36.609,93	37.094,24
17	1.465.142	36.319,92	36.810,01	37.300,12	37.790,23	38.280,34
18	1.465.142	36.319,92	36.810,01	37.300,12	37.790,23	38.280,34
19	1.512.052	37.482,79	37.978,70	38.474,61	38.970,52	39.466,43
20	1.512.052	37.482,79	37.978,70	38.474,61	38.970,52	39.466,43
21	1.558.963	38.645,68	39.147,42	39.649,13	40.150,84	40.652,55
22	1.558.963	38.645,68	39.147,42	39.649,13	40.150,84	40.652,55
23	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
24	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
25	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
26	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
27	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
28	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
29	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
30	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65
31	1.605.873	39.808,55	40.316,09	40.823,60	41.331,14	41.838,65

Bijlage I NM - Afdeling b

Overgangsbarema's voor de sectoren :

Opvangtehuizen

Dagcentra en onthaalcentra

Overgang van barema 24 (P.C. 319) naar barema 5

(Opvangtehuizen : opvoeder klasse 2 (ex II))

Anciënniteit	BEF	€	2002	2003	2004	2005
	2001	2001				
0	696.962	17.277,24	17.587,33	17.897,42	18.207,51	18.517,60
1	718.732	17.816,90	18.343,67	18.870,47	19.397,25	19.924,05
2	729.155	18.075,28	18.537,48	18.999,65	19.461,85	19.924,05
3	742.196	18.398,56	18.861,08	19.323,60	19.786,12	20.248,64
4	742.196	18.398,56	18.861,08	19.323,60	19.786,12	20.248,64
5	756.110	18.743,48	19.227,94	19.712,42	20.196,88	20.681,36
6	756.110	18.743,48	19.227,94	19.712,42	20.196,88	20.681,36
7	792.559	19.647,02	20.604,56	21.562,08	22.519,61	23.477,15
8	792.559	19.647,02	20.604,56	21.562,08	22.519,61	23.477,15
9	811.792	20.123,80	21.127,64	22.131,49	23.135,31	24.139,15
10	815.353	20.212,07	21.304,17	22.396,24	23.488,33	24.580,43
11	834.587	20.688,87	21.827,25	22.965,62	24.104,00	25.242,38
12	834.587	20.688,87	21.827,25	22.965,62	24.104,00	25.242,38
13	853.821	21.165,67	22.350,35	23.535,01	24.719,69	25.904,38
14	853.821	21.165,67	22.350,35	23.535,01	24.719,69	25.904,38
15	873.054	21.642,44	22.873,41	24.104,37	25.335,36	26.566,33
16	873.054	21.642,44	22.873,41	24.104,37	25.335,36	26.566,33
17	892.288	22.119,24	23.396,51	24.673,78	25.951,03	27.228,30
18	892.288	22.119,24	23.396,51	24.673,78	25.951,03	27.228,30
19	911.522	22.596,04	23.919,59	25.243,15	26.566,72	27.890,28
20	911.522	22.596,04	23.919,59	25.243,15	26.566,72	27.890,28
21	922.942	22.879,13	24.297,41	25.715,71	27.133,98	28.552,25
22	922.942	22.879,13	24.297,41	25.715,71	27.133,98	28.552,25
23	934.363	23.162,25	24.675,25	26.188,24	27.701,23	29.214,23
24	934.363	23.162,25	24.675,25	26.188,24	27.701,23	29.214,23
25	953.597	23.639,05	25.198,33	26.757,63	28.316,90	29.876,20
26	953.597	23.639,05	25.198,33	26.757,63	28.316,90	29.876,20
27	972.830	24.115,83	25.721,41	27.326,99	28.932,57	30.538,15
28	972.830	24.115,83	25.721,41	27.326,99	28.932,57	30.538,15
29	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15
30	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15
31	997.145	24.718,58	26.173,47	27.628,35	29.083,26	30.538,15

Bijlage II NM – Tabel van de referentieweddenschalen voor de gesubsidieerde functies

FUNCTIE	DIPLOMA OF KWALIFICATIE	WEDDESCHAAL	
Directeur, coördinator en onder-directeur	Universitair niveau	1.80	1
Psycholoog, criminoloog, kinesitherapeut, socioloog, jurist, seksuoloog...	Universitair niveau	1.80	1
Huisarts	Doctor in geneeskunde	1.80	1
Huisarts voor het gehandicaptenbeleid	Doctor in de geneeskunde	22 van het PC 319/2	11
Geneesheer-specialist (psychiater...)	Doctor in de geneeskunde met een specialisatie	1.80	1
Geneesheer-specialist (psychiater...) voor het gehandicaptenbeleid	Doctor in de geneeskunde met een specialisatie	23 van het PC 319/2	12
Directeur, coördinator of pedagogisch coördinator, onderdirecteur, opvoeder-groepschef	HOBU of gelijkgesteld	1.78 S	2
Hoofdopvoeder	HOBU	1.55/1.61/1.77 (+2 jaar)	3
Administratief personeel : econoom, boekhouder, directiesecretaris...	HOBU of gelijkgesteld	1.55/1.61/1.77	4
Opvoeder klasse 1, opleider klasse 1, begeleider klasse 1 en technicus klasse 1; Paramedisch gegradueerde, sociaal werker, assistent in de psychologie, verpleegkundige, maatschappelijke verpleegkundige, vormingsverantwoordelijke en gezinsadviseur klasse 1	HOBU of gelijkgesteld	1.55/1.61/1.77	4
Opvoeder klasse 2, opleider klasse 2, begeleider klasse 2 en technicus klasse 2; Gebreveteerde verpleegkundige	HSO of gelijkgesteld	1.43/1.55	5
Secretaris, administratief assistent of boekhouder, gezinsadviseur klasse 2	HSO of gelijkgesteld	1.39	6
Opvoeder klasse 3, opleider klasse 3 en technicus klasse 3; Gezins- en bejaardenhulp; Kinderverzorgster	6B of opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld	1.35	7
Hulpbediende	LSO	1.26	9
Opvoeder klasse 4	LSO	1.26	9
Werkmeester	Kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME	1.40	8
Geschoold arbeider, chauffeur	Kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME	1.26	9
Arbeider en huishoudhulp	Geen bijzondere vereisten	1.22	10

Bijlage III NM : Gesubsidieerde functies per sector - vereiste diploma's en toelatingsvoorwaarden

1. Sector Gezinsplanning

- * Psycholoog, seksuoloog en jurist : universitair niveau
- * Sociaal werker of maatschappelijk verpleegkundige : HOBU
- * Gezinsadviseur : HOBU of HSO met opleidingsgetuigschrift
- * Hulpbediende, onthaalfunctie (uitstervend) : LSO

2. Sector CGSA

- * Coördinator : HOBU
- * Sociaal werker : HOBU
- * Hulpbediende : HSO of gelijkgesteld

3. Sector Opvangtehuizen

- * Directeur : universitair niveau
- * Directeur : HOBU met een sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering en 3 jaar anciënniteit in de sector
- * Sociaal werker en verpleegkundige : HOBU
- * Opvoeder klasse 1 : HOBU met een sociale, psychologische, paramedische of pedagogische oriëntering.
- * Opvoeder klasse 2 : HSO
- * Opvoeder klasse 3 : 6B met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld overeenkomstig het besluit "thuishulp".
- * Opvoeder klasse 4 : LSO

4. Sector Druggebruik

- * Psychiater : doctor in de geneeskunde met een specialisatie
- * Huisarts : doctor in de geneeskunde
- * Psycholoog, criminoloog, socioloog, licentiaat in de communicatie, filosoof, kinesitherapeut : universitair niveau
- * Assistent, assistent in de psychologie of maatschappelijk helper en verpleegkundige : HOBU
- * Secretaris : HSO

5. Sector Diensten voor geestelijke gezondheidszorg

- * Psychiater en kinderpsychiater : doctor in de geneeskunde met een specialisatie
- * Logopedist, kinesitherapeut, psycholoog, criminoloog, socioloog : universitair niveau
- * Assistent of maatschappelijk helper, verpleegkundige, maatschappelijk verpleegkundige, assistent in de psychologie, logopedist, ergotherapeut en kinesitherapeut : HOBU
- * Secretaris : HSO

6. Sector Teleonthaal

- * Directeur : universitair niveau (Psycholoog, criminoloog, socioloog) of HOBU met een psycho-medisch-sociale oriëntering.
- * Opleidingsverantwoordelijke : universitair niveau of HOBU met een sociale, paramedische, psychologische, pedagogische oriëntering of een oriëntering in de communicatie
- * Secretaris : HSO

7. Sector Medische Huizen

- * Onthaalfunctie : HOBU of HSO
- * Functie van gemeenschappelijke gezondheid : huisarts, universitair niveau of HOBU met een sociale, paramedische, psychologische of pedagogische oriëntering.

8. Sector Coördinatiecentra voor de thuisverzorging en thuis hulp

- * Directeur : universitair niveau of HOBU
- * Hulpbediende : HSO
- * Coördinatieambtenaar : HOBU met een sociale, paramedische of psychologische oriëntering.

9. Sector Diensten voor palliatieve zorg en nazorg

- * Universitair niveau : met een psycho-medisch-sociale oriëntering
- * HOBU : met een psycho-medisch-sociale oriëntering
- * Secretaris : HSO

10. Sector Socio-professionele Inschakeling

* Pedagogisch coördinator : HOBU of gelijkgestelden (HSO + 10 jaar nuttige ervaring)

* Opleider klasse 1 : HOBU of gelijkgestelden (HSO + 6 jaar nuttige ervaring of LSO + 9 jaar nuttige ervaring)

* Opleider klasse 2 : HSO of gelijkgestelden (6 jaar nuttige ervaring) Onder nuttige ervaring wordt verstaan :

* Voor de opleiders : ervaring opgedaan bij een onderneming van de professionele sector die betrokken is bij de opleidingen verstrekt in het kader van de vervulling van taken die een voldoende hoog verantwoordelijkheidsniveau veronderstellen.

* Voor de pedagogische coördinatoren : gedurende een periode van tien jaar taken hebben vervuld die verband houden met deze functie

(ontwerpen en creëren van opleidingssystemen, ontwikkelen van hulpmiddelen aangepast aan de te bereiken oriënteringen en doelstellingen, coördinatie en beheer van de opleidingsacties en -projecten).

11. Sector Dagcentra en onthaalcentra

* Directeur : universitair niveau met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering of gelijkgesteld (directeur universitair niveau in functie op 31/12/00); HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische, artistieke oriëntering of gelijkgesteld (directeur HOBU of HSO in functie op 31/12/00) en 3 jaar ervaring in de gehandicaptensector.

* Onderdirecteur : universitair niveau met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering, of HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse 11 en minstens tien jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum) of gesubsidieerde onderdirecteur op 31/12/100.

* Huisarts : doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde.

* Geneesheer-specialist : doctor in de geneeskunde, heelkunde en verloskunde met een specialisatietitel.

* Psycholoog : universitair niveau.

* Psychopedagoog : universitair niveau

* Pedagoog : universitair niveau.

* Assistent in de psychologie : HOBU

* Paramedische functies : universitair niveau (kinesitherapeut of logopedist), of HOBU (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, wederopvoeder in de psychomotoriek, audioloog, orthoptist).

* Sociaal werker : HOBU.

* Gegradueerde verpleegkundige : HOBU.

* Gegradueerde maatschappelijke verpleegkundige : HOBU.

* Gebrevetteerde verpleegkundige : getuigschrift van verpleegkundige of ziekenhuisassistent.

* Opvoeder-groepschef : hoofdopvoeder met minstens een jaar dienst in deze functie.

* Hoofdopvoeder : HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering of gelijkgesteld (kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse 11 en minstens vijf jaar educatieve functies in een dagcentrum of een onthaalcentrum).

* Opvoeder - klasse 1 : HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering.

* Opvoeder - klasse 2 : HSO of gelijkgesteld (opvoeder klasse IIA of IIB op 31/12/00).

* Opvoeder - klasse 3 : 6B met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering of een opleidingsgetuigschrift gezinshulp of gelijkgesteld overeenkomstig het besluit "thuishulp".

* Opvoeder - klasse 4 : LSO.

* Directiesecretaris : HOBU-diploma dat deze titel verleent

* Boekhouder : HOBU met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profit sector of gelijkgesteld (boekhouder klasse 1 op 31/12/00).

* Assistent-boekhouder : HSO met een economische oriëntering.

* Administratief assistent : HSO of gelijkgesteld (opsteller of econoom op 31/12/00).

* Hulpbediende : LSO.

* Technicus klasse 1 : HOBU met een elektronica- of informaticaoriëntering.

* Technicus klasse 2 : HSO met een elektronica- of informaticaoriëntering of gelijkgesteld (opleiding Braille).

* Technicus klasse 3 : 6B met een technische oriëntering.

* Arbeider-werkmeester : geschoold arbeider die verantwoordelijk is voor een ploeg arbeiders.

* Geschoold arbeider : kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME.

* Arbeider : geen bijzondere vereisten.

12. Sector Diensten voor begeleiding

* Directeur : universitair niveau met een pedagogische, psychologische, sociale, juridische, paramedische, sociologische, criminologische, economische, seksuologische, gezins- en ziekenhuisoriëntering; HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering en 3 jaar ervaring in de gehandicapten-sector.

* Begeleider klasse 1 : HOBU met een pedagogische, psychologische, sociale, paramedische of artistieke oriëntering.

* Begeleider klasse 2 : HSO.

* Psycholoog : universitair niveau.

* Pedagoog : universitair niveau

* Psychopedagoog : universitair niveau

* Licentiaat in gezins- en seksuologische wetenschappen : universitair niveau

* Licentiaat in medisch-sociale en ziekenhuiswetenschappen : universitair niveau

* Gegradueerde maatschappelijke verpleegkundige : HOBU

* Kinderverzorgster : getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd zijn voor een 6e jaar beroepsonderwijs met een sociale, sanitaire of gezinsoriëntering.

* Assistent in de psychologie : HOBU.

* Sociaal werker : HOBU.

* Geneesheer-specialist : huisarts met een specialisatie.

* Directiesecretaris : HOBU-diploma dat deze titel verleent.

* Boekhouder : HOBU met een economische of boekhoudkundige oriëntering of een diploma van de "Chambre belge des Comptables" of een specialisatiediploma in het beheer van de diensten en instellingen van de non-profit sector.

* Administratief assistent : HSO.

* Geschoold arbeider : kwalificatiegetuigschrift of getuigschrift van leertijd uitgereikt door het IFPME.

13. Sector Diensten voor dovenvertolking

* Directeur : universitair niveau of HOBU.

* Administratief assistent : HSO.

Bijlage IV NM - Erkenningen berekening van de anciënniteit

1. Komen in aanmerking : de periodes die de werknemer in een voltijdse of deeltijdse betrekking in België of het buitenland gepresteerd heeft bij erkende of gesubsidieerde instellingen uit de gezondheidssector, de welzijnssector, de sector van het gehandicaptenbeleid, de sector van het beleid inzake kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd, de sector van de volwasseneneducatie, de cultuursector, de onderwijssector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

2. Er wordt zonder onderscheid rekening gehouden met alle beklede functies.

3. Voor het administratief en boekhoudkundig personeel en voor de arbeiders wordt er, ongeacht de beklede functie en met inachtneming van een maximum van 10 jaar, ook rekening gehouden met de arbeidsdagen en gelijkgestelde dagen die de werknemer, in België of in het buitenland, verworven heeft bij werkgevers uit een andere dan de voornoemde sectoren.

4. Onder arbeidsperiode wordt verstaan

- de effectief gepresteerde arbeidsperiodes die gedekt worden door een arbeidsovereenkomst of door het statuut dat geregeld wordt door het publiek recht

- de gelijkgestelde dagen bepaald in artikel 24 van het koninklijk besluit van 28 november 1969, de zaterdagen, zondagen en recuperatiedagen, de periodes van verwijderings-, bevallings- en ouderschapsverlof, de dagen van langdurige ziekte, de dagen van loopbaanonderbreking of tijdskrediet.

5. Er wordt geen onderscheid gemaakt tussen deeltijdse prestaties en voltijdse prestaties.

6. Om de anciënniteit te bepalen, worden de arbeidsperiodes en gelijkgestelde dagen opgeteld en berekend in volledige jaren en maanden.

Bijlage V NM : Berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen.

De individuele subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen is samengesteld uit de volgende elementen :

1. Bruto schaalwedde

De bruto schaalwedde wordt bekomen door het bedrag verkregen in de schaal overeenstemmend met de gesubsidieerde functie en de erkende anciënniteit te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die gelijk is aan de huidige index gedeeld door de index geldend op 1 juli 2000 en vermenigvuldigd met de arbeidstijd in VTE.

2. Eindejaarspremie

a) Het bedrag van de eindejaarspremie is samengesteld uit twee forfaitaire delen die met een variabel deel vermeerderd worden.

1° Enerzijds wordt er vanaf 1 januari 2005 een niet geïndexeerde jaarpremie van 6 511 BEF (161,40 euro) toegekend.

115 van de premie wordt toegekend in 2001, 2/5 van de premie wordt toegekend in 2002, 315 van de premie wordt toegekend in 2003, 415 van de premie wordt toegekend in 2004.

2° Anderzijds wordt er een forfaitair deel toegekend, berekend overeenkomstig de toepassing van artikel 5, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 1987.

Dit forfaitaire deel wordt bekomen door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te vermeerderen met een percentage dat varieert in functie van de evolutie van de index van de consumptieprijzen. Dit percentage wordt verkregen door de index van de maand oktober van het betreffende jaar te delen door de index van de maand oktober van het voorgaande jaar. Het percentage wordt berekend tot op 4 decimalen. Dit forfaitaire deel bedraagt 11 243,869 BEF (278,73 euro) voor het jaar 2000.

3° Het variabele deel bedraagt 2,5 % van de geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemer. Onder geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging moet worden verstaan : het resultaat van de vermenigvuldiging van de geïndexeerde brutobezoldiging die aan de werknemer verschuldigd is voor de maand oktober van het betreffende jaar met twaalf, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatsvergoeding, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

b) Voor de deeltijdse werknemers of de werknemers die geen volledig kalenderjaar gewerkt hebben, wordt het bedrag van de premies berekend naar verhouding van hun prestaties.

3. Tegemoetkoming in de vervoerskosten verblijfplaats/werkplaats

Deze tegemoetkoming wordt berekend overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privé-sector.

4. Vakantiegeld

Het vakantiegeld wordt berekend overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privé-sector.

5. Werkgeversbijdrage sociale zekerheid

Deze bijdrage wordt berekend overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privé-sector.

6. Verzekering - Wet

Het bedrag dat in aanmerking wordt genomen, is het bedrag berekend op basis van de door de dienst geleverde bewijsstukken, naar verhouding van het aantal gesubsidieerde VTE.

7. Arbeidsgeneeskunde

Het bedrag dat in aanmerking wordt genomen, is het bedrag berekend op basis van de door de dienst geleverde bewijsstukken, naar verhouding van het aantal gesubsidieerde VTE.

8. Werkkledij

Deze tegemoetkoming wordt toegekend in de sectoren waar zij door de wetsbepalingen wordt voorgeschreven en in overeenstemming met deze bepalingen.

9. Haard-standplaatsvergoeding

Er wordt een haard-standplaatsvergoeding toegekend aan de werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 779 000 BEF (19.310,95 euro). Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald op 35 400 BEF (877,54 euro).

Er wordt een haard- of standplaatsvergoeding toegekend aan de werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 888 110 BEF (22015,67 euro). Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald op 17 700 BEF (438,77 euro).

Deze bedragen worden verminderd naar verhouding van de effectief door de werknemer gepresteerde arbeidstijd.

De overgang van de ene vergoeding naar de andere en het verdwijnen van de vergoeding mogen geen vermindering van de jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemer ten gevolge hebben. In voorkomend geval, wordt het verschil toegekend in de vorm van een gedeeltelijke vergoeding.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de index van 1 juli 2000.

10. Vertrekgeld

Dit is het vakantiegeld dat voortijdig wordt uitbetaald aan de werknemer wiens contract ten einde loopt. De opzeggingsvergoedingen komen voor de berekening van de subsidie slechts in aanmerking voor de verrichte opzeggingstermijnen.

11. Toeslagen voor onregelmatige prestaties

a) De sector Opvangtehuizen

- voor het opvoedend of sociaal personeel :

1° een loontoeslag van 26 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zaterdag van 6.00 uur tot 20.00 uur.

2° een loontoeslag van 56 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zondag of op wettelijke feestdagen van 0.00 uur tot 24.00 uur.

3° vanaf 1 januari 2005 wordt een loontoeslag van 35 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, toegekend voor de prestaties die 's nachts tussen 20.00 uur en 06.00 uur worden verricht.

Deze toeslag bedraagt: 27 % in 2001, 29 % in 2002, 31 % in 2003, 33 % in 2004.

4° de op te roepen wachtdiensten van de directie en van het begeleidend personeel worden bezoldigd ten belope van 150 BEF (3,72 euro) per uur, met een maximum van 1 650 BEF (40,90 euro) per 24 uur. De subsidies voor op te roepen wachtdiensten mogen binnen eenzelfde periode niet gecumuleerd worden met de loontoeslagen voor nacht- en weekendprestaties of prestaties tijdens feestdagen van het in de punten 1° tot 3° bedoelde personeel. Ze worden beperkt tot één persoon per thuis en per 24 uur.

- voor het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie :

5° de loontoeslagen van het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie maar dat noodzakelijk is voor de werking van het tehuis en verantwoord is in het gemeenschappelijke project komen in aanmerking voor de berekening van de subsidies voor loonkosten, overeenkomstig de in de punten 1° en 2° vastgestelde regels.

b) De sectoren Dagcentra en onthaalcentra voor gehandicapten en Diensten voor begeleiding
- voor het opvoedend, sociaal, paramedisch of arbeiderspersoneel : de punten 10, 2° en 3° van a) zijn van toepassing.

Een verblijfsvergoeding ten belope van 1 000 BEF (24,79 euro) wordt toegekend voor elke periode dat men 24 uur per dag in het vakantiecentrum aanwezig is, met een maximum van 30 dagen per jaar, met uitzondering van de eerste en laatste dag van het verblijf. Deze vergoeding wordt toegekend aan de personeelsleden die de begunstigden tijdens de door het centrum georganiseerde externe verblijven begeleiden.

c) Overige sectoren

Er kunnen toeslagen voor onregelmatige prestaties worden toegekend wanneer zij overeenstemmen met decretale of normatieve verplichtingen. Zij worden berekend op basis van de in het punt a) 1°, 2° en 3° bepaalde loontoeslagen.

12. Werkgeverslasten van de geneesheren, geneesheren-psychiaters en kinderpsychiaters in de sectoren Geestelijke Gezondheidszorg en Druggebruik

In de sectoren Geestelijke Gezondheidszorg en Druggebruik worden de door deze bijlage voorziene reële werkgeverslasten voor geneesheren, geneesheren-psychiaters en kinderpsychiaters in aanmerking genomen.

BIJLAGE VI NM : documenten betreffende de erkenningsaanvragen

De erkenningsaanvraag bevat de volgende documenten :

1° een document met de identificatiegegevens van de inrichtende macht van de vereniging, waaronder de naam van diegene(n) die gemachtigd is (zijn) de vereniging te vertegenwoordigen en

- de geactualiseerde statuten die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt,

- de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur,

- het rekeningnummer van de dienst;

2° een nota die duidelijk aangeeft hoe werd voldaan aan de algemene en specifieke opdrachten van de vereniging;

3° een document met de gevraagde samenstelling van het team, de functie, bekwaamheid, opleiding en de duur van de prestaties van de leden van het team;

4° een document met vermelding van de naam van diegene(n) die in het team belast is (zijn) met de medische directie en eventueel met de algemene coördinatie van de vereniging;

5° een document met het adres van de maatschappelijke zetel en van de activiteitenzetel(s);

6° een bewijs afgeleverd door de dienst voor brandbestrijding dat dateert van minder dan één jaar geleden;

7° een document dat aantoont dat de vereniging een verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid heeft afgesloten en gedekt is voor het lopende jaar;

8° een document dat aantoont dat de vereniging een brandverzekering heeft afgesloten en gedekt is voor het lopende jaar;

9° een document met, in voorkomend geval, de wachtdiensten en de regelingen voor spoedgevallen;

10° een document met de openingsuren van de vereniging.

Het volledige dossier dient voor eensluidend en volledig te worden verklaard. Het dient van een datum te worden voorzien en ondertekend door diegene(n) die gemachtigd is (zijn) om de vereniging te vertegenwoordigen.

Bijlagen I NM, II NM, III NM, IV NM, V NM en VI NM zijn gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Brussel, 18 oktober 2001.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie van de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, en de Internationale Betrekkingen

F.-X. de DONNEA,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met het Openbaar Ambt

D. GOSUIN,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met het Gezondheidsbeleid, Cultuur, Toerisme, Sport en Jeugd

W. DRAPS,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Beroepsopleiding en de voortgezette en permanente opleiding van de Middenstand en het Beleid voor Personen met een Handicap.

A. HUTCHINSON,

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Begroting, de Sociale Actie en het Gezin